

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

2022

LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE

Sous la direction
de Dominique Reynié

Un indicateur de la protestation électorale
conçu par la Fondation pour l'innovation politique

OCTOBRE 2020
— VAGUES 2 ET 3 —

2022

LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE

Sous la direction
de Dominique Reynié

Un indicateur de la protestation électorale
conçu par la Fondation pour l'innovation politique

OCTOBRE 2020
– VAGUES 2 ET 3 –

DIRECTION

Dominique REYNIÉ, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

RÉDACTION

Agathe BAILLEUL, Victor DELAGE, Willy DELVALLE,
Madeleine HAMEL, Katherine HAMILTON, Dominique REYNIÉ

PRODUCTION

Agathe BAILLEUL, Victor DELAGE, Willy DELVALLE, Anne FLAMBERT,
Madeleine HAMEL, Katherine HAMILTON, Sasha MORINIÈRE, Mélanie ULLMO

RELECTURE ET CORRECTION

Francys GRAMET, Claude SADAJ

MAQUETTE ET RÉALISATION

Julien RÉMY

Enquête conçue par la Fondation pour l'innovation politique

Réalisée par l'institut *“opinionway”*

L'équipe en charge de la réalisation de l'enquête :

Guillaume INIGO (directeur d'études),
Bruno JEANBART (directeur général adjoint),
Clément ROYAUX (chargé d'études)

IMPRESSION

GALAXY Imprimeurs

PARUTION

Octobre 2020

Abréviations des différents partis politiques utilisées dans cette étude

DLF : Debout la France! • EELV : Europe Écologie-Les Verts • FdG : Front de gauche •
LFI : La France insoumise • FN : Front national • LO : Lutte ouvrière • LR : Les Républicains •
LREM : La République en marche • NPA : Nouveau Parti anticapitaliste • PCF : Parti communiste français •
PS : Parti socialiste • RN : Rassemblement national

Sommaire

Les principaux enseignements des vagues 2 (janvier 2020) et 3 (septembre 2020)	4
Introduction	7
1. 2022, le risque populiste en France : un indicateur de la protestation électorale conçu par la Fondation pour l'innovation politique	7
2. Vague 1, vague 2, vague 3 : à chaque vague, un contexte de crise (à suivre)	8
3. Ce que recouvre ici la notion de protestation électorale	8
I. Présidentielle : la tentation populiste demeure	11
1. L'estimation du potentiel électoral de la protestation	11
2. En septembre 2020, la plupart des électeurs (79 %) envisagent toujours un comportement protestataire pour 2022	14
3. Nettement fragilisé dans la vague 2, Emmanuel Macron retrouve avec la vague 3 une position plus favorable dans l'hypothèse d'un nouveau second tour face à Marine Le Pen	15
4. L'opposition à la réforme des retraites favorisait la fusion des électorats populistes de gauche et de droite	17
5. La disponibilité à l'abstention et au vote blanc reste une tendance de fond	18
6. Pour 2022, les électeurs ne rejettent pas des candidatures PS, LREM, LR et, moins encore, EELV	18
II. Le risque populiste s'inscrit dans un processus de déconsolidation démocratique	26
1. Plus d'un tiers des Français (37 %) remettent en question la démocratie représentative	26
2. Le détachement vis-à-vis de la démocratie représentative sert le populisme de droite	29
3. L'idée d'un gouvernement où le peuple déciderait lui-même agrège des mondes protestataires	30
4. Les nouveaux médias, un espace public propice à la poussée populiste	32
III. Les ressources de la protestation électorale	36
1. La société est perçue comme de plus en plus violente	36
2. Le choix d'un vote protestataire s'affirme chez les électeurs qui ont une image positive des Gilets jaunes	41
3. La crise sanitaire renforce le rejet de la mondialisation	44
4. La défiance interpersonnelle est un facteur du vote protestataire de droite	47
5. Les femmes et les jeunes semblent offrir de nouveaux réservoirs à la protestation électorale	49
6. Les progrès de la protestation électorale n'épargnent pas les catégories supérieures	52
IV. De fragiles résistances à la poussée populiste	54
1. Les préoccupations suscitées par le coronavirus affecteront l'élection présidentielle	54
2. LR et PS : des électorats en déshérence	59
3. L'attachement à l'Europe limite l'horizon populiste	61
4. L'usure des leaders populistes est toujours à l'œuvre	63

2022, le risque populiste en France : un indicateur de la protestation électorale dans la perspective de l'élection présidentielle

- 1.** Dans la perspective du premier tour, le potentiel électoral d'Emmanuel Macron se redresse. Celui de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon reste stable, à un niveau toujours plus élevé pour la première : 18 % sont « certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen, 16 % pour Emmanuel Macron et 8 % pour Jean-Luc Mélenchon.
- 2.** La plupart des électeurs (79 %) envisagent un comportement électoral protestataire : voter pour RN, LFI, DLF ou LO/NPA, s'abstenir ou voter blanc.
- 3.** Depuis septembre 2019, la disponibilité à s'abstenir augmente, passant de 41 à 45 %.
- 4.** Dans le cas d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, 53 % des personnes interrogées souhaitent avant tout éviter l'élection de Marine Le Pen (+ 5 points par rapport à janvier 2020), tandis que 40 % souhaitent avant tout éviter la réélection d'Emmanuel Macron (- 5 points).
- 5.** L'opposition à la réforme des retraites a favorisé la fusion des électors protestataires. Lors des débats et des mouvements sociaux suscités par la réforme, 21 % des électeurs proches du RN avaient une image positive de l'action de LFI au cours de cette crise sociale ; symétriquement, 22 % des proches du PCF/LFI avaient une image positive de l'action du RN.
- 6.** Les électeurs ne rejettent pas les candidatures PS, LREM, LR et, moins encore, EELV. Les trois quarts (72 %) pourraient voter pour au moins l'un de ces quatre partis, 42 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) EELV, 36 % pour LR, 34 % pour LREM et 31 % pour le PS.
- 7.** Cependant, la préoccupation pour le réchauffement climatique paraît en recul. Parmi les priorités que doit traiter le gouvernement, « réduire le réchauffement climatique » enregistre une baisse en un an (- 6 points), passant de 41 % en septembre 2019 à 35 % en septembre 2020.
- 8.** Seulement 59 % des personnes interrogées expriment une préférence pour la démocratie représentative, 25 % pour un système « où les citoyens décident à la place d'un gouvernement ce qui leur semble le meilleur pour le pays » et 12 % pour « un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias ».
- 9.** Entre janvier 2020 et septembre 2020, la préférence pour la démocratie représentative recule, passant de 64 à 59 %.
- 10.** La préférence pour un gouvernement où le peuple déciderait lui-même agrège les pôles de la protestation : elle concerne 38 % des proches du PCF/LFI et 32 % des proches du RN, contre 25 % en moyenne.
- 11.** Les nouveaux médias forment un espace public propice à la poussée populiste. 37 % de ceux qui s'informent par les nouveaux médias (réseaux sociaux, YouTube, blogs et forum) pourraient voter pour un(e) candidat(e) LFI au premier tour, contre 23 % en moyenne, et 42 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN, contre 32 % en moyenne.
- 12.** Pour l'opinion (72 %), la société est « de plus en plus violente ».
- 13.** Dans le même temps, 43 % des personnes interrogées estiment que les médias parlent trop de la violence. À l'opposé, un quart des 18-24 ans (25 %) considèrent que les médias devraient en parler davantage (contre 16 % en moyenne).
- 14.** La sécurité est d'ores et déjà un enjeu clé. En septembre 2020, la lutte contre la délinquance devrait être l'une des trois priorités du gouvernement selon 50 % des personnes interrogées, contre 34 % en septembre 2019.

Les principaux enseignements des vagues 2 (janvier 2020) et 3 (septembre 2020)

15. Trois quarts des Français (77 %) estiment que la police n'a pas assez de moyens pour assurer la sécurité en France. Parmi eux, un quart (23 %) souhaitent avoir le droit de posséder une arme chez soi.

16. 44 % des personnes interrogées ont toujours une image positive des Gilets jaunes. Parmi eux, 43 % pourraient voter pour un candidat(e) RN, et 37 % pour un candidat(e) LFI au premier tour de l'élection présidentielle.

17. La défiance interpersonnelle est un facteur du vote protestataire de droite. Les proches du RN sont 78 % à ne pas faire confiance aux gens qu'ils rencontrent pour la première fois, contre 64 % en moyenne et 58 % pour les proches du PCF/LFI.

18. Les femmes et les jeunes semblent offrir de nouveaux réservoirs à la protestation électorale. Les femmes sont plus susceptibles de s'abstenir (49 %) que les hommes (40 %) ou de voter blanc (54 % contre 44 %) au premier tour. Cependant, elles sont moins nombreuses à vouloir voter pour Marine Le Pen (22 % contre 27 %) dans un second tour l'opposant à Emmanuel Macron.

19. La disponibilité des jeunes au vote protestataire augmente. Un quart des 18-24 ans (24 %) sont « certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au premier tour, soit une hausse de 10 points depuis septembre 2019 (14 %). Les plus jeunes électeurs sont également 60 % à dire qu'ils pourraient voter blanc au premier tour, contre 49 % en moyenne.

20. La protestation électorale progresse dans les catégories supérieures. La proportion des catégories socioprofessionnelles supérieures (ou CSP+) qui pourraient voter LFI au premier tour passe de 22 % en septembre 2019 à 29 % en septembre 2020. Dans une moindre mesure, les CSP+ sont aussi plus nombreux à dire qu'ils pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN (de 28 à 30 %). Ils sont enfin plus nombreux à dire pouvoir s'abstenir au premier tour de 2022 : on passe de 44 à 49 %.

21. Une majorité (59 %) pense que le gouvernement a mal géré la crise du Covid-19. Au sein de ce groupe mécontent, un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen conduirait une majorité (55 %) à vouloir avant tout éviter la réélection d'Emmanuel Macron, contre 38 % qui souhaitent éviter l'élection de Marine Le Pen. À noter que pour les personnes interrogées, ni le RN ni aucun autre parti n'aurait mieux géré la crise que le gouvernement.

22. Les « antivax » forment un monde protestataire. Plus d'un quart (28 %) des Français refuseraient de se faire vacciner contre le Covid-19. Parmi eux, 87 % envisagent un comportement protestataire, contre 79 % en moyenne.

23. En un an, la disponibilité à voter pour Emmanuel Macron en cas de second tour face à Marine Le Pen augmente chez les sympathisants PS (de 43 % en septembre 2019 à 49 % en septembre 2020) et chez les sympathisants LR (de 32 à 40 %).

24. La plupart (80 %) des personnes interrogées souhaitent rester dans l'Union européenne. Cet attachement à l'Europe limite l'horizon populiste. Les deux tiers (64 %) des électeurs de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2017 ne souhaitent pas que la France abandonne l'euro. Il en va de même pour 87 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon.

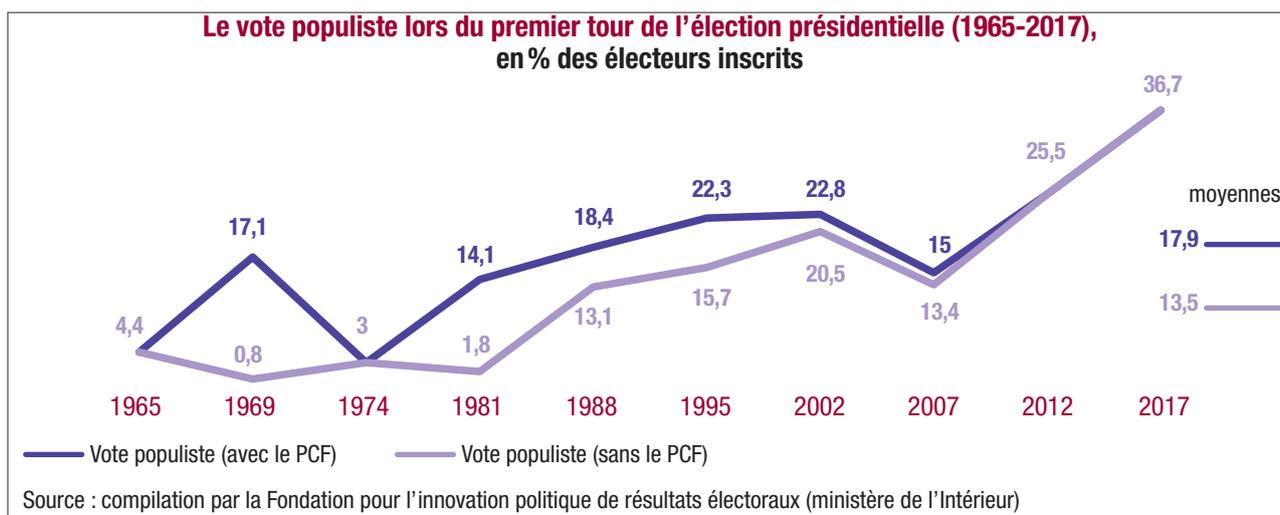
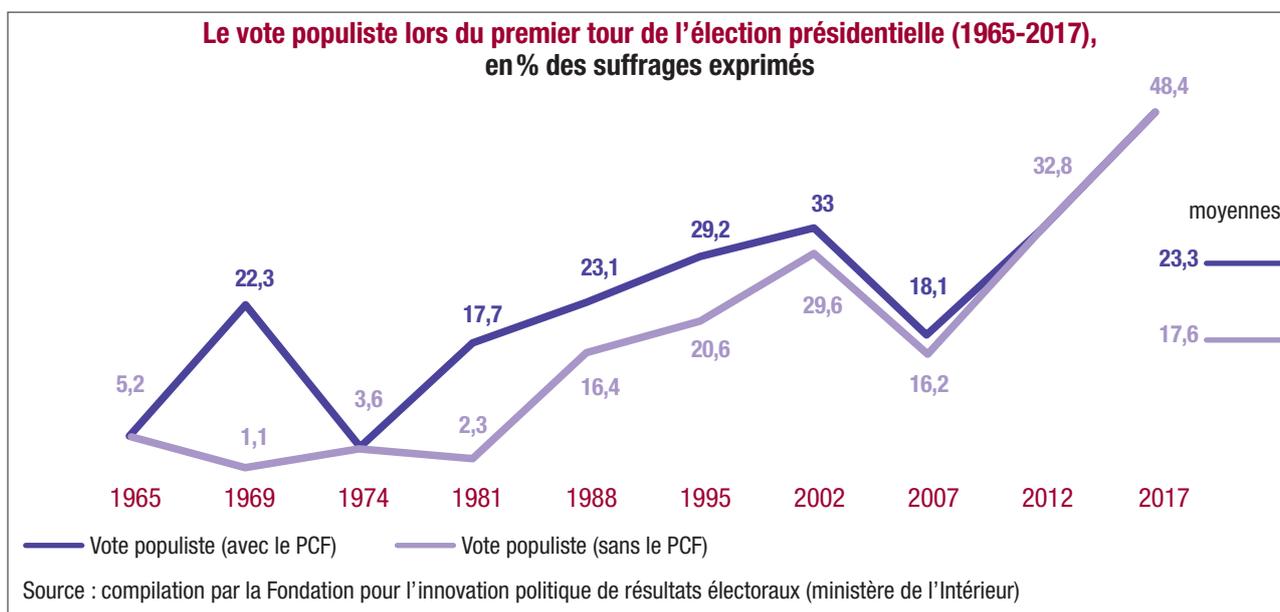
25. L'usure des leaders populistes est à l'œuvre, particulièrement au sein de leurs propres électors : 58 % des personnes ayant voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour en 2017 souhaitent que LFI présente un(e) autre candidat(e), contre 40 % en moyenne ; 44 % des personnes ayant voté pour Marine Le Pen en 2017 souhaitent que le RN présente un(e) autre candidat(e), contre 35 % en moyenne.

La protestation électorale est en forte hausse.

Les courbes ci-dessous représentent les votes populistes au premier tour des élections présidentielles de 1965 à 2017. Le niveau varie selon que l'on intègre ou non le vote pour le PCF. Le haut niveau du vote PCF n'aura pas côtoyé le haut niveau du vote FN. L'un, le vote FN, s'est imposé dans l'effondrement de l'autre, le vote PCF. Lors des grandes heures du vote PCF, entre 1945 et 1981, on ne regardait généralement pas le PCF comme un parti populiste. De fait, par bien des aspects, ce parti répondait pourtant aux critères du populisme. Par d'autres, il s'en éloignait, en particulier en considérant sa forte intégration au système français des élites politiques, syndicales, universitaires et médiatiques.

Compte tenu de l'objectif de notre indicateur, nous considérons inapproprié d'ouvrir ce débat. Mais dans la reconstitution du vote populiste lors du premier tour des élections présidentielles, nous avons choisi de proposer deux séries de données, l'une incluant le vote communiste, à l'exception de la candidature de Pierre Juquin en 1988, l'autre ne l'incluant pas.

Enfin, précisons que les résultats ont été calculés par rapport aux suffrages exprimés et par rapport aux électeurs inscrits, ce qui permet d'intégrer ultérieurement sur un même plan l'abstention et le vote blanc (et nul), offrant la possibilité d'une évaluation globale de la protestation électorale de 1965 à 2017.



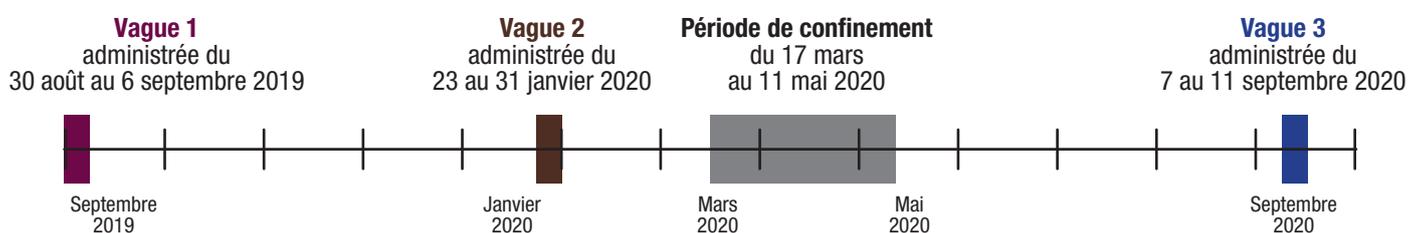
Candidatures retenues : **1965** : J.-L. Tixier-Vignancour (Comités Tixier-Vignancour); **1969** : J. Duclos (PCF), A. Krivine (LC); **1974** : J.-M. Le Pen (FN), B. Renouvin (NAR), A. Laguiller (LO), A. Krivine (FCR); **1981** : A. Laguiller (LO), G. Marchais (PCF); **1988** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), A. Lajoinie (PCF); **1995** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), R. Hue (PCF), J. Cheminade (SP); **2002** : B. Mégret (MNR), J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), R. Hue (PCF), D. Gluckstein (PT); **2007** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), M.-G. Buffet (Gauche populaire et antilibérale), G. Schivardi (PT); **2012** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLR), J.-L. Mélenchon (FdG), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP); **2017** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLF), F. Asselineau (UPR), J.-L. Mélenchon (FI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP).

Introduction

1. 2022, le risque populiste en France : un indicateur de la protestation électorale conçu par la Fondation pour l'innovation politique

2022, le risque populiste en France est un indicateur de la protestation électorale, conçu par la Fondation pour l'innovation politique. Les questionnaires sont rédigés par l'équipe de la Fondation et les enquêtes administrées par l'institut OpinionWay.

Pour assurer la solidité et l'intérêt des données recueillies, le questionnaire est à chaque fois administré auprès d'un échantillon de 3 000 personnes inscrites sur les listes électorales et issues d'un échantillon de 3 423 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas, au regard des critères de genre, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. Nous réalisons une mesure par semestre.



La **vague 1** a été administrée du 30 août au 6 septembre 2019, auprès de 3 006 personnes. La présentation et l'analyse des résultats ont donné lieu à une publication, intitulée *2022, le risque populiste en France* et accessible en français et en anglais sur le site fondapol.org.

La **vague 2** a été administrée du 23 au 31 janvier 2020, auprès de 3 055 personnes. Le contexte social et politique était alors tendu, particulièrement en raison de la réforme des retraites. Nous avons donc ajouté quelques questions contextuelles portant sur la compréhension et l'acceptation de cette réforme. Cependant, dans les semaines qui ont suivi, l'épidémie de coronavirus nous a conduit à reporter la publication du deuxième volume.

Nous avons choisi d'intégrer les principaux résultats de cette deuxième vague dans la présente édition, conjointement avec les résultats de la vague 3.

La **vague 3** a été administrée du 7 au 11 septembre 2020, auprès de 3 037 personnes, donc après la période de confinement (17 mars-11 mai 2020) et au terme d'un été où certaines restrictions ont été levées. Le cycle d'opinion de cette troisième vague s'inscrit dans une reprise des contaminations et la crainte d'une seconde vague de l'épidémie.

Ce volume présente donc les résultats des deuxième et troisième vagues. Le texte et le questionnaire sont disponibles en français et en anglais sur le site fondapol.org et l'intégralité des données est en partage sur data.fondapol.org.



2. Vague 1, vague 2, vague 3 : à chaque vague, un contexte de crise (à suivre)

La première vague de notre baromètre (septembre 2019) a été dominée par le mouvement des Gilets jaunes, à la fois ample et profond, porteur d'une radicalité inédite. La deuxième vague (janvier 2020), elle, a pris place dans un contexte qui ne voyait pas se dissiper l'effet déstabilisant des Gilets jaunes mais auquel est venue se mêler, et pour partie renforcer, une opposition à la réforme des retraites. Enfin, la troisième vague (septembre 2020) s'est située dans un contexte où la conflictualité générée par les deux précédentes crises a semblé momentanément suspendue ou remise en raison de la crise sanitaire historique que nous connaissons. En fait, au cours de nos trois premières vagues, chaque cycle de crise est venu se surajouter au précédent, et non prendre sa place. En cela réside peut-être le caractère étrange de cette année couverte par nos trois études, de septembre 2019 à septembre 2020.

3. Ce que recouvre ici la notion de protestation électorale

La question se pose de savoir comment ces crises qui se superposent l'une à l'autre, comment cette incessante agitation, si perturbatrice par son caractère dispersé, anémique, par l'intensité dont elle s'est montrée capable, vont s'exprimer à travers les mécanismes de l'élection présidentielle de 2022. Notre indicateur veut aider à comprendre et anticiper les contours de ce futur scrutin présidentiel, aux conséquences potentiellement européennes et donc planétaires.

L'indicateur de la protestation électorale estime le potentiel des différents comportements électoraux protestataires possibles : l'abstention, le vote blanc, le vote en faveur de partis ou de candidats populistes.

Dans notre indicateur, l'idée d'un électorat protestataire réunit trois types de comportement :

- la disponibilité déclarée à voter pour les partis et les candidats relevant de l'offre populiste (Marine Le Pen, le RN, Jean-Luc Mélenchon, LFI, Nicolas Dupont-Aignan, DLF) ;
- la disponibilité déclarée à voter pour les partis et les candidats relevant de la gauche révolutionnaire (LO et NPA) ;
- la disponibilité déclarée à s'abstenir ;
- la disponibilité déclarée à voter blanc.

a) Le vote populiste

Le vote populiste regroupe soit les votes effectués en faveur d'un parti ou d'un candidat populiste, soit la disponibilité à voter pour un parti populiste. On caractérisera l'offre populiste notamment par les éléments suivants¹ :

- l'appel au peuple, au cœur du discours populiste. On le retrouve dans le rejet de la démocratie représentative et dans l'exaltation de la démocratie directe. L'appel au peuple des populistes se caractérise par la revendication de la souveraineté absolue de la décision électorale, censée prévaloir sur tous et tout, y compris sur les principes et les règles qui fondent et ordonnent l'État de droit. C'est la différence fondamentale entre la démocratie libérale et le populisme, lequel se requalifie parfois pour cette raison de « démocratie illibérale » ;
- un discours anti-élites, à partir d'une différenciation sociale sommaire opposant un « peuple », unifié et mythifié, et des « élites » politiques, économiques, intellectuelles, médiatiques, disqualifiées comme oligarchie (« la caste », etc.) ;
- un discours et une organisation marqués par une culture autoritaire, que l'on retrouve dans une forme partisane construite autour d'un chef omniprésent ;
- un programme nationaliste ;
- une vision xénophobe ;
- un style rhétorique notamment caractérisé par l'exagération, la simplification, la disqualification de l'adversaire, une tendance à l'explication conspirationniste, etc.

À partir du quatrième critère, on voit que s'opère une séparation entre deux expressions du populisme : l'expression largement dominante, celle qui rencontre les succès électoraux, déploie le nationalisme en xénophobie, dénonçant non seulement la spoliation du peuple par les élites mais aussi par un peuple étranger, les immigrés. Le populisme xénophobe est plus souvent de droite, même s'il existe à gauche en Europe. En France, le populisme de gauche est représenté par Jean-Luc Mélenchon et son parti LFI. Celui-ci ne veut pas ou ne parvient pas à s'engager durablement sur le chemin de la xénophobie, malgré quelques embardées ou incursions. C'est pourquoi le populisme de gauche subit la domination électorale du populisme de droite de Marine Le Pen et du RN.

Si le cas de Nicolas Dupont-Aignan et de son parti DLF est incertain – cette offre politique balançant entre droite souverainiste et droite populiste –, nous avons fait le choix de le prendre en compte dans le calcul du potentiel électoral populiste. En 2017, pendant l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, le président de DLF avait passé un accord de gouvernement avec Marine Le Pen au terme duquel il acceptait de devenir son Premier ministre en cas d'élection de la candidate du FN.

1. Voir Dominique Reynié, *Les Nouveaux Populismes*, Pluriel, 2013.

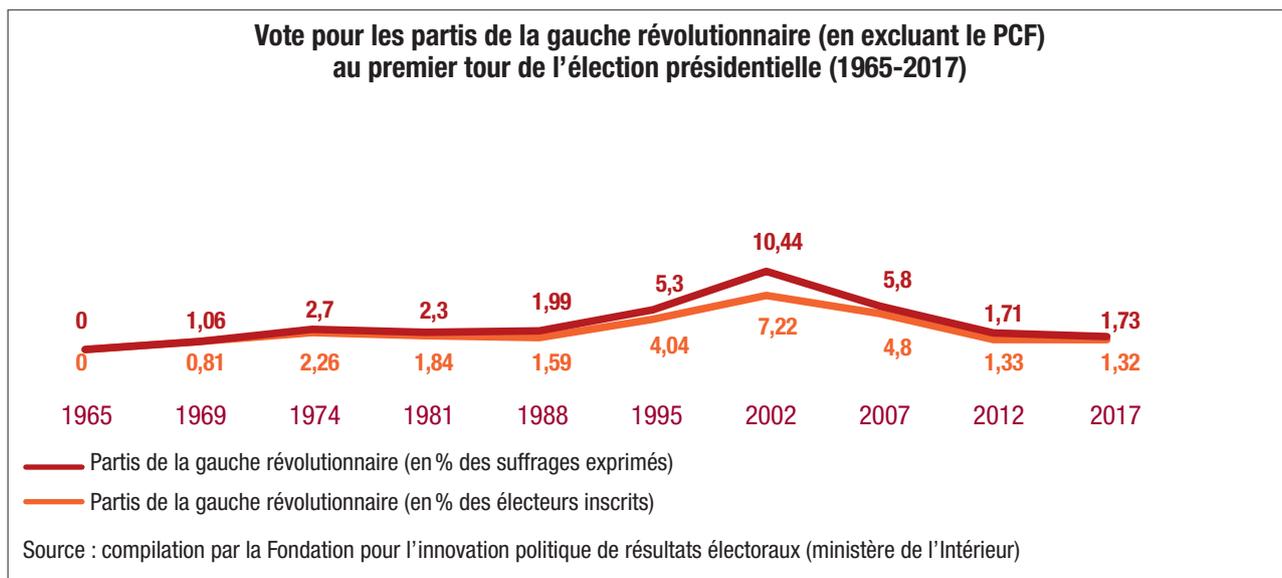
Enfin, il importe de distinguer les partis populistes des partis de la gauche révolutionnaire. En effet, certains partis qui relèvent d'une vision antisystème ne reprennent ni le simplisme social, ni les codes du populisme. Ils s'inscrivent différemment dans la perspective d'un internationalisme à partir d'une vision de la société, de l'histoire et de la révolution fondée sur une analyse en termes de classes sociales. Ils revendiquent de parler pour une classe particulière, les ouvriers, éventuellement étendue aux « travailleurs », mais pas au « peuple », notion sociologiquement indéterminée et politiquement inconsistante. Fondamentalement, les partis de la gauche révolutionnaire ne se reconnaissent pas dans les principes et les mécanismes de la démocratie électorale que les populistes, différemment, assurent vouloir renforcer. En France, les partis de la gauche révolutionnaire candidats à l'élection présidentielle, dont ils usent comme d'une scène commode, relèvent de la mouvance trotskiste. Cependant, ici, sans oublier ces différences, nous choisissons d'intégrer le vote d'extrême gauche dans le calcul du potentiel électoral populiste afin de ne pas augmenter inutilement la complexité de l'indicateur, sachant, d'une part, que le poids électoral de cette gauche révolutionnaire est marginal, à deux exceptions près, en 2002 (10,4% des suffrages exprimés et 7,2% des électeurs inscrits) et en 2007 (5,8% des suffrages exprimés et 4,8% des électeurs inscrits), et que, d'autre part, les répondants qui se reconnaissent dans les partis de cette gauche révolutionnaire et qui votent pour leurs candidats témoignent dans notre étude d'une grande disponibilité à voter populiste, sans doute animés par leur stratégie antisystème.

b) L'abstention

Les formes de l'abstention sont variées. L'abstention peut être systématique ou intermittente. Les raisons de l'abstention sont diverses : expression d'un désintérêt, incapacité à choisir, rejet de l'offre politique ou encore expression d'un mécontentement plus général. Dans la mesure où une partie seulement de l'abstention relève d'une forme de protestation électorale, il est difficile de l'évaluer à partir des résultats électoraux. Cependant, ici, nous choisissons d'intégrer l'abstention dans le calcul du potentiel de la protestation électorale car nous interrogeons les personnes sur leur disponibilité à l'abstention en 2022, ce qui écarte les raisons pratiques de l'abstention (maladie, absence, etc.). On remarquera d'ailleurs la ressemblance entre la courbe de l'abstention et celle du vote protestataire.

c) Le vote blanc

Jusqu'en 2014, le recensement du vote blanc était confondu avec celui du vote invalide (vote nul). La catégorie se nommait « blancs et nuls ». Le vote blanc est comptabilisé à part depuis la loi du 21 février 2014². Il a été recensé séparément pour la première fois lors des élections européennes de juin 2014. L'élection présidentielle de 2017 a donc connu le nouveau régime du vote blanc. Ici, de même que pour l'abstention, nous choisissons d'intégrer le vote blanc dans le calcul du potentiel de la protestation électorale car nous interrogeons les personnes sur leur disponibilité à voter blanc en 2022.



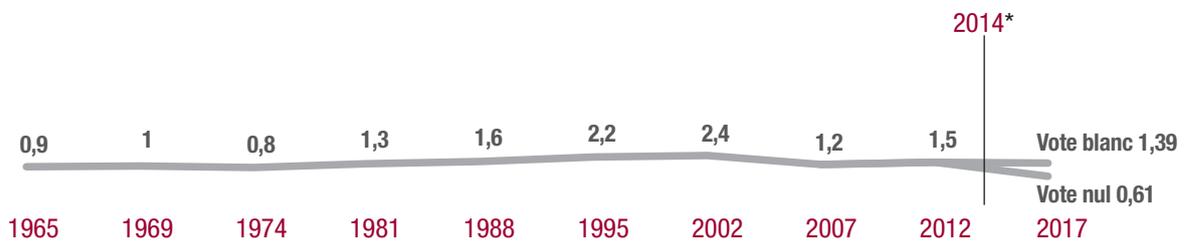
2. Voir « Loi du 21 février 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections », vie-publique.fr, 24 février 2014 (www.vie-publique.fr/loi/20890-elections-vote-blanc).

L'abstention lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017), en % des électeurs inscrits



Source : compilation par la Fondation pour l'innovation politique de résultats électoraux (ministère de l'Intérieur)

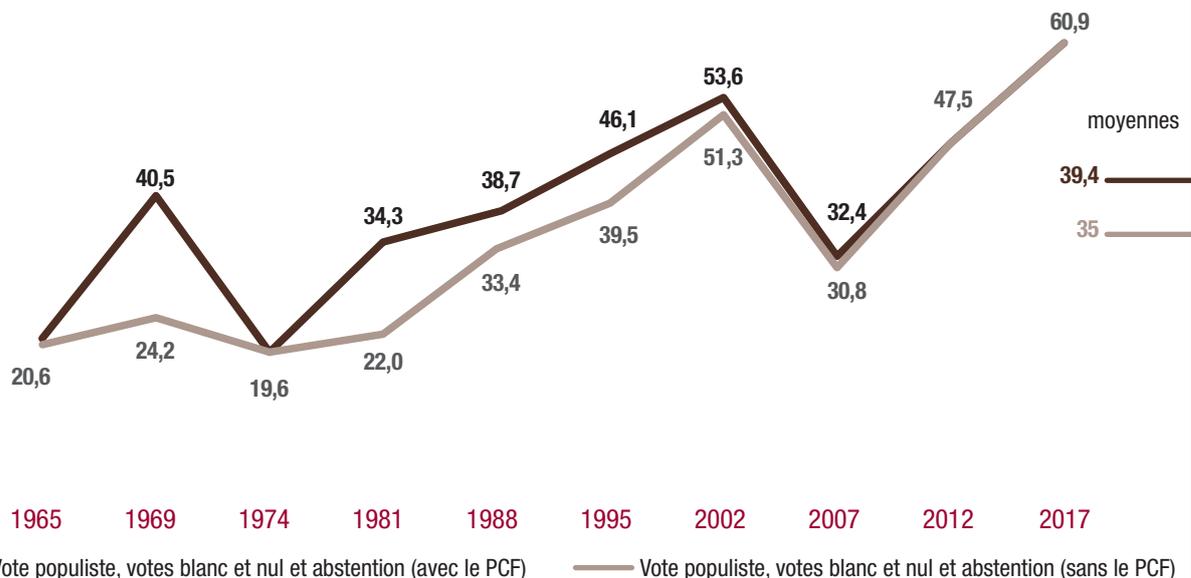
Les votes blanc et nul lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017), en % des électeurs inscrits



Source : compilation par la Fondation pour l'innovation politique de résultats électoraux (ministère de l'Intérieur)

* Depuis la loi du 21 février 2014, le recensement du vote blanc n'est plus confondu avec celui du vote invalide (vote nul). L'élection présidentielle de 2017 a été la première à connaître le nouveau régime du vote blanc.

La protestation électorale (vote populiste, votes blanc et nul et abstention) lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017), en % des électeurs inscrits



Source : compilation par la Fondation pour l'innovation politique de résultats électoraux (ministère de l'Intérieur)

Candidatures retenues : **1965** : J.-L. Tixier-Vignancour (Comités Tixier-Vignancour); **1969** : J. Duclos (PCF), A. Krivine (LC); **1974** : J.-M. Le Pen (FN), B. Renouvin (NAR), A. Laguiller (LO), A. Krivine (FCR); **1981** : A. Laguiller (LO), G. Marchais (PCF); **1988** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), A. Lajoie (PCF); **1995** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), R. Hue (PCF), J. Cheminade (SP); **2002** : B. Mégret (MNR), J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), R. Hue (PCF), D. Gluckstein (PT); **2007** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), M.-G. Buffet (Gauche populaire et antilibérale), G. Schivardi (PT); **2012** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLR), J.-L. Mélenchon (FdG), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP); **2017** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLF), F. Asselineau (UPR), J.-L. Mélenchon (LFI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP).

Présidentielle : la tentation populiste demeure

1. L'estimation du potentiel électoral de la protestation

Pour le futur premier tour de l'élection présidentielle de 2022, le potentiel électoral des partis et des candidats est estimé grâce à la question suivante :

En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ?

Candidats testés : Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron

- Vous êtes certain de voter pour lui/elle.
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle.
- Il serait possible que vous votiez pour lui/elle.
- Il est peu probable que vous votiez pour lui/elle.
- Vous excluez de voter pour lui/elle.

Les réponses apportées permettent de définir un potentiel électoral situé sur une échelle comportant trois niveaux :

- le **potentiel électoral minimum**, qui représente la proportion de personnes interrogées ayant répondu « vous êtes certain de voter pour lui/elle »... ;
- le **potentiel électoral intermédiaire**, qui représente la proportion de personnes interrogées ayant choisi « vous êtes certain de voter pour lui/elle » ou « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ;

– le **potentiel électoral maximum**, qui représente la proportion de personnes interrogées ayant choisi « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle ».

On doit distinguer ici le **potentiel électoral** d'un parti ou d'une candidature, qui est la disponibilité déclarée par les personnes interrogées à voter pour ce parti ou cette candidature, et le **potentiel électoral protestataire**, qui désigne la disponibilité déclarée par les personnes interrogées d'adopter un comportement protestataire (abstention, vote blanc, vote en faveur de partis ou de candidats populistes). Ainsi, notre indicateur permet non seulement de définir le potentiel électoral des candidats populistes mais aussi de les comparer avec le potentiel électoral d'Emmanuel Macron.

La vague 2 de notre indicateur (janvier 2020) enregistrait les effets de la crise générée par l'opposition à la réforme des retraites. On note en particulier l'altération du potentiel électoral d'Emmanuel Macron pour le premier tour de l'élection présidentielle. La vague 3 (septembre 2020), menée dans le contexte de la crise sanitaire, fait apparaître un redressement significatif.

Le potentiel électoral d'Emmanuel Macron se redresse. Celui de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon reste stable, à un niveau plus élevé pour la première

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

Base : ensemble de l'échantillon.

	Potentiel électoral minimum			Potentiel électoral intermédiaire			Potentiel électoral maximum		
	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020
Marine Le Pen	9	11	9	17	19	18	31	32	32
Emmanuel Macron	6	6	5	16	16	16	34	31	35
Jean-Luc Mélenchon	2	3	3	7	8	8	20	22	22

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Grille de lecture : en septembre 2019, concernant la candidature de Marine Le Pen, 9 % des personnes interrogées ont répondu être « certaines » de voter pour elle ; 17 % ont répondu être « certaines » ou avoir « de fortes chances » de voter pour elle ; 31 % ont répondu être « certaines » ou avoir « de fortes chances » ou qu'il leur serait « possible » de voter pour elle.

Les foyers des potentiels de protestation électorale

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : ensemble de l'échantillon.

	Vous abstenir	Voter blanc	Voter pour un(e) candidat(e) RN	Voter pour un(e) candidat(e) LFI	Voter pour un(e) candidat(e) DLF	Voter pour un(e) candidat(e) LO/NPA
Ensemble	45	49	32	23	21	17
Genre						
Femmes	49	54	31	23	21	19
Hommes	40	44	34	24	21	17
Âge						
18-24 ans	54	60	33	35	26	27
25-34 ans	54	58	39	35	26	26
35-49 ans	53	54	34	28	22	24
50-64 ans	46	49	34	19	17	15
65 ans et plus	28	39	26	13	19	8
Catégorie d'agglomération						
Commune rurale	47	55	35	21	21	18
Ville de 2 000 à 19 999 habitants	46	47	33	23	21	21
Ville de 20 000 à 99 999 habitants	45	48	35	22	23	15
Ville de plus de 100 000 habitants (hors Paris)	43	49	32	25	22	19
Paris et région parisienne	43	48	26	24	17	15
Niveau de diplôme						
Sans diplôme, BEPC, CAP, BEP	47	49	44	22	24	18
Bac	49	54	36	23	25	19
Bac + 2	45	46	33	24	20	17
Supérieur à bac + 2	39	49	17	23	15	16
Statut professionnel						
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	52	60	50	42	38	37
Cadres, professions intellectuelles supérieures	48	47	24	22	17	15
Professions intermédiaires	50	55	29	32	19	22
Employés	52	55	39	26	23	27
Ouvriers	54	52	46	26	23	22
Chômeurs	52	61	40	34	27	28
Lycéens, étudiants	55	63	17	34	21	20
Retraités	28	39	28	13	17	9
Hommes/femmes au foyer	53	56	35	21	24	14
Revenu mensuel du foyer						
Moins de 1 000 euros	48	55	32	32	24	22
De 1 000 à 1 999 euros	50	53	39	26	24	24
De 2 000 à 3 499 euros	46	48	35	23	21	17
3 500 euros et plus	35	44	23	20	16	13
Proximité partisane						
PCF/LFI	36	50	14	95	16	54
PS	41	48	11	29	10	22
EELV	44	52	8	38	9	29
LREM	24	28	12	8	12	5
LR	36	43	40	5	24	6
RN	32	35	96	18	32	15
Sans préférence partisane	61	63	26	22	19	16

Les foyers des potentiels de protestation électorale (suite)

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : ensemble de l'échantillon.

	Vous abstenir	Voter blanc	Voter pour un(e) candidat(e) RN	Voter pour un(e) candidat(e) LFI	Voter pour un(e) candidat(e) DLF	Voter pour un(e) candidat(e) LO/NPA
Ensemble	45	49	32	23	21	17
Vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017						
Jean-Luc Mélenchon	47	51	17	70	15	40
Benoît Hamon	42	50	10	31	10	22
Emmanuel Macron	34	38	14	13	14	10
François Fillon	31	40	32	2	20	2
Marine Le Pen	36	38	92	17	35	15
Abstention/vote blanc/Nsp	70	75	20	18	13	17
Ont déjà voté pour l'un des partis						
LO/NPA	49	52	30	59	26	68
FdG/LFI	43	50	24	71	21	45
DLF	45	46	62	26	78	24
FN/RN	40	43	83	20	37	17
N'ont voté pour aucun des partis	48	54	11	12	11	11
Ont voté pour un parti de droite et un parti de gauche	53	52	68	61	45	53
Se sont déjà abstenus ou ont déjà voté blanc						
Abstention	64	57	31	25	22	19
Vote blanc	52	73	31	26	21	19
Ont déjà fait les deux	67	76	31	26	22	19
Ne se sont jamais abstenus et n'ont jamais voté blanc	15	20	38	20	21	15
Inquiétude par rapport au Covid-19						
« Inquiets »	45	50	33	23	21	18
« Pas inquiets »	45	50	32	24	19	18
Opinion sur la gestion du Covid-19 par le gouvernement						
« Bonne »	42	44	24	20	20	17
« Mauvaise »	48	54	38	26	21	18
Disponibilité à se faire vacciner contre le Covid-19						
« Oui, dès que ça sera possible »	36	40	29	20	20	16
« Oui, mais j'attendrai quelque temps »	47	54	31	24	22	18
« Non, je ne ferai pas »	51	51	38	25	20	18
Opinion sur la mondialisation						
« Une opportunité »	40	47	22	22	17	18
« Une menace »	49	52	41	25	24	18
Image des Gilets jaunes						
Positive	51	56	43	37	28	27
Négative	40	44	25	12	16	10
Opinion par rapport à l'Union européenne						
Favorables	41	48	20	24	17	18
Défavorables mais contre une sortie	52	55	43	27	24	20
Défavorables et pour une sortie	47	48	58	20	29	13
Violence de la société						
« De plus en plus violente »	46	50	37	19	22	15
« Aussi violente que par le passé »	45	50	21	35	18	26
« De moins en moins violente »	46	45	30	38	24	32

2. En septembre 2020, la plupart des électeurs (79%) envisagent toujours un comportement protestataire pour 2022

La troisième vague de notre indicateur montre que la plupart des personnes interrogées (79%) se disent disposées à opter pour l'un des comportements testés relevant de la protestation électorale, soit voter pour le RN, LFI, DLF ou LO/NPA, s'abstenir ou voter blanc. Le potentiel électoral protestataire *stricto sensu* concerne 51% des électeurs, qui se disent disposés à voter pour au moins un(e) des candidat(e)s RN, LFI, DLF ou LO/NPA. Enfin, une large majorité des personnes interrogées (59%) disent pouvoir s'abstenir ou voter blanc lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022.

En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que... ?

Réponses possibles : « oui, certainement », « oui, probablement », « non, probablement pas », « non, certainement pas »

- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) RN.
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) DLF.
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) LO/NPA.
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) LFI.
- Vous pourriez vous abstenir.
- Vous pourriez voter blanc.

Septembre 2019-septembre 2020 : évolution du potentiel électoral protestataire pour le premier tour de l'élection présidentielle de 2022

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : ensemble de l'échantillon.

	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020
Vous abstenir, voter blanc ou voter populiste*	77	78	79
Vous abstenir ou voter blanc	56	57	59
Voter populiste*	49	50	51

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

* L'option « voter populiste » regroupe ici les personnes interrogées qui ont répondu qu'elles pourraient voter pour **au moins l'un des quatre partis populistes ou de la gauche révolutionnaire proposés** (RN, LFI, DLF, LO/NPA).

Comme nous l'avions observé en septembre 2019, la capacité d'attraction du populisme de droite est très supérieure à celle du populisme de gauche. En septembre 2020, 38% des électeurs envisagent de voter pour le RN ou DLF, contre 27% pour LFI ou LO/NPA.

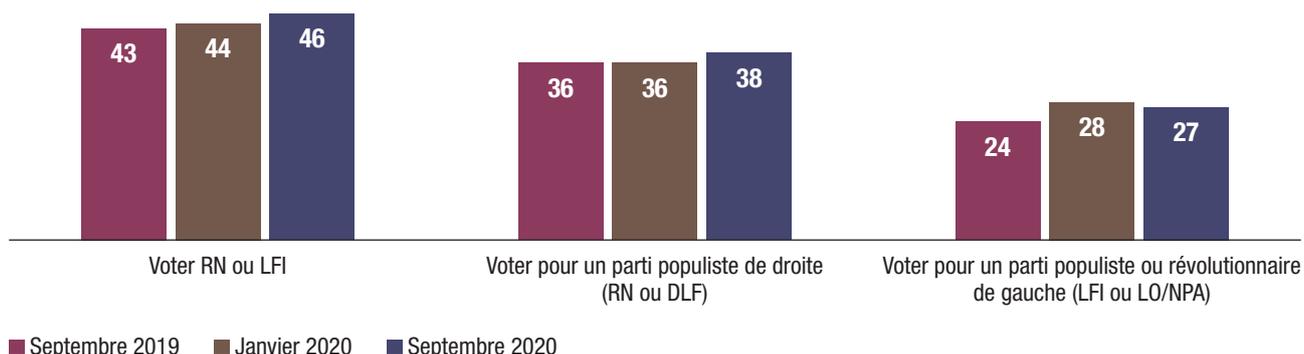
La poussée du vote populiste accompagne sa droitisation. De plus, 46% des personnes interrogées pourraient voter pour au moins l'un des deux grands partis populistes, le RN et LFI.

Depuis septembre 2019, la disponibilité à voter pour des partis populistes est en hausse

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

3. Nettement fragilisé dans la vague 2, Emmanuel Macron retrouve avec la vague 3 une position plus favorable dans l'hypothèse d'un nouveau second tour face à Marine Le Pen

Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que... ?

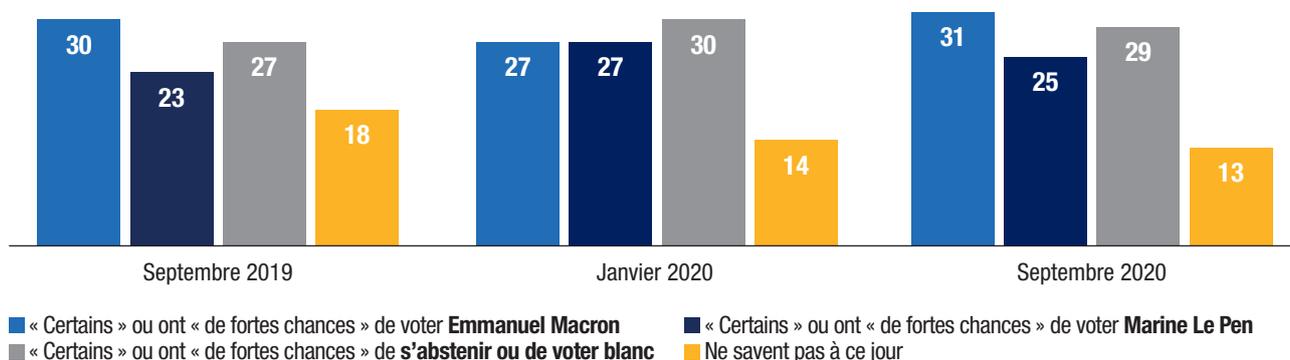
- Vous êtes certain de voter pour Marine Le Pen.
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour Marine Le Pen.
- Vous êtes certain de voter pour Emmanuel Macron.
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour Emmanuel Macron.
- Vous êtes certain de vous abstenir.
- Il y a de fortes chances que vous vous absteniez.
- Vous êtes certain de voter blanc.
- Il y a de fortes chances que vous votiez blanc.
- Vous ne savez pas à ce jour ce que vous ferez.

Entre la vague 1 (septembre 2019) et la vague 2 (janvier 2020), la disponibilité à voter pour Marine Le Pen a augmenté de 4 points (de 23 à 27 %). Inversement, la disponibilité à voter pour Emmanuel Macron a reculé de 3 points (de 30 à 27 %). Les deux candidats faisaient donc jeu égal. La vague 3 (septembre 2020) est marquée par un net redressement de la disponibilité à voter pour le président de la République dans cette configuration. L'écart redevient favorable à Emmanuel Macron puisque 6 points le séparent de Marine Le Pen (31 % contre 25 %).

Évolution des comportements électoraux anticipés lors du second tour de la présidentielle de 2022 (septembre 2019-septembre 2020)

Question : « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Base : ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

Outre l'écart entre le potentiel électoral d'Emmanuel Macron et celui de Marine Le Pen qui s'agrandit entre janvier et septembre 2020, dans le même temps la volonté d'éviter avant tout l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République progresse sensiblement.

Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ?

- Éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République.
- Éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République.

C'est l'un des faits particulièrement marquants de la vague 2 (janvier 2020) : la proportion des personnes interrogées qui disaient vouloir avant tout éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République devenait minoritaire (48 %). À l'opposé, une proportion approchante (45 %) déclarait vouloir éviter avant tout la réélection d'Emmanuel Macron. La vague 3 (septembre 2020) voit la volonté d'empêcher l'accès de la leader du RN à l'Élysée augmenter de 5 points et redevenir majoritaire (53 %), tandis que la part des répondants disant vouloir éviter avant tout la réélection d'Emmanuel Macron recule d'autant, pour tomber à 40 %.

Qu'est-ce qui serait le plus important : éviter la réélection d'Emmanuel Macron ou l'élection de Marine Le Pen ?

Question : « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

Base : ensemble de l'échantillon.

	Éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République	Éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République
Ensemble	40	53
Genre		
Femmes	40	53
Hommes	40	52
Âge		
18-24 ans	40	55
25-34 ans	45	47
35-49 ans	41	53
50-64 ans	43	49
65 ans et plus	32	59
Niveau de diplôme		
Sans diplôme, BEPC, CAP, BEP	55	38
Bac	44	49
Bac + 2	35	57
Supérieur à bac + 2	25	67
Statut professionnel		
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	36	55
Cadres, professions intellectuelles supérieures	29	63
Professions intermédiaires	37	56
Employés	48	48
Ouvriers	50	41
Chômeurs	41	53
Lycéens, étudiants	30	65
Retraités	34	57
Hommes/femmes au foyer	54	40
Revenu mensuel du foyer		
Moins de 1 000 euros	46	49
De 1 000 à 1 999 euros	49	45
De 2 000 à 3 499 euros	41	53
3 500 euros et plus	27	68
Image des Gilets jaunes		
Positive	61	33
Négative	24	71
Opinion sur la mondialisation		
« Une opportunité »	23	72
« Une menace »	52	43
Opinion sur la gestion du Covid-19 par le gouvernement		
« Bonne »	19	76
« Mauvaise »	55	38
Disponibilité à se faire vacciner contre le Covid-19		
« Oui, dès que ça sera possible »	34	60
« Oui, mais j'attendrai quelque temps »	35	58
« Non, je ne le ferai pas »	55	39
Opinion par rapport à l'euro		
Favorables	25	69
Défavorables mais contre une sortie	48	43
Défavorables et pour une sortie	77	18

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Grille de lecture : parmi les femmes, 40 % souhaitent avant tout « éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République » et 53 % souhaitent avant tout « éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République ».

4. L'opposition à la réforme des retraites favorisait la fusion des électorats populistes de gauche et de droite

Le climat politique et social au début de l'année 2020 est resté marqué par le mouvement des Gilets jaunes. Mais le contexte trouvait une cause de dégradation supplémentaire dans la contestation de la réforme des retraites. La vague 2 de notre baromètre (janvier 2020) révèle un haut potentiel de protestation électorale chez les répondants n'approuvant pas la réforme : 89 %

d'entre eux disaient pouvoir s'abstenir, voter blanc, voter populiste ou voter pour l'extrême gauche au premier tour de l'élection présidentielle de 2022. L'opposition à la réforme des retraites pousse donc une part supplémentaire de l'électorat vers la protestation, à gauche particulièrement : 35 % des répondants opposés à la réforme disaient pouvoir voter pour un(e) candidat(e) LFI, contre 24 % en moyenne, et 26 % disaient pouvoir voter pour un(e) candidat(e) de LO/NPA, contre 19 % en moyenne.

Il existait une forte disponibilité au vote protestataire chez les opposants à la réforme des retraites (janvier 2020)

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : selon l'opinion vis-à-vis de la réforme des retraites et ensemble de l'échantillon.

	Vous abstenir	Voter blanc	Voter pour un(e) candidat(e) RN	Voter pour un(e) candidat(e) LFI	Voter pour un(e) candidat(e) DLF	Voter pour un(e) candidat(e) LO/NPA
Ensemble	40	50	31	24	20	19
Approuve la réforme des retraites	31	44	27	13	20	11
N'approuve pas la réforme des retraites	43	54	36	35	23	26

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Grille de lecture : parmi les répondants qui disaient en janvier 2020 approuver la réforme des retraites, 31 % déclaraient qu'ils pourraient s'abstenir au premier tour de la présidentielle de 2022, 44 % voter blanc, 27 % voter pour un(e) candidat(e) RN, 13 % voter pour LFI, 20 % voter pour DLF et 11 % voter pour LO/NPA.

Dans ce contexte de contestation sociale, notre indicateur met en lumière un processus de fusion des électorats populistes de gauche et de droite. En janvier 2020, les électeurs proches des partis situés aux extrêmes de l'échiquier politique rejetaient cette réforme : 90 % des sympathisants PCF/LFI³ et les deux tiers (65 %) des électeurs proches du RN disaient y être opposés. La plupart des sympathisants PCF/LFI (91 %) et du RN (82 %) déclaraient comprendre le mécontentement des grévistes.

Approuvez-vous la réforme des retraites ?

- Oui, tout à fait.
- Oui, plutôt.
- Non, plutôt pas.
- Non, pas du tout.

Concernant les grèves autour de la réforme des retraites en France, diriez-vous que :

- Vous comprenez le mécontentement des grévistes et approuvez leurs méthodes pour se faire entendre.
- Vous comprenez le mécontentement des grévistes mais désapprouvez leurs méthodes pour se faire entendre.
- Vous ne comprenez pas le mécontentement des grévistes mais approuvez leurs méthodes pour se faire entendre.
- Vous ne comprenez pas le mécontentement des grévistes et désapprouvez leurs méthodes pour se faire entendre.

Le soutien aux méthodes des opposants à la réforme était plus large chez les répondants PCF/LFI (74 %) mais il concernait aussi près de la moitié des sympathisants du RN (48 %). Ces chiffres sont bien au-dessus de la moyenne : près de trois quarts (74 %) des Français interrogés comprenaient le mécontentement, mais un tiers (32 %) approuvaient la méthode utilisée. L'opposition à la réforme des retraites a favorisé la porosité des électorats protestataires. Ainsi, un électeur proche du RN sur cinq (21 %) avait une image positive de l'attitude de LFI lors des mouvements sociaux suscités par la réforme. Une proportion comparable (22 %) de ceux qui se déclaraient proches du PCF/LFI avaient une image positive de l'action du RN lors de ces manifestations. La vague 3 (septembre 2020) montre la persistance d'une porosité entre le populisme de droite et le populisme de gauche, et ce malgré la suspension de la réforme. Ainsi, 17 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017 se disent prêts à voter au premier tour en 2022 pour un(e) candidat(e) du RN. Il en va de même (17 %) pour les électeurs de Marine Le Pen en 2017, qui répondent pouvoir voter pour un(e) candidat(e) LFI. Enfin, 13 % de ceux qui disent avoir voté Jean-Luc Mélenchon en 2017 disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen en cas de second tour face à Emmanuel Macron en 2022.

3. À la question « De laquelle des formations politiques suivantes vous sentez-vous le plus proche ou disons le moins éloigné ? », le Parti communiste français (PCF) et La France insoumise (LFI) ont été combinés en une option de réponse (PCF/LFI). Pour les autres questions, seule LFI est concernée.

5. La disponibilité à l'abstention et au vote blanc reste une tendance de fond

Les élections municipales de 2020 ont eu lieu dans des circonstances inédites largement engendrées par la crise épidémique. Un taux d'abstention historique a été enregistré lors de ces élections, au premier tour (55,34 %) comme au second (58,40 %) ⁴. Bien que réputées être le type de scrutin – avec l'élection présidentielle ⁵ – pour lesquels les Français se mobilisent le plus, ces élections municipales ont connu un taux d'abstention au second tour supérieur de 8,5 points à celui des élections européennes de 2019 (49,88 %), qui intéressent généralement moins les Français.

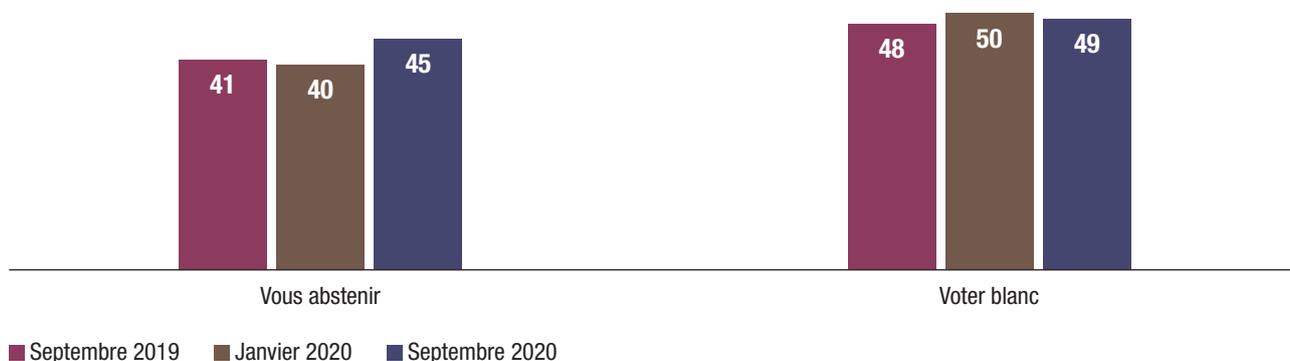
Si les conditions exceptionnelles ayant entouré ce scrutin et la crainte de contracter le coronavirus ont joué un rôle dans cette abstention massive, notre indicateur montre un phénomène de fond : près de la moitié (45 %) des électeurs interrogés répondent qu'ils pourraient s'abstenir lors du premier tour en 2022, soit « certainement » (15 %), soit « probablement » (30 %). Il s'agit d'une augmentation significative si l'on considère le niveau enregistré en janvier 2020 (40 %) et celui de septembre 2019 (41 %). La moitié des électeurs (49 %) se disent disposés à voter blanc, confirmant le niveau enregistré (48 %) en septembre 2019.

De septembre 2019 à septembre 2020, la disponibilité à s'abstenir augmente

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

La disponibilité élevée à l'abstention déclarée en septembre 2020 pour l'élection présidentielle de 2022 traduit pour partie une difficulté à anticiper aujourd'hui son comportement électoral futur, mais elle est

aussi l'expression d'un désintérêt pour la politique. Ce désintérêt peut être passager ou durable. Dans ce cas, il peut annoncer un retrait de la vie électorale motivé par la déception ou le mécontentement.

6. Pour 2022, les électeurs ne rejettent pas les candidatures PS, LREM, LR et, moins encore, EELV

Dans la vague 3 (septembre 2020), nous avons testé la disponibilité des électeurs à voter au premier tour de la prochaine élection présidentielle pour les partis suivants : PS, EELV, LREM et LR. Nous n'avons, en revanche, à ce stade, pas été en mesure d'indiquer des noms de candidats compte tenu du degré d'incertitude et de l'éventail des possibilités.

Près des trois quarts des répondants (72 %) disent qu'ils pourraient voter pour au moins l'un de ces quatre partis. Dans le détail, plus d'un tiers (34 %) des citoyens déclarent qu'ils pourraient voter pour un(e) candidat(e) LREM. C'est 3 points de plus que pour un(e) candidat(e) PS (31 %), 2 points de moins que pour un(e) candidat(e) LR (36 %) et 8 points de moins que pour un(e) candidat(e) EELV (42 %).

4. Voir Dominique Reynié (dir.), *Tsunami dans un verre d'eau, Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants*, Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020 (www.fondapol.org/etude/tsunami-dans-un-verre-deau/).

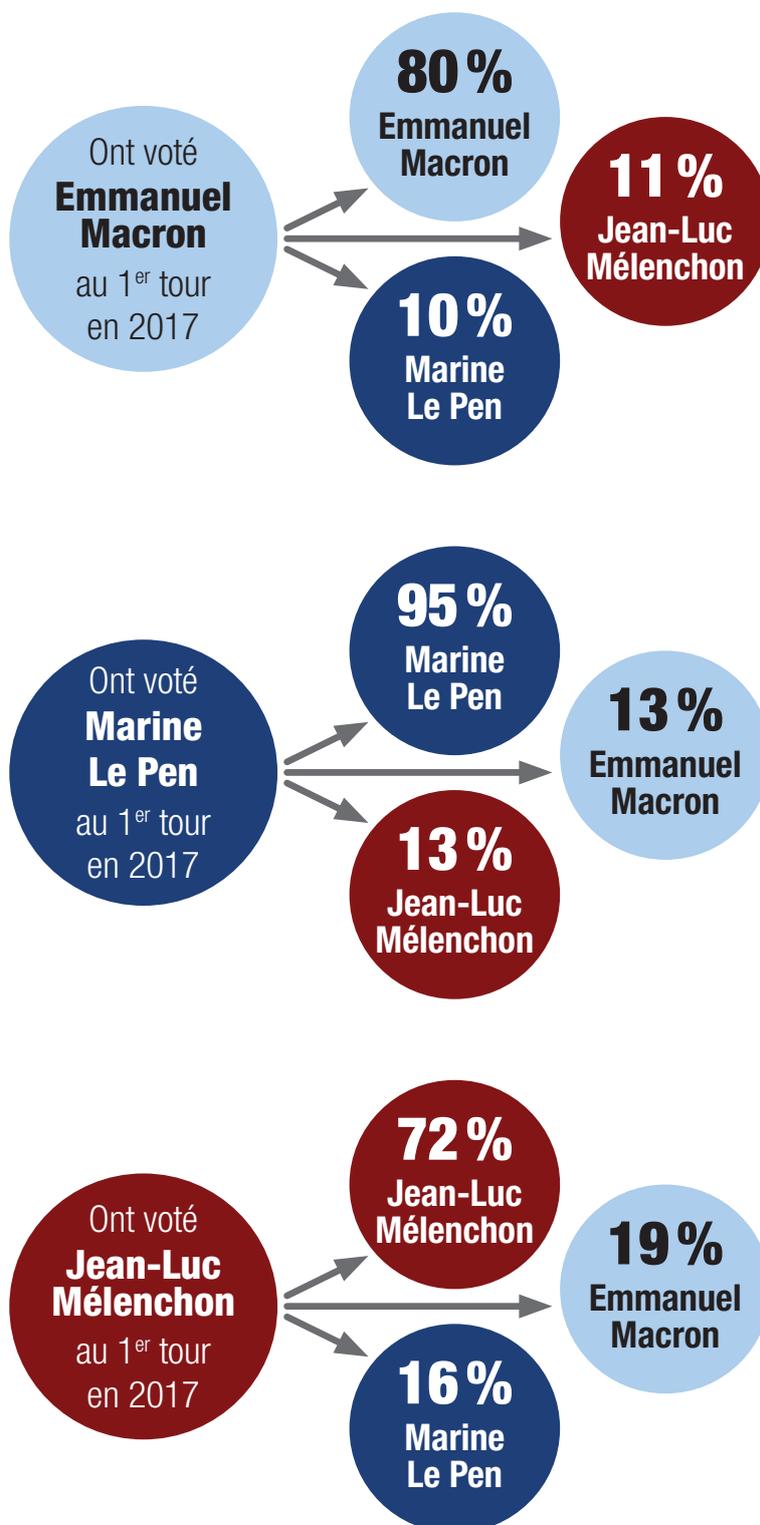
5. L'abstention n'épargne pas l'élection présidentielle, comme on a pu le voir en 2017, où elle a atteint des niveaux historiques lors du premier tour (22,23 %) et, plus encore, au second tour (25,44 %), opposant pourtant Emmanuel Macron à Marine Le Pen. Il en est allé de même pour le vote blanc, parvenu à un niveau très élevé au second tour (8,52 % des votants).

Le comportement potentiel des électorats de 2017 d'Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »

Réponses : « certains », « fortes chances » et « possible » de voter pour lui/elle (potentiel électoral maximum).

Base : selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 (Emmanuel Macron, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon).



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Grille de lecture : parmi les personnes interrogées ayant voté pour Emmanuel Macron au premier tour en 2017, 80 % disent être « certains », avoir « de fortes chances » ou qu'il leur est « possible » de voter pour lui au premier tour en 2022, 11 % envisagent de voter pour Jean-Luc Mélenchon et 10 % pour Marine Le Pen.

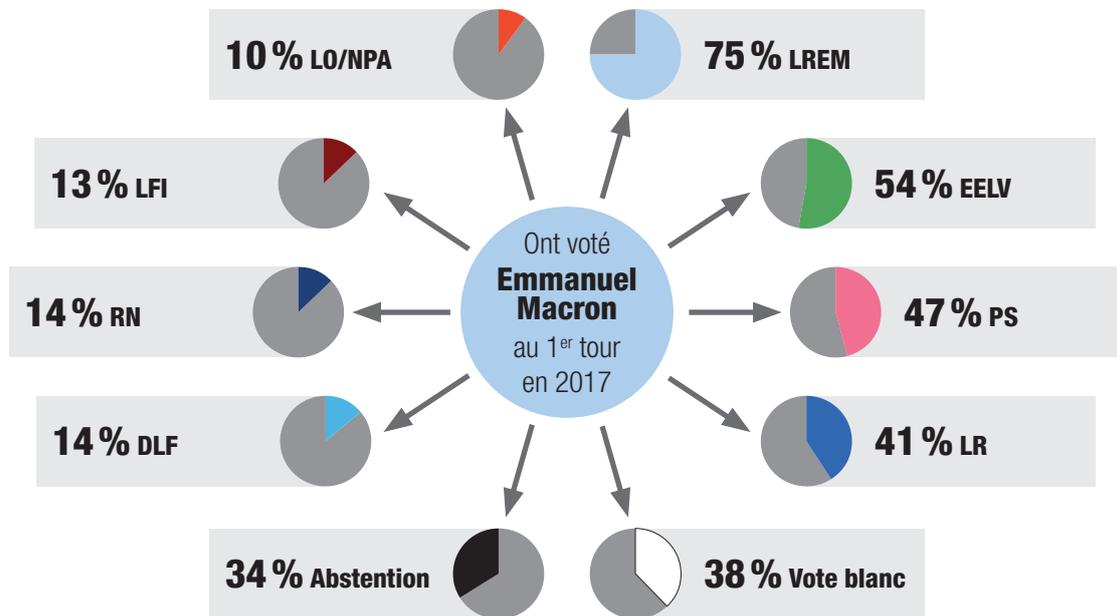
Note : les totaux ne font pas 100 % car les personnes interrogées sont invitées à se prononcer sur chaque candidat(e) et non pas à choisir parmi eux.

Le comportement potentiel des électorats de 2017 en 2022

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que pourriez voter pour un(e) candidat(e)... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : répondants ayant voté pour Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

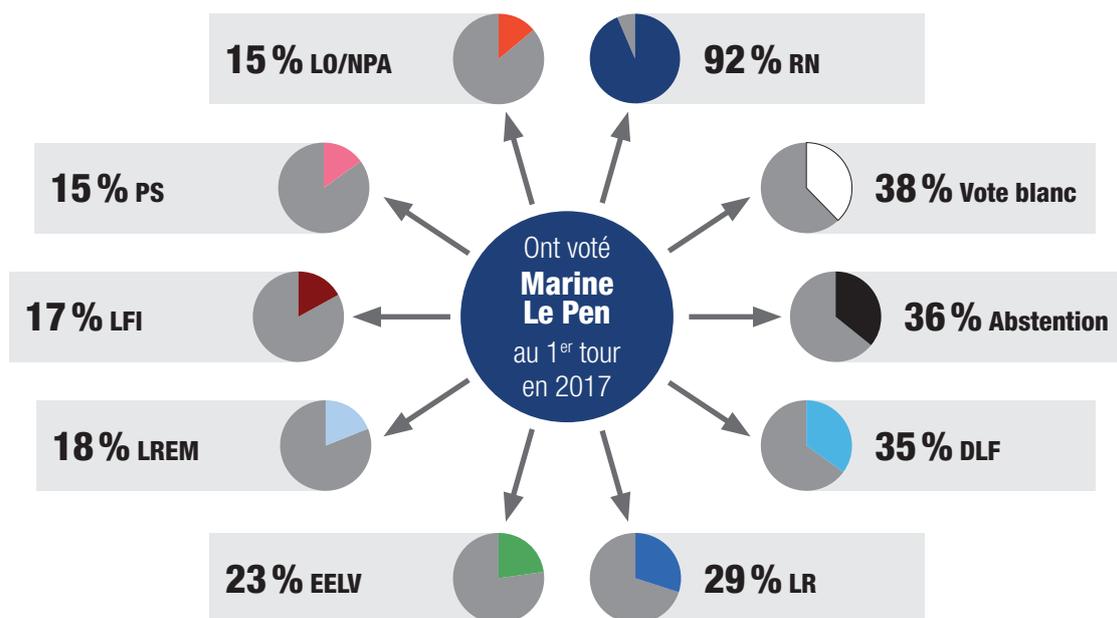
Grille de lecture : parmi les personnes interrogées ayant voté pour Emmanuel Macron au premier tour en 2017, 75% disent qu'ils pourraient « certainement » ou « probablement » voter pour un(e) candidat(e) de LREM au premier tour en 2022, 54% pourraient voter EELV, 47% pourraient voter PS, 41% pourraient voter LR, 38% pourraient voter blanc, 34% pourraient s'abstenir, 14% pourraient voter DLF, 14% pourraient voter RN, 13% pourraient voter LFI et 10% pourraient voter LO/NPA.

Note : les totaux ne font pas 100% car les personnes interrogées sont invitées à se prononcer sur chaque candidat(e) et non pas à choisir parmi eux.

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que pourriez voter pour un(e) candidat(e)... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : répondants ayant voté pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

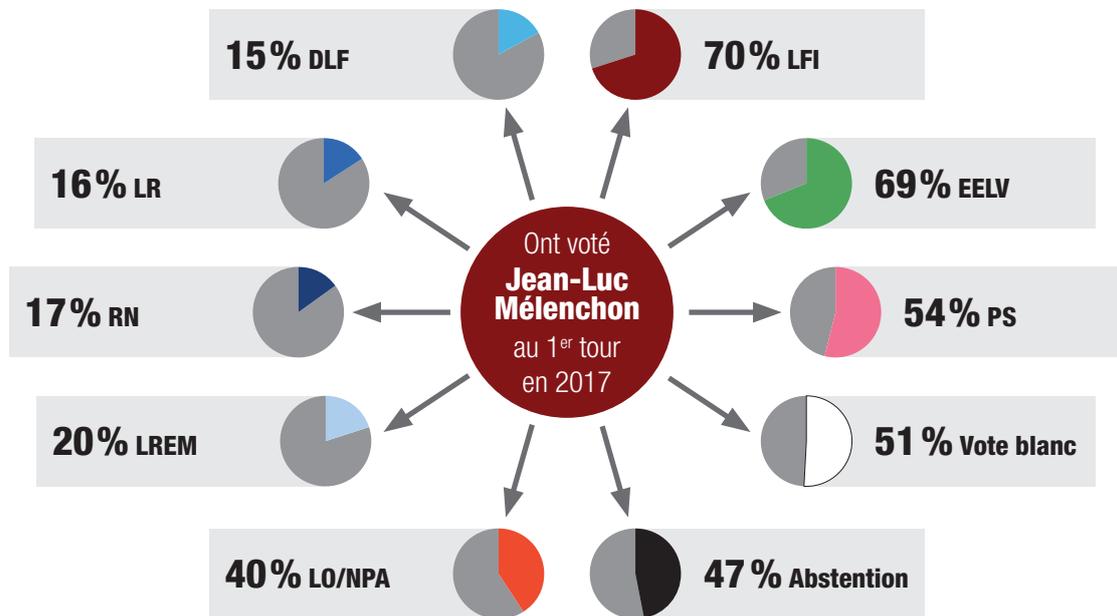
Note : les totaux ne font pas 100% car les personnes interrogées sont invitées à se prononcer sur chaque candidat(e) et non pas à choisir parmi eux.

Le comportement potentiel des électorats de 2017 en 2022 (suite)

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que pourriez voter pour un(e) candidat(e)... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : répondants ayant voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.



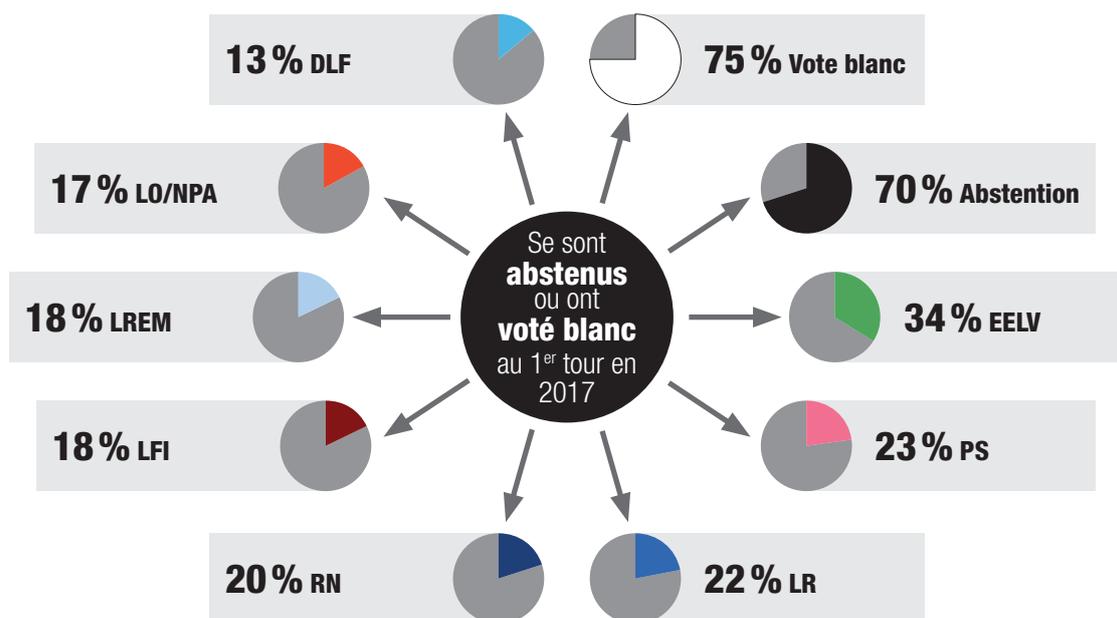
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux ne font pas 100 % car les personnes interrogées sont invitées à se prononcer sur chaque candidat(e) et non pas à choisir parmi eux.

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que pourriez voter pour un(e) candidat(e)... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : répondants s'étant abstenus ou ayant voté blanc au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

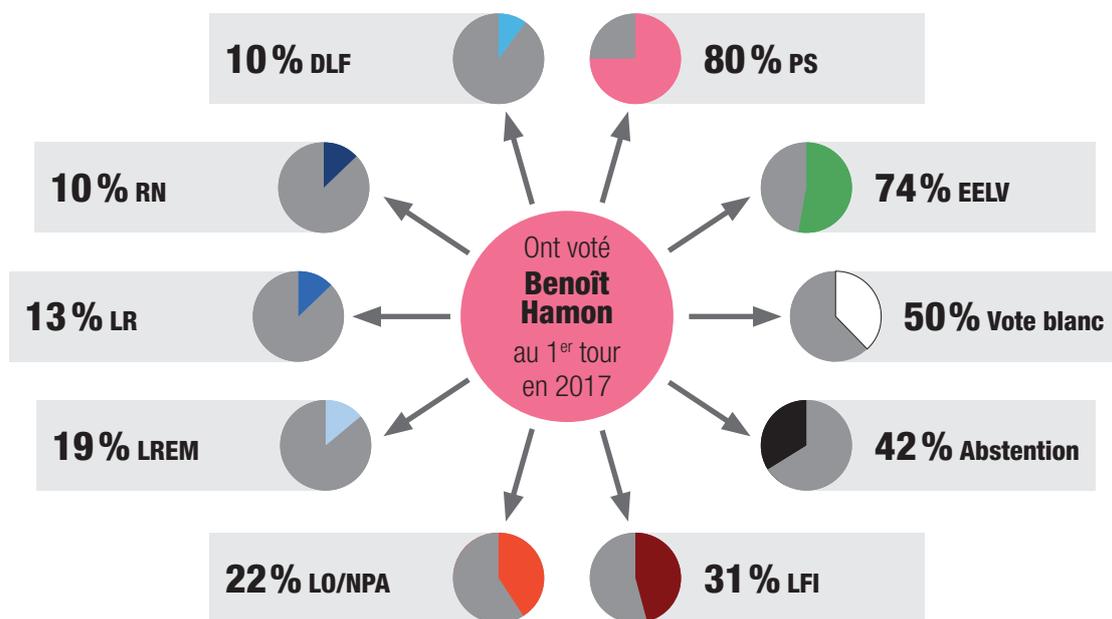
Note : les totaux ne font pas 100 % car les personnes interrogées sont invitées à se prononcer sur chaque candidat(e) et non pas à choisir parmi eux.

Le comportement potentiel des électorats de 2017 en 2022 (suite)

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que pourriez voter pour un(e) candidat(e)... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : répondants ayant voté pour Benoît Hamon au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.



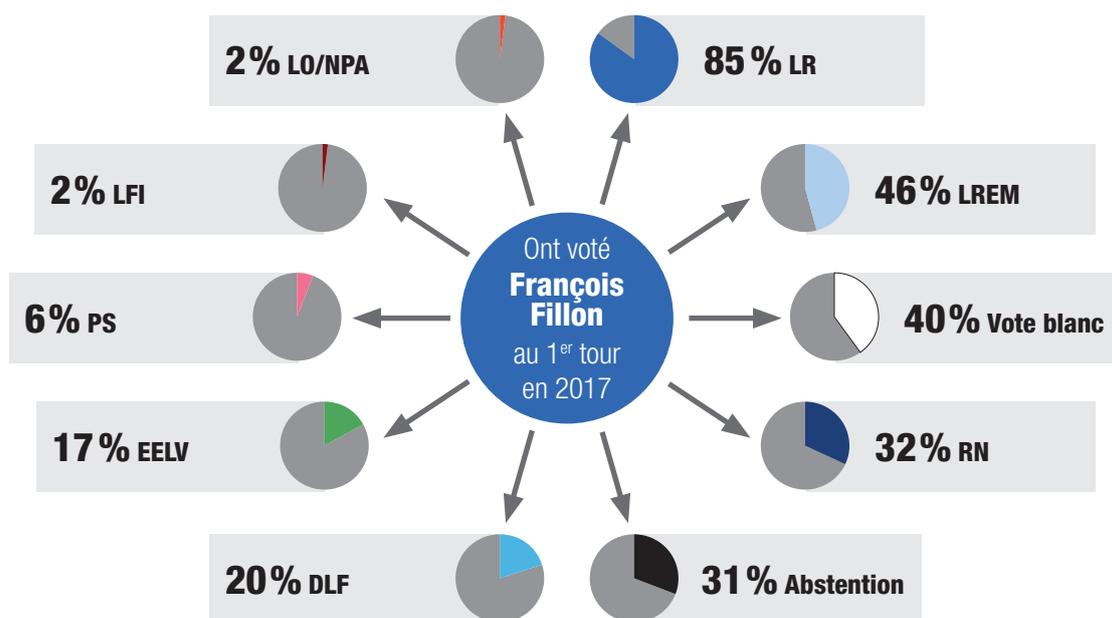
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux ne font pas 100 % car les personnes interrogées sont invitées à se prononcer sur chaque candidat(e) et non pas à choisir parmi eux.

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que pourriez voter pour un(e) candidat(e)... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : répondants ayant voté pour François Fillon au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux ne font pas 100 % car les personnes interrogées sont invitées à se prononcer sur chaque candidat(e) et non pas à choisir parmi eux.

La disponibilité à voter EELV est élevée par rapport à ses concurrents

Comme vu précédemment, l'attrait à l'égard d'une candidature EELV se distingue : 42 % des électeurs seraient prêts à voter pour un(e) candidat(e) de ce parti. C'est plus que pour n'importe quel autre parti testé dans notre indicateur. La disponibilité au vote vert se différencie aussi par la variété des profils de ses potentiels électeurs. Les femmes sont plus nombreuses (43 %) que les hommes (39 %) à dire qu'elles pourraient voter pour une(e) candidat(e) EELV. La moitié (52 %) des moins de 35 ans disent qu'ils pourraient voter pour un(e) candidat(e) EELV, mais cela concerne également une large proportion des 35-49 ans (46 %) et des 50-64 ans (42 %). Les 65 ans et plus sont les plus réfractaires au vote vert (27 %).

Des variations existent également selon les catégories socioprofessionnelles, même si les résultats sont toujours très élevés par rapport aux autres partis testés : les ouvriers (38 %), les artisans, commerçants, chefs d'entreprise (43 %), les employés (48 %), les cadres, professions intellectuelles supérieures (51 %) et les professions intermédiaires (52 %) sont nombreux à dire qu'ils pourraient voter vert en 2022. Fait intéressant et qui témoigne de la diversité d'opinion au sein de ce

potentiel électoral : 44 % des répondants qui ont une image positive des Gilets jaunes et 40 % de ceux qui en ont une image négative déclarent qu'ils pourraient voter pour un candidat écologiste.

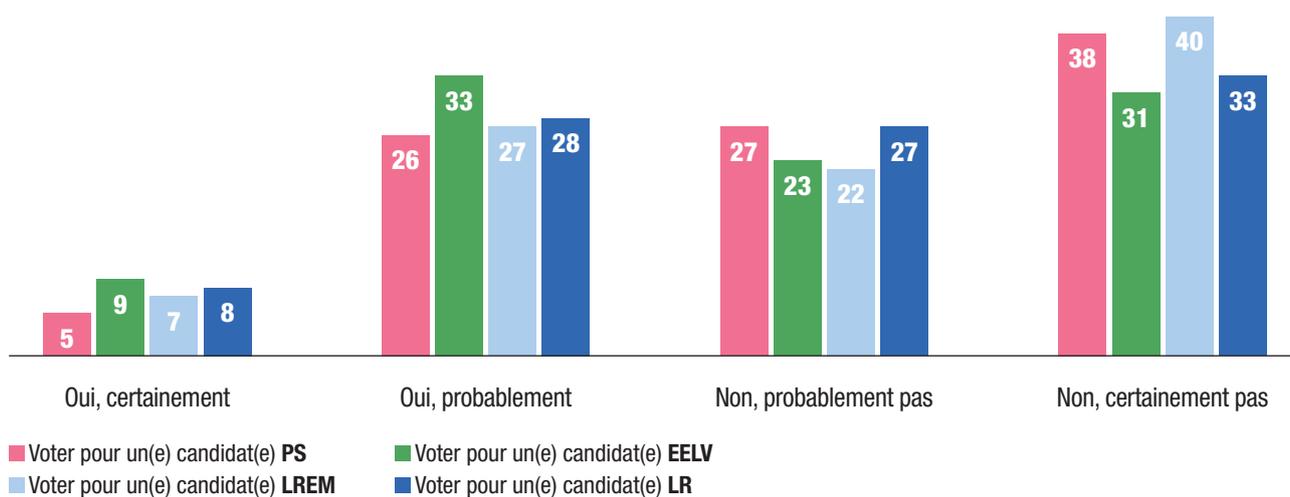
Nos données montrent enfin des réservoirs électoraux favorables au vote vert pour 2022. Les trois quarts des électeurs de Benoît Hamon (74 %) à la présidentielle de 2017 se disent prêts à voter au premier tour en 2022 pour un(e) candidat(e) EELV. Il en va de même pour 69 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 54 % des électeurs d'Emmanuel Macron en 2017. Notons que près d'un quart des électeurs de Marine Le Pen en 2017 (23 %) répondent aussi pouvoir voter pour un(e) candidat(e) EELV.

Pour autant, la cause environnementale semble être repoussée au second plan. À la question « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ?⁶ », la réponse « réduire le réchauffement climatique » enregistre une forte baisse en un an sur l'ensemble de l'échantillon (- 6 points), passant de 41 % en septembre 2019 à 35 % en septembre 2020, pour se retrouver en 5^e position dans les priorités que le gouvernement doit traiter, derrière le chômage (54 %), la délinquance (50 %), les inégalités sociales (41 %) et l'immigration (37 %).

La certitude de voter pour EELV en 2022 est plus affirmée que pour le PS, LR et LREM

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Base : ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

6. À la question « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? », les personnes interrogées doivent répondre en classant (en premier, en deuxième ou en troisième) trois options parmi les sept proposées. Dans l'analyse des résultats, nous avons ici retenu le « total », qui représente le pourcentage de répondants ayant mentionné l'une de ces options, que ce soit en premier, en deuxième ou en troisième, au sein de la liste des sept options.

EELV semble attirer un large éventail d'électeurs...

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : ensemble de l'échantillon.

	Voter pour un(e) candidat(e) PS	Voter pour un(e) candidat(e) EELV	Voter pour un(e) candidat(e) LREM	Voter pour un(e) candidat(e) LR
Ensemble	31	42	34	36
Genre				
Femmes	31	43	33	37
Hommes	32	39	36	37
Âge				
18-24 ans	35	52	36	31
25-34 ans	40	52	36	35
35-49 ans	32	46	32	33
50-64 ans	31	42	32	34
65 ans et plus	25	27	39	45
Niveau de diplôme				
Sans diplôme, BEPC, CAP, BEP	24	30	28	36
Bac	32	45	33	34
Bac + 2	34	41	38	35
Supérieur à bac + 2	37	49	38	40
Catégories professionnelles				
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	34	43	45	50
Cadres, professions intellectuelles supérieures	34	51	36	38
Professions intermédiaires	41	52	34	32
Employés	35	48	33	33
Ouvriers	24	38	31	33
Chômeurs	34	43	23	24
Lycéens, étudiants	42	57	36	34
Retraités	27	29	39	43
Hommes/femmes au foyer	29	39	25	28
Revenu mensuel du foyer				
Moins de 1 000 euros	29	43	28	35
De 1 000 à 1 999 euros	33	43	31	32
De 2 000 à 3 499 euros	32	43	34	36
3 500 euros et plus	34	43	47	45
Vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017				
Jean-Luc Mélenchon	54	69	20	16
Benoît Hamon	80	74	19	13
Emmanuel Macron	47	54	75	41
François Fillon	6	17	46	85
Marine Le Pen	15	23	18	29
Abstention/Vote blanc/Nsp	23	34	18	22
Image des Gilets jaunes				
Positive	36	44	19	29
Négative	29	40	49	44
Opinion sur la mondialisation				
« Une opportunité »	38	49	51	43
« Une menace »	28	37	26	34
Opinion sur la gestion du Covid-19 par le gouvernement				
« Bonne »	38	48	62	45
« Mauvaise »	28	37	17	31
Disponibilité à se faire vacciner contre le Covid-19				
« Oui, dès que ça sera possible »	37	41	47	44
« Oui, mais j'attendrai quelque temps »	35	45	35	37
« Non, je ne le ferai pas »	21	36	24	29
Opinion par rapport à l'euro				
Favorables	39	49	48	42
Défavorables mais contre une sortie	27	36	25	35
Défavorables et pour une sortie	16	28	10	21

... Alors que la préoccupation pour le réchauffement climatique paraît en fort recul

Question : « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? »

Réponse : « réduire le réchauffement climatique », total (en premier, en deuxième et en troisième).

Base : ensemble de l'échantillon.

	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020
Ensemble	41	39	35
Genre			
Femmes	44	43	38
Hommes	38	35	32
Âge			
18-24 ans	54	50	47
25-34 ans	51	45	40
35-49 ans	40	43	41
50-64 ans	36	34	32
65 ans et plus	35	34	26
Niveau de diplôme			
Sans diplôme, BEPC, CAP, BEP	35	30	26
Bac	40	34	35
Bac + 2	42	43	37
Supérieur à bac + 2	47	51	43
Catégories professionnelles			
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	36	25	28
Cadres, professions intellectuelles supérieures	44	44	50
Professions intermédiaires	42	49	38
Employés	41	36	36
Ouvriers	40	34	33
Chômeurs	50	40	50
Lycéens, étudiants	57	63	59
Retraités	36	34	26
Hommes/Femmes au foyer	38	39	33
Revenu mensuel du foyer			
Moins de 1 000 euros	43	38	43
De 1 000 à 1 999 euros	44	39	34
De 2 000 à 3 499 euros	42	40	35
3 500 euros et plus	36	41	38
Vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017			
Jean-Luc Mélenchon	59	50	52
Benoît Hamon	65	63	57
Emmanuel Macron	51	47	46
François Fillon	25	29	20
Marine Le Pen	23	21	19
Abstention/Vote blanc/Nsp	41	42	34
Image des Gilets jaunes			
Positive	38	41	36
Négative	44	37	36
Opinion sur la mondialisation			
« Une opportunité »	–	48	41
« Une menace »	–	34	32
Opinion sur la gestion du Covid-19 par le gouvernement			
« Bonne »	–	–	43
« Mauvaise »	–	–	31
Disponibilité à se faire vacciner contre le Covid-19			
« Oui, dès que ça sera possible »	–	–	36
« Oui, mais j'attendrai quelque temps »	–	–	37
« Non, je ne le ferai pas »	–	–	32
Opinion par rapport à l'euro			
Favorables	47	45	42
Défavorables mais contre une sortie	36	35	30
Défavorables et pour une sortie	31	28	23

Le risque populiste s'inscrit dans un processus de déconsolidation démocratique

1. Plus d'un tiers des Français (37 %) remettent en question la démocratie représentative

Dans le cadre de notre indicateur de la protestation électorale, nous invitons les personnes interrogées à classer trois systèmes de gouvernement.

Parmi les trois systèmes politiques suivants, lequel vous semble le plus nécessaire actuellement en France ?

Réponses possibles : en premier, en deuxième

- Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias.
- Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement.
- Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays.

L'évidence de la démocratie représentative ne va plus de soi. Lors de la vague 2 (janvier 2020), moins de deux tiers (64 %) de la population interrogée plaçaient ce régime, « un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement », en première position. La vague 3 (septembre 2020) enregistre un recul de 5 points, à 59 %. Ce recul de l'adhésion au modèle de la démocratie représentative se double d'un scepticisme en ce qui concerne l'utilité du vote : plus d'un tiers des répondants (38 %) estiment que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple⁷ ».

Pour autant, aucun des deux systèmes alternatifs proposés ne parvient à réunir un soutien plus large : 25 % des répondants placent en première position le régime où « les citoyens décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays », soit une hausse de 3 points par rapport à janvier 2020 (22 %). Enfin, une minorité (12 %) exprime sa préférence pour « un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias », soit une hausse de 2 points par rapport à la vague 2 de janvier 2020 (10 %).

La démocratie représentative convainc moins qu'en janvier 2020

Question : « Parmi les trois systèmes politiques suivants, lequel vous semble le plus nécessaire actuellement en France ? En premier En deuxième ? »

Réponse : en premier.

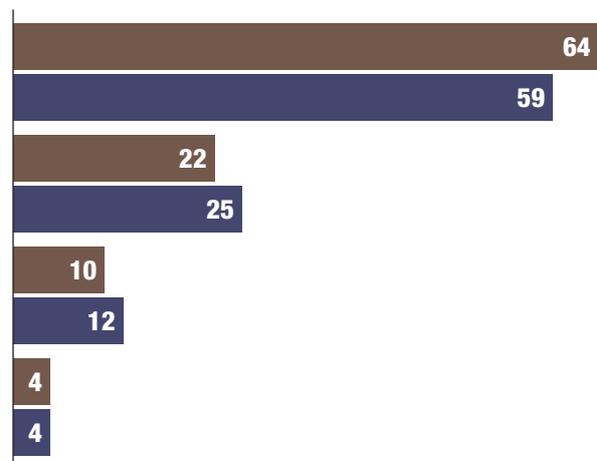
Base : ensemble de l'échantillon.

Un système politique démocratique avec un Parlement élu
qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement

Que ce soit **les citoyens qui décident directement,**
à la place du gouvernement, ce qui leur semble
le meilleur pour le pays

Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper
du Parlement ni de ce que disent les médias

Non-réponses



■ Janvier 2020 ■ Septembre 2020

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

7. Un tel niveau de scepticisme à l'égard du vote (38 %) correspond à celui que nous avons mesuré en France en septembre 2018 dans le cadre de notre enquête internationale *Démocraties sous tension*. Cette proportion s'élevait à 30 % pour les 42 pays étudiés et à 34 % pour les pays de l'Union européenne (www.fondapol.org/etude/enquete-planetaire-democraties-sous-tension-volume-i-les-enjeux/).

La préférence pour la démocratie représentative n'a le soutien que d'une majorité relative des ouvriers, des artisans, des commerçants, des chefs d'entreprise et des chômeurs

Entre les vagues 2 (janvier 2020) et 3 (septembre 2020) de notre indicateur, le soutien à la démocratie représentative recule dans toutes les catégories sociales. Ce recul est cependant plus fort chez les catégories socioprofessionnelles supérieures ou CSP+ (c'est-à-dire les artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires), passant de 65 à 59 %, que chez les catégories socioprofessionnelles inférieures ou CSP- (les employés et ouvriers), passant de 54 à 49 %.

Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont les moins nombreux à soutenir le régime représentatif (38 %), devant les ouvriers (44 %) et les employés (52 %). Les répondants appartenant aux CSP- se montrent plus favorables (30 %) que la moyenne (25 %) à un régime de type démocratie directe où, selon notre questionnaire, ce sont « les citoyens qui décident directement à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays ». Mais c'est aussi dans ces catégories que la préférence pour un modèle autoritaire, reposant sur un « leader fort » recueille un soutien plus large (17 %) que la moyenne (12 %).

Le soutien à différents types de systèmes politiques selon la catégorie socioprofessionnelle

Question : « Parmi les trois systèmes politiques suivants, lequel vous semble le plus nécessaire actuellement en France ? En premier ? En deuxième ? »

Réponse : en premier.

Base : selon les catégories socioprofessionnelles et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias	12	19	9	13	15	18
Un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement	59	38	65	60	52	44
Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement , ce qui leur semble le meilleur pour le pays	25	35	21	24	29	33
Non-réponses	4	8	5	3	4	5

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

La préférence pour la démocratie électorale varie également selon le statut professionnel

Question : « Parmi les trois systèmes politiques suivants, lequel vous semble le plus nécessaire actuellement en France ? En premier ? En deuxième ? »

Réponse : en premier.

Base : selon le statut professionnel et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	Travaillent à leur compte	Salariés du public	Salariés du privé	Chômeurs	Lycéens, étudiants	Retraités	Hommes/femmes au foyer
Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias	12	15	11	15	9	13	8	20
Un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement	59	49	58	54	44	50	73	42
Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement , ce qui leur semble le meilleur pour le pays	25	28	27	27	41	25	15	33
Non-réponses	4	8	4	4	6	12	4	5

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Au regard du statut professionnel, les personnes sans activité professionnelle sont plus nombreuses que les actifs à privilégier le régime de la démocratie représentative (66 % contre 54 %). Une minorité de personnes au chômage (44 %) et d'hommes et femmes au foyer (42 %) mais également d'actifs travaillant à leur compte (49 %) choisissent la démocratie représentative en premier parmi les trois systèmes politiques proposés.

L'attachement à la démocratie représentative croît avec l'âge

L'âge est une autre grande ligne de fracture. La préférence pour la démocratie représentative varie fortement selon les générations. Si près des trois quarts (74 %) des 65 ans et plus considèrent toujours que notre modèle politique est préférable aux deux autres, moins de la moitié des 18-24 ans (46 %) et des 25-34 ans (44 %) partagent cet avis.

Cependant, s'agissant de la préférence pour un leader fort élu, les différences notables selon les classes d'âge que l'on observait lors de la vague 2 (janvier 2020) s'atténuent. La réduction des écarts procède à la fois d'une baisse de la proportion de jeunes déclarant préférer un régime autoritaire, qui régresse de 16 à 13 % chez les 18-24 ans

et de 15 à 13 % chez les 25-34 ans, et d'une augmentation de la proportion de ceux déclarant leur préférence pour « un leader fort » qui progresse chez les 35-49 ans (de 10 à 15 %) et les 50-64 ans (de 8 à 14 %).

Chez les 35-49 ans, la préférence pour la démocratie représentative baisse fortement (- 11 points), passant de 63 à 52 %. Outre les progrès du soutien à la figure du « leader fort », ce mouvement d'opinion se combine avec une hausse de la préférence pour un système dans lequel « ce sont les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays » (de 23 à 27 %).

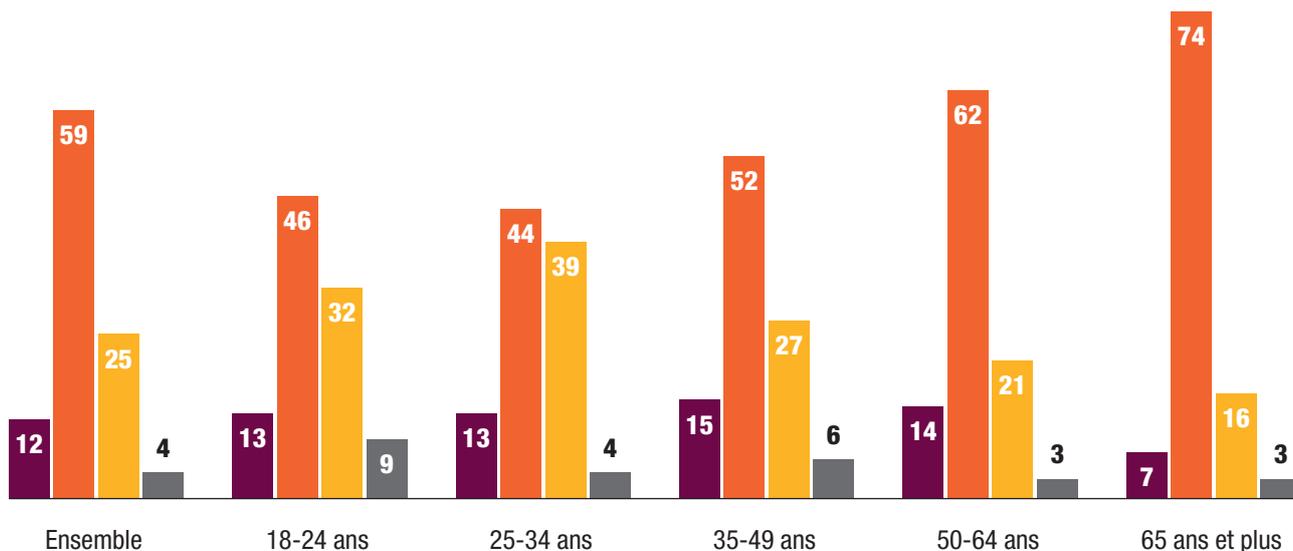
Chez les 25-34 ans, une dynamique semblable est à l'œuvre avec un recul, de 51 à 44 %, du soutien à la démocratie représentative, au profit du modèle de démocratie directe (de 30 à 39 %). Ceci est à mettre en perspective avec le scepticisme particulièrement marqué chez les 25-34 ans qui sont les moins nombreux (54 %) à considérer qu'il est « utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses », contre 60 % en moyenne. Il est à noter que les 18-24 ans, si peu nombreux à dire préférer la démocratie représentative (46 %), expriment cependant, à égalité avec les 65 ans et plus, le plus haut niveau d'attachement au vote de toutes les classes d'âges (66 %).

L'idée de la démocratie directe est très présente parmi les moins de 35 ans, les plus de 35 ans sont plus fidèles au système représentatif

Question : « Parmi les trois systèmes politiques suivants, lequel vous semble le plus nécessaire actuellement en France ? En premier ? En deuxième ? »

Réponse : en premier.

Base : selon l'âge et ensemble de l'échantillon.



- Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias
- Un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement
- Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays
- Non-réponses

2. Le détachement vis-à-vis de la démocratie représentative sert le populisme de droite

Au regard des lignes partisans, ce détachement vis-à-vis de notre modèle démocratique s'observe plus particulièrement aux extrêmes, notamment à l'extrême droite. La préférence pour la démocratie représentative concerne 60 % des personnes proches du PCF/LFI et 47 % des proches du RN, très en dessous des proches du PS (75 %), de LR (76 %) et de LREM (80 %). Mais il importe de noter que le soutien à la démocratie représentative est également très faible parmi ceux qui ne déclarent aucune préférence partisane (49 %).

Ce groupe, rassemblant les répondants ayant indiqué ne se sentir proche d'aucun des partis proposés, ne doit pas être négligé dans la mesure où il représente 1 163 personnes, soit 38,3 % de l'échantillon (3 037 personnes). Ils apparaissent comme largement favorables à un régime où « les citoyens décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays » (32 %, contre 25 % en moyenne) ou, dans une moindre mesure, à un régime avec « un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias » (15 % contre 12 % en moyenne).

Les sympathisants LREM sont les plus attachés au système représentatif, ceux de LFI à la démocratie directe et ceux du RN à un leader fort

Question : « Parmi les trois systèmes politiques suivants, lequel vous semble le plus nécessaire actuellement en France ? En premier ? En deuxième ? »

Réponse : en premier.

Base : selon la proximité partisane et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	PCF/LFI	PS	EELV	LREM	LR	RN	Sans préférence partisane
Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias	12	1	11	5	9	10	19	15
Un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement	59	60	75	71	80	76	47	49
Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays	25	38	13	24	9	11	32	32
Non-réponses	4	1	1	0	2	3	2	4

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

La préférence pour un leader fort semble inexistante chez les sympathisants PCF/LFI (1 %), tandis qu'elle s'exprime largement chez les répondants proches du RN (19 %, soit 7 points de plus que la moyenne). Ces deux sensibilités se retrouvent davantage pour soutenir un système où les citoyens prennent les décisions à la place d'un gouvernement, qu'il s'agisse des proches du PCF/LFI (38 %) ou de ceux du RN (32 %), contre un quart (25 %) en moyenne.

L'appétence pour un « leader fort » ne s'inscrit pas exclusivement dans une dynamique contestataire. En effet, 14 % des répondants se déclarant satisfaits de l'action d'Emmanuel Macron en tant que président de la République estiment qu'un leader fort est nécessaire aujourd'hui en France, contre 11 % de ceux qui se disent mécontents. Cette préférence n'est pas non plus l'apanage de l'extrême droite, puisqu'elle est partagée, bien qu'à un degré moindre, par certains sympathisants du PS (11 %), de LR (10 %), et de LREM (9 %).

3. L'idée d'un gouvernement où le peuple déciderait lui-même agrège des mondes protestataires

Les répondants privilégiant un régime politique où « les citoyens décident directement, à la place du gouvernement » se distinguent par une appréciation très négative de leur situation personnelle, un système d'opinions protestataire et des niveaux de défiance très élevés.

Parmi les répondants privilégiant un gouvernement par les citoyens, 72 % jugent que leur style de vie ou la manière dont ils vivent est menacée (contre 60 % en moyenne) et 32 % déclarent s'en sortir difficilement ou ne pas s'en sortir avec les revenus de leur ménage (contre 22 % en moyenne). Plus d'un tiers (36 %) disent être mécontents de leur vie (contre 27 % en moyenne).

Parmi les répondants privilégiant un gouvernement par les citoyens, 72 % jugent que leur style de vie ou la manière dont ils vivent est menacée (contre 60 % en moyenne) et 32 % déclarent s'en sortir difficilement ou ne pas s'en sortir avec les revenus de leur ménage (contre 22 % en moyenne). Plus d'un tiers (36 %) disent être mécontents de leur vie (contre 27 % en moyenne). Une large majorité d'entre eux (66 %) ont une image positive des Gilets jaunes (contre 44 % moyenne). Ils pensent que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple » (56 % contre 38 % en moyenne), expriment une attitude méfiante vis-à-vis de la mondialisation (71 % d'entre eux considèrent que la mondialisation est une menace, contre 60 % en moyenne) et leur opinion sur l'immigration est sensiblement plus négative que la moyenne : 68 % pensent que « pour notre pays, sur le plan économique, les immigrés sont plutôt un inconvénient car leur intégration coûte cher » (contre 60 % en moyenne) et 70 % que « la plupart des immigrés ne partagent pas les valeurs de notre pays et cela pose des problèmes de cohabitation » (contre 63 % en moyenne). Au sein de ce groupe « démocratie directe », on retrouve également une proportion élevée d'« antivax » : 39 % d'entre eux déclarent qu'ils n'accepteraient pas de recevoir un éventuel vaccin contre le Covid-19, quand bien même celui-ci aurait été approuvé par les autorités sanitaires françaises (contre 28 % en moyenne). Enfin, 30 % des répondants privilégiant un régime où les citoyens décident à la place d'un gouvernement se disent favorables à la détention d'armes à domicile (contre 23 % en moyenne).

Il est moins surprenant de relever dans ce groupe les niveaux de défiance les plus élevés à l'égard des institutions. On notera que cette défiance marquée va au-delà des institutions gouvernementales et représentatives : 88 % de ces répondants ne font pas confiance aux partis politiques (contre 82 % en moyenne), 84 % ne font pas confiance au gouvernement (contre 63 % en moyenne), 82 % ne font pas confiance aux députés (contre 64 % en moyenne), 79 % ne font pas confiance au président de la République (contre 60 % en moyenne), 78 % ne font pas confiance aux médias (contre 72 % en moyenne), 67 % ne font pas confiance

aux syndicats (contre 65 % en moyenne), 56 % ne font pas confiance aux juges (contre 45 % en moyenne), 45 % ne font pas confiance aux policiers (contre 28 % en moyenne), 33 % ne font pas confiance aux maires (contre 22 % en moyenne) et 31 % ne font pas confiance aux scientifiques (contre 21 % en moyenne).

Surtout, cette défiance s'étend à la sphère interpersonnelle, trait caractéristique de la disposition populiste : 39 % ne font pas confiance à leurs voisins (contre 30 % en moyenne) et 36 % ne font pas confiance aux gens avec qui ils travaillent (contre 28 % en moyenne). Les écarts à la moyenne sont plus réduits concernant la famille (8 % ne lui font pas confiance contre 6 % en moyenne) et les gens rencontrés sur les réseaux sociaux (66 % ne leur font pas confiance, contre 65 % en moyenne). Ainsi, les répondants privilégiant un système politique dans lequel chacun est amené à coproduire la décision avec les autres sont plus susceptibles d'éprouver de la défiance à l'égard d'autrui : la plupart (79 %) jugent que l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres, contre 73 % en moyenne.

Un premier regard sur leur comportement électoral envisagé au premier tour des élections présidentielles de 2022 permet de conclure à un potentiel électoral protestataire élevé, dirigé vers l'offre populiste de droite et de gauche. En effet, 42 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN, soit 10 points de plus que la moyenne (32 %); 26 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) DLF, soit 5 points de plus que la moyenne (21 %); 35 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) LFI, soit 12 points de plus que la moyenne (23 %); et 26 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) LO/NPA, soit 9 points de plus que la moyenne (17 %). La disponibilité à l'abstention (57 % contre 45 % en moyenne) et au vote blanc (59 % contre 49 %) est également très élevée.

La politique française souffre d'un processus de déconsolidation démocratique. Les forces protestataires bénéficient conséquemment d'un espace accru. Le risque populiste paraît plus grand. Notre indicateur teste six types de comportement protestataires : s'abstenir, voter blanc, voter pour le RN, LFI, DLF et LO/NPA. Sur l'ensemble de la population, 4 % répondent « oui » à chacune de ces options. Mais cette proportion est plus importante parmi ceux qui privilégient un régime où les citoyens décident directement (6 %) et elle double (8 %) parmi ceux qui expriment une préférence pour le modèle autoritaire (leader fort).

Toutefois, la demande d'un leader fort n'est pas exclusivement en faveur des candidats populistes. Parmi les électeurs exprimant leur préférence pour le modèle autoritaire, 26 % disent être « certains » ou qu'ils ont

« de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au premier tour, mais 19 % disent leur disponibilité à voter pour Emmanuel Macron. On retrouve cette situation dans le cas d'un second tour qui opposerait ces deux candidats. Parmi les électeurs exprimant leur préférence pour le modèle autoritaire, 32 % indiquent vouloir voter pour Marine Le Pen, mais 28 % pour

Emmanuel Macron, qui est donc, lui aussi, identifié à une figure du « leader fort », à laquelle une partie des proches de LREM paraît réceptive, comme nous l'avons vu. En revanche, parmi ceux qui disent leur préférence pour ce modèle autoritaire, 9 % seulement se disent disposés à voter pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle.

Au premier tour, la préférence pour « un leader fort » bénéficie d'abord à Marine Le Pen, puis à Emmanuel Macron, la préférence pour un gouvernement par les citoyens bénéficie d'abord à Marine Le Pen, puis à Jean-Luc Mélenchon

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « certains » et ont « de fortes chances » de voter pour lui/elle (potentiel électoral intermédiaire).

Base : selon le système politique préféré et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias	Un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement	Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays
Marine Le Pen	18	26	15	25
Emmanuel Macron	16	19	20	8
Jean-Luc Mélenchon	8	9	6	13

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux ne font pas 100 % car les personnes interrogées sont invitées à se prononcer sur chaque candidat(e) et non pas à choisir parmi eux.

Au second tour, les électeurs soutenant un régime avec un leader fort sont partagés entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen

Question : « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Base : selon le système politique préféré et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias	Un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement	Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Emmanuel Macron	31	28	40	15
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Marine Le Pen	25	32	20	34
« Certains » ou ont « de fortes chances » de s'abstenir	13	12	10	19
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter blanc	16	11	16	19
Ne savent pas à ce jour	13	16	13	12

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas dans ce tableau.

La préférence pour un régime où « les citoyens décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays » représente une fraction importante de l'électorat (25 %). Mais, on le voit, un quart de cet électorat (25 %) est enclin à voter pour Marine Le Pen lors du premier tour de l'élection présidentielle, soit plus que pour Jean-Luc Mélenchon (13 %), chantre d'une « Constituante », ou Emmanuel Macron (8 %),

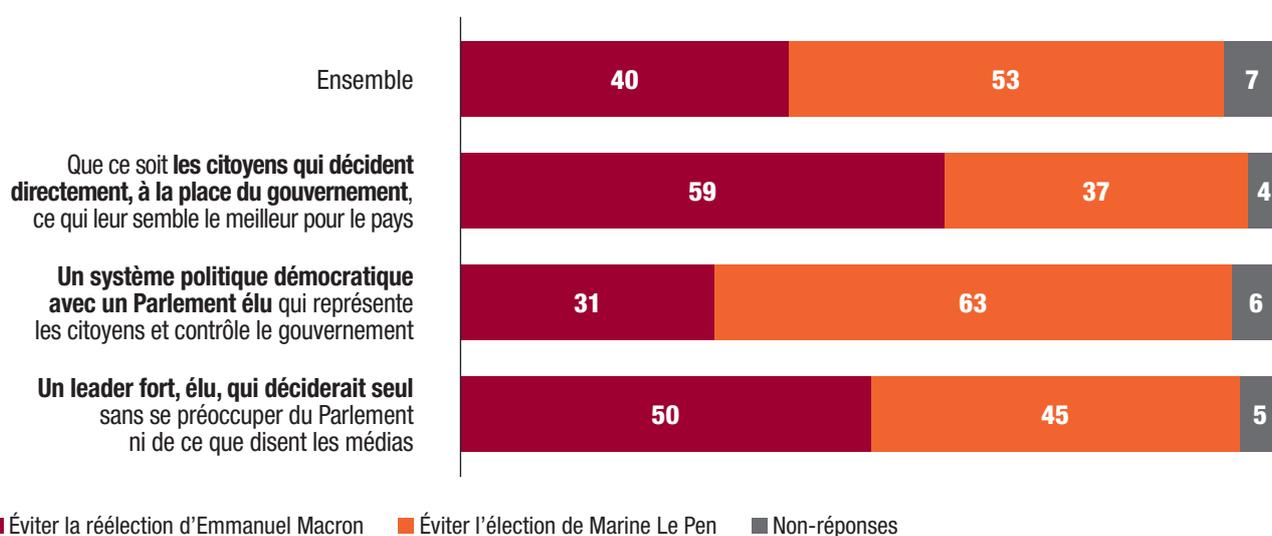
qui est pourtant le premier président à confier des responsabilités à une convention citoyenne tirée au sort. Plus encore, c'est parmi ceux qui préfèrent « que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays » que la volonté d'éviter la réélection d'Emmanuel Macron (59 %) l'emporte sur celle d'éviter l'élection de Marine Le Pen (37 %).

Les soutiens à un gouvernement par les citoyens sont les plus nombreux à vouloir avant tout éviter la réélection d'Emmanuel Macron

Question : « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

Réponse : en premier.

Base : selon le système politique préféré et ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Le détachement vis-à-vis de la démocratie représentative joue en faveur du populisme de droite. La candidature de Marine Le Pen semble en prise avec un électorat sollicitant un gouvernement plus autoritaire et avec un électorat en appelant à une démocratie plus directe, probablement comprise ici, au moins en partie, comme

référendaire. Il reste l'électorat exprimant une préférence pour la démocratie représentative, plus favorable à Emmanuel Macron (40 % sont « certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour lui au second tour) qu'à Marine Le Pen (20 %). Tout ce qui fragilise la démocratie électorale favorise les progrès du populisme.

4. Les nouveaux médias, un espace public propice à la poussée populiste

L'espace public démocratique est soumis à des évolutions structurelles, notamment en raison du déclin de la presse traditionnelle et de l'avènement d'un espace numérique qui se révèle plus favorable aux populismes. Notre indicateur montre que le potentiel de protestation électorale est sensible aux sources d'information des personnes interrogées.

Nous considérons deux agrégats : d'une part, les « médias traditionnels », rassemblant ceux qui s'informent à partir des grandes chaînes télévisées, des chaînes d'information en continu, des journaux (papier

ou en ligne) ou de la radio ; d'autre part, les « nouveaux médias », rassemblant ceux qui s'informent à partir de YouTube, de blogs, de forum ou des réseaux sociaux. On observe alors que la disponibilité déclarée à voter pour une candidature populiste au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 est plus élevée chez ceux qui s'informent davantage par ces nouveaux médias. Le contrôle par la prise en compte de l'âge des répondants confirme un effet spécifique au mode d'information, notamment s'agissant du vote populiste. Il pourrait s'agir d'un facteur explicatif systémique du vote populiste en particulier et de l'antipolitique en général.

En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que... ?

Réponses possibles : « oui, certainement », « oui, probablement », « non, probablement pas », « non, certainement pas »

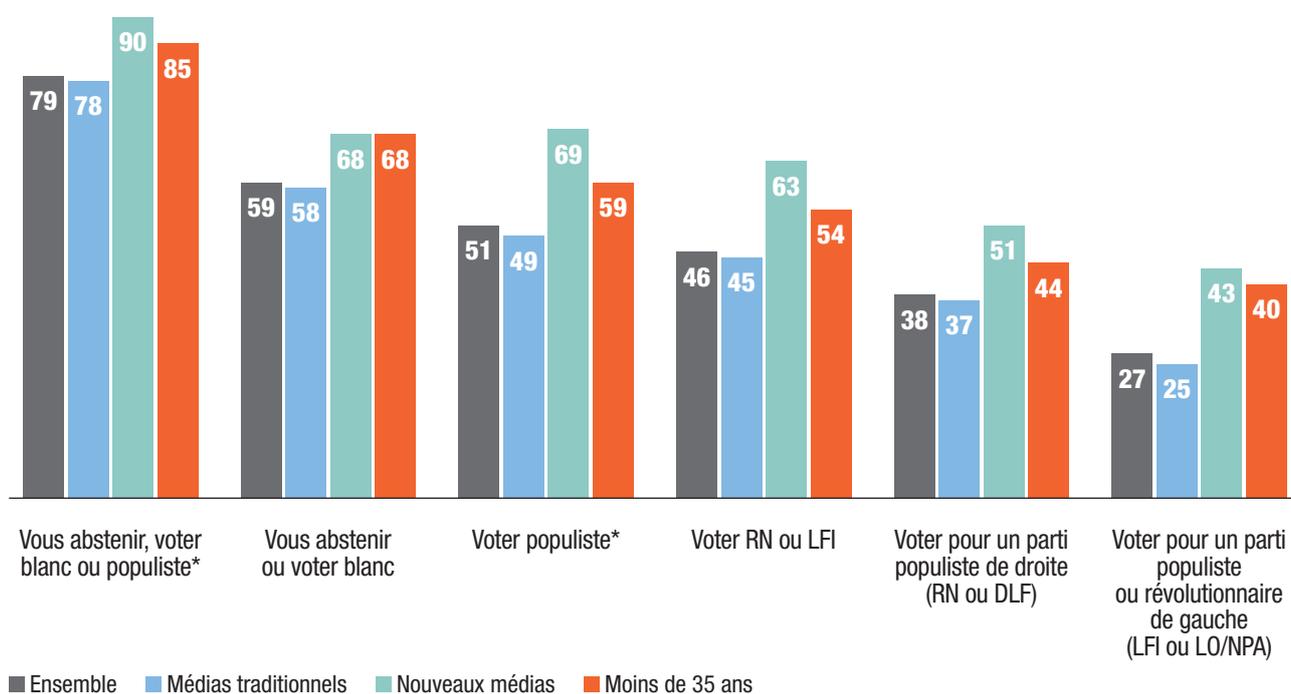
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) RN.
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) DLF.
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) LO/NPA.
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) LFI.
- Vous pourriez vous abstenir.
- Vous pourriez voter blanc.

Les utilisateurs des nouveaux médias sont plus enclins au comportement protestataire

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, probablement » et « oui, certainement ».

Base : selon les médias utilisés pour s'informer, selon l'âge (moins de 35 ans) et ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

* L'option « voter populiste » regroupe ici les personnes interrogées qui ont répondu qu'elles pourraient voter pour **au moins l'un des quatre partis populistes ou de la gauche révolutionnaire proposés** (RN, LFI, DLF, LO/NPA).

Un « effet YouTube », à confirmer

Si l'on considère le sous-total des utilisateurs des nouveaux médias, les répondants s'informant sur YouTube semblent témoigner d'un potentiel électoral protestataire plus fort. Malgré l'échantillon restreint * dont nous disposons pour cette population, nos données fournissent une idée de cet univers et de ses comportements électoraux potentiels. Les résultats des vagues 2 (janvier 2020) et 3 (septembre 2020) font apparaître la même dynamique. En effet, 15 % de ceux qui utilisent YouTube comme moyen d'information disent leur disponibilité pour l'ensemble des six propositions : s'abstenir, voter blanc, voter pour un(e) candidat(e) RN, voter pour un(e) candidat(e) DLF, voter pour un(e) candidat(e) LFI et voter pour un(e) candidat(e) LO/NPA, contre une moyenne de 4 %. Près des trois quarts (72 %) de ceux qui s'informent *via* YouTube envisagent de voter pour l'un des quatre partis protestataires proposés, contre 51 % pour l'ensemble de la population.

* Sur 3 037 personnes interrogées, 157 personnes utilisent YouTube pour s'informer.

L'effet « nouveaux médias » bénéficie à tous les partis protestataires : dans la perspective du premier tour de la prochaine élection présidentielle, 42 % des répondants utilisant les nouveaux médias pour s'informer disent qu'ils pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN, soit 10 points de plus que la moyenne (32 %); 37 % pourraient voter pour LFI, soit 14 points de plus que la moyenne (23 %); 30 % pourraient voter pour DLF, soit 9 points de plus que la moyenne (21 %); et 28 % pourraient voter pour LO/NPA, soit 11 points de plus que la moyenne (17 %). Entre les vagues 2 (janvier 2020) et 3 (septembre 2020), la proportion d'électeurs s'informant à partir des nouveaux médias qui envisagent de voter pour le RN au premier tour passe de 36 à 42 %.

Toujours entre les vagues 2 et 3, cette évolution accompagne un phénomène de droitisation de l'activité politique sur les réseaux sociaux, lesquels constituent une part importante de l'information *via* les nouveaux médias. En effet, lors de la vague 2 (janvier 2020), 25 % des personnes interrogées se positionnant à gauche sur une échelle gauche-droite et 23 % de celles se positionnant à droite disaient discuter « souvent » ou « de temps en temps » de la manière dont les choses se passent dans le pays avec « les gens rencontrés sur les réseaux sociaux ». Lors de la vague 3, en septembre 2020, une droitisation est visible, puisque 16 % des répondants de gauche déclarent discuter de l'actualité avec d'autres personnes sur les réseaux sociaux, contre 27 % des répondants de droite.

Pour rendre compte de cette évolution, il faut au moins faire l'hypothèse d'un effet de contexte et d'agenda politique. Le début de l'année 2020, soit le moment de la vague 2, a été dominé par les mouvements d'opposition à la réforme des retraites favorisant une plus forte activité en ligne de la gauche, tandis que la rentrée 2020 a été dominée par la pandémie, à quoi s'est ajoutée une montée en puissance des thématiques liées aux questions de sécurité, de délinquance, d'islam et d'immigration, mobilisant en ligne un électorat nettement plus à droite.

Le risque d'un effet « caisse de résonance » sur les réseaux sociaux

Une incursion dans la façon dont les Français s'informent laisse apparaître deux mondes, partagés entre médias traditionnels et nouveaux médias, notamment les réseaux sociaux, comme nouvel espace public. Au-delà de ceux qui déclarent s'en servir pour s'informer, de nombreux citoyens traversent ces espaces et y interagissent, y compris pour échanger à propos de l'actualité⁸ : 21 % de ceux qui utilisent les réseaux sociaux discutent « souvent » ou « de temps en temps » de la manière dont les choses se passent dans le pays avec des gens qu'ils y

rencontrent. Il convient donc de s'intéresser aux profils de ces populations et, particulièrement, aux dynamiques de politisation qui animent les réseaux sociaux.

Un premier regard sur les caractéristiques socio-économiques nous confirme que les jeunes sont les plus nombreux à discuter régulièrement de la manière dont les choses se passent en France sur les réseaux sociaux : cela concerne 30 % des 18-24 ans et 29 % des 25-34 ans, contre 23 % des 35-49 ans, 18 % des 50-64 ans et 14 % des 65 ans et plus. Il n'y a pas de différence entre les hommes et les femmes (21 % dans les deux cas), ni entre CSP+ et CSP- (24 contre 22 %).

Par rapport à la moyenne, il s'agit également de populations plus proches des extrêmes et témoignant d'une disponibilité aux populismes. En effet, environ un quart des répondants ayant voté Jean-Luc Mélenchon (23 %) et Marine Le Pen (25 %) au premier tour en 2017 discutent « souvent » ou « de temps en temps » de politique sur les réseaux sociaux. À titre de comparaison, cela concerne 20 % des personnes ayant voté pour Emmanuel Macron, 20 % des gens s'étant abstenus, ayant voté blanc ou ne souhaitant pas répondre, 15 % pour François Fillon et 11 % pour Benoît Hamon.

Compte tenu des algorithmes qui régissent les plateformes de réseaux sociaux et des effets de polarisation des opinions suspectés, il convient de se demander dans quelles mesures les répondants rencontrent des avis contraires lorsqu'ils échangent sur ces réseaux.

Discutez-vous de la manière dont les choses se passent dans le pays avec des gens que vous rencontrez sur les réseaux sociaux ?

- Souvent.
- De temps en temps.
- Rarement.
- Jamais.

En général, avez-vous l'impression que les gens que vous rencontrez sur les réseaux sociaux partagent votre avis sur la manière dont les choses se passent en France ?

- Oui, tout à fait.
- Oui, plutôt.
- Non, plutôt pas.
- Non, pas du tout.

Il faut distinguer les personnes qui déclarent utiliser les réseaux pour discuter et celles qui déclarent les utiliser également pour s'informer. Il en ressort que 50 % des personnes utilisant les réseaux sociaux simplement pour « discuter de la manière dont les choses se passent dans le pays » disent avoir l'impression que les gens qu'ils y rencontrent partagent leurs avis. Mais parmi ceux qui disent se servir des réseaux sociaux comme

8. Dès le début du confinement, en France, on a d'ailleurs constaté une hausse importante de l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux. Sur ce sujet, voir notamment Valentin Cimino, « Avec le confinement l'utilisation des réseaux sociaux augmente de 61 % », siecledigital.fr, 27 mars 2020 (<https://siecledigital.fr/2020/03/27/avec-le-confinement-lutilisation-des-reseaux-sociaux-augmente-de-61/>).

moyen d'information, une très large majorité (62 %) estime y rencontrer des gens qui partagent leurs avis. Ce résultat est particulièrement préoccupant dans le sens où le réseau social est ici utilisé comme un moyen d'information et l'on sait aujourd'hui que l'affichage des contenus est soumis à des règles favorisant un effet « caisse de résonance » qui détériore la qualité de l'information circulant sur un réseau social.

On retrouve ce phénomène au sein de l'électorat populiste potentiel : 55 % de ceux qui disent pouvoir voter pour le RN en 2022 disent que les gens avec qui ils échangent sur les réseaux sociaux partagent leurs opinions, contre 50 % en moyenne ; il en va de même (57 %) pour les personnes interrogées qui répondent pouvoir voter pour un(e) candidat(e) LFI.

En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que... ?

Réponses possibles : « oui, certainement », « oui, probablement », « non, probablement pas », « non, certainement pas ».

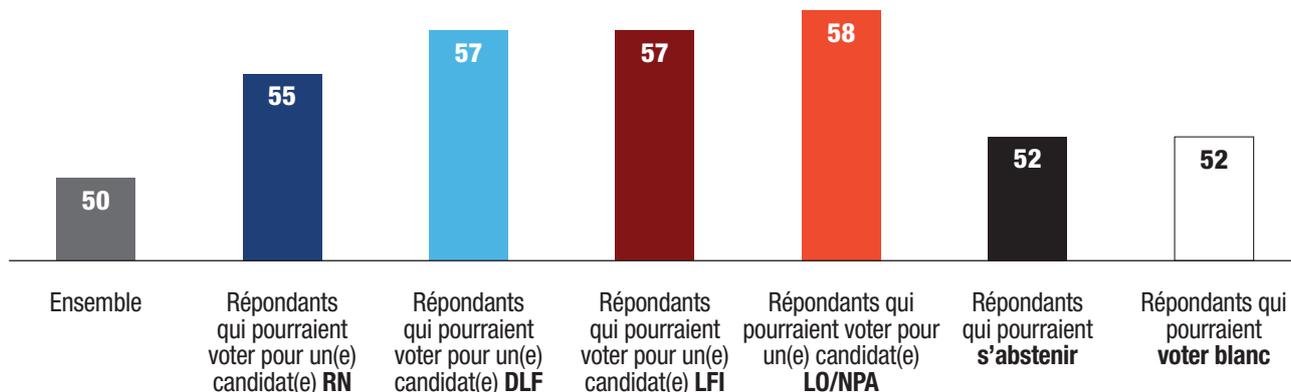
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) RN.
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) DLF.
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) LO/NPA.
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) LFI.
- Vous pourriez vous abstenir.
- Vous pourriez voter blanc.

Sur les réseaux sociaux, les mondes protestataires ont davantage tendance à rencontrer des avis convergents aux leurs

Question : « En général, avez-vous l'impression que les gens que vous rencontrez sur les réseaux sociaux partagent votre avis sur la manière dont les choses se passent en France ? »

Réponses : « tout à fait » et « plutôt ».

Base : selon le comportement électoral anticipé pour le premier tour en 2022 et ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Grille de lecture : parmi l'ensemble des personnes interrogées, 50 % ont l'impression que les gens qu'ils rencontrent sur les réseaux sociaux partagent leur avis sur la manière dont les choses se passent en France. Parmi les personnes qui pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN au premier tour en 2022, 55 % ont l'impression que les gens qu'ils rencontrent sur les réseaux sociaux partagent leur avis sur la manière dont les choses se passent en France.

Dans le cadre d'un premier tour où Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron seraient candidats, 58 % de ceux qui estiment être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter Marine Le Pen considèrent que les gens qu'ils rencontrent sur les réseaux sociaux partagent leurs opinions sur l'actualité. Cette impression est partagée par 61 % de ceux qui voteraient Jean-Luc Mélenchon et par 43 % des électeurs qui voteraient pour Emmanuel Macron. De plus, parmi les électeurs qui disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au second tour en 2022, 57 % ont l'impression que les gens qu'ils rencontrent sur

les réseaux sociaux partagent leur avis sur la manière dont les choses se passent en France. Cela concerne 38 % de ceux qui sont « certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron.

Les résultats de notre baromètre confirment que les réseaux sociaux sont un nouvel espace public particulièrement favorable à la circulation et au partage des opinions protestataires et populistes, entre des utilisateurs dont les points de vue convergents sont radicalisés par un processus de renforcement mutuel, un effet souvent désigné « caisse de résonance » ou « effet de bulle ».

1. La société est perçue comme de plus en plus violente

Les trois quarts des répondants (72 %) jugent la société « de plus en plus violente »

Question : « Selon votre ressenti, la société française est-elle de plus en plus violente, aussi violente que par le passé ou de moins en moins violente ? »

Base : ensemble de l'échantillon.



■ « De plus en plus violente » ■ « Aussi violente que par le passé » ■ « De moins en moins violente » ■ Non-réponses

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Inévitablement, avec un tel niveau moyen (72 %), cette opinion est présente dans toutes les catégories sociales, mais un peu plus chez les femmes (73 %) que chez les hommes (71 %), plus massivement présente chez les 65 ans et plus (77 %) que chez les 18-24 ans (59 %), où elle ne cesse pas cependant d'être majoritaire. L'opinion est partagée par les trois quarts des ruraux (75 %), mais également très présente parmi les répondants des

villes de plus de 100 000 habitants (71 %), notamment Paris (69 %). Ce sentiment dominant se retrouve dans l'ensemble des familles politiques, bien qu'il soit plus marqué à droite.

Notons que le sentiment d'un accroissement de la violence s'inscrit dans une réalité documentée par les statistiques du ministère de l'Intérieur⁹. Le taux de criminalité a fortement augmenté en 2019.

L'idée que la société est « de plus en plus violente » domine, à gauche comme à droite

Question : « Selon votre ressenti, la société française est-elle de plus en plus violente, aussi violente que par le passé ou de moins en moins violente ? »

Base : selon la proximité partisane et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	PCF/LFI	PS	EELV	LREM	LR	RN	Sans préférence partisane
« De plus en plus violente »	72	57	68	56	63	88	85	73
« Aussi violente que par le passé »	24	39	29	40	35	11	12	24
« De moins en moins violente »	2	4	3	3	1	0	2	2
Non-réponses	2	0	–	1	1	1	1	1

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Grille de lecture : parmi les personnes proches du PCF/LFI, 57 % estiment que la société est « de plus en plus violente », 39 % estiment qu'elle est « aussi violente que par le passé » et 4 % qu'elle est « de moins en moins violente ».

9. Voir « Insécurité et délinquance en 2019 : une première photographie », *Interstats Analyse*, n° 24, janvier 2020 (www.interieur.gouv.fr/Interstats/Actualites/Insecurite-et-delinquance-en-2019-une-premiere-photographie-Interstats-Analyse-N-24).

Les électeurs considérant que la société est de plus en plus violente ont tendance à voter pour Marine Le Pen

Question : « En 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que... ? »

Base : selon l'opinion par rapport à l'évolution du niveau de violence dans la société et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	De plus en plus violente	Aussi violente que par le passé	De moins en moins violente
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Emmanuel Macron	31	28	44	20
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Marine Le Pen	25	29	13	27
« Certains » ou ont « de fortes chances » de s'abstenir	13	12	16	16
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter blanc	16	16	16	19
Ne savent pas à ce jour	13	14	10	15

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

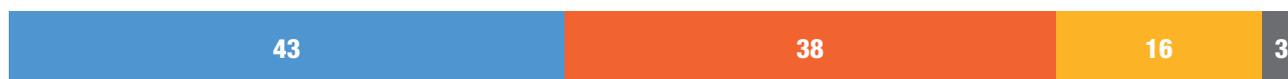
Cette représentation d'une conflictualité montante et dérégulée peut être alimentée par les chaînes télévisuelles d'information continue ou par les réseaux sociaux, qui mettent en scène de façon quasi quotidienne des faits de violence. Cette banalisation de la violence par les nouveaux médias peut conduire une partie de l'opinion à vouloir s'écarter de tels spectacles : 43 % des personnes

interrogées estiment que « les médias parlent trop de la violence dans notre société, il faudrait qu'ils en parlent moins », contre 16 % qui pensent que « les médias ne parlent pas assez de la violence dans notre société, il faudrait qu'ils en parlent plus ». Près de 4 Français sur 10 (38 %) jugent que les « médias parlent ni trop ni pas assez de la violence dans notre société ».

43 % des Français considèrent que les médias parlent trop de la violence

Question : « Laquelle des opinions suivantes est la plus proche de la vôtre ? »

Base : ensemble de l'échantillon.



- Les médias parlent trop de la violence dans notre société, il faudrait qu'ils en parlent moins
- Les médias parlent ni trop ni pas assez de la violence dans notre société
- Les médias ne parlent pas assez de la violence dans notre société, il faudrait qu'ils en parlent plus
- Non-réponses

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Ce chiffre peut sembler contradictoire. Il laisse cependant la possibilité d'une interprétation qui n'impliquerait pas l'incohérence de l'opinion ou un défaut de la mesure : la société est de plus en plus violente et les médias en parlent trop d'une manière qui serait jugée inappropriée. Par exemple, la couverture en resterait à un constat dont la répétition, de fait divers en fait divers, ne fournirait aucune issue, aucune vision sur la manière d'inverser une telle tendance, finissant par désoler ou décourager les uns, exaspérer les autres.

On doit noter aussi qu'un quart des 18-24 ans (25 %) considèrent que les médias ne traitent pas assez de la

violence et qu'ils devraient en parler davantage, soit 9 points de plus que la moyenne (16 %) de l'échantillon. L'une des explications se trouve peut-être dans le partage des vidéos qui abondent sur les portables des collégiens et des lycéens, *via* les réseaux sociaux, notamment Snapchat ou Instagram, et qui peuvent être d'une violence extrême ainsi que l'a souligné un récent reportage¹⁰. Scènes de tortures, de pillages, voitures incendiées, bagarres se diffusent ainsi chez les plus jeunes, qui perçoivent peut-être un décalage entre ce à quoi ils ont accès¹¹ et ce qu'ils voient dans les médias traditionnels.

10. Voir Sandra Laffont, « Violence, réputation, blasphème... : au collège, l'éducation aux médias face au pouvoir des smartphones », lemonde.fr, 4 septembre 2020 (www.lemonde.fr/entre-les-lignes/article/2020/09/04/violence-reputation-blaspheme-au-college-l-education-aux-medias-face-au-pouvoir-des-smartphones_6051011_5156314.html).

11. Selon une enquête de 2018, l'utilisation des écrans, des réseaux sociaux et des jeux vidéo est spectaculairement élevée chez les jeunes, puisqu'un quart (26 %) des 18-22 ans estiment passer plus de 5 heures par jour sur les réseaux sociaux et 10 % plus de 8 heures chaque jour. Voir *Les Addictions chez les jeunes (14-24 ans). L'urgence d'une politique de santé et de sécurité publiques*, Fondation pour l'innovation politique-Fondation Gabriel Péri-Fonds Actions Addictions, juin 2018 (www.fondapol.org/etude/les-addictions-chez-les-jeunes-14-24-ans-2/).

Les plus jeunes sont les plus nombreux à considérer que les médias ne parlent pas assez de la violence

Question : « Laquelle des opinions suivantes est la plus proche de la vôtre ? »

Base : selon l'âge et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
Les médias parlent trop de la violence dans notre société, il faudrait qu'ils en parlent moins	43	30	37	40	45	51
Les médias parlent ni trop ni pas assez de la violence dans notre société	38	38	42	44	35	32
Les médias ne parlent pas assez de la violence dans notre société, il faudrait qu'ils en parlent plus	16	25	16	14	16	16
Non-réponses	3	7	5	2	4	1

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Enfin, on relève que les répondants proches du RN sont deux fois plus nombreux (34 %) que la moyenne de l'échantillon (16 %) et cinq fois plus nombreux que les répondants proches du PCF/LFI (6 %) à considérer que « les médias ne parlent pas assez de la violence dans notre société ».

La sécurité est d'ores et déjà un enjeu clé pour 2022

Parmi les préoccupations testées, la sécurité s'est imposée comme un thème central. Entre les vagues 1 (septembre 2019) et 3 (septembre 2020), à la question

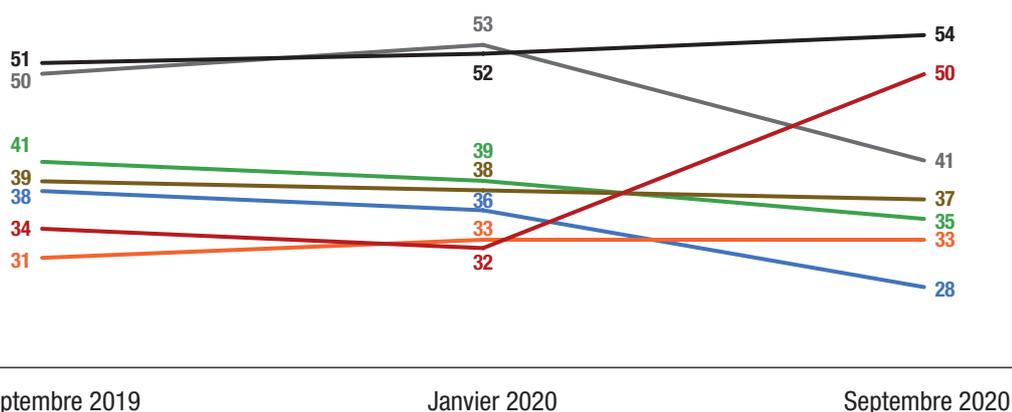
« Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? »¹², la réponse « réduire la délinquance » enregistre la plus forte hausse (plus 16 points, passant de 34 à 50 %). En septembre 2020, le problème de la délinquance s'impose donc, pour une majorité de Français (50 %), comme une des priorités que le gouvernement doit traiter, derrière le chômage (54 %) mais devant les autres items proposés : les inégalités sociales (41 %), l'immigration (37 %), le réchauffement climatique (35 %), l'influence de l'islam (33 %) ou encore la dette et le déficit de l'État (28 %).

L'ordre des préoccupations : le chômage et la délinquance en tête des inquiétudes

Question : « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? »

Réponse : total (en premier, en deuxième et en troisième).

Base : ensemble de l'échantillon.



— Réduire le chômage
 — Réduire les inégalités sociales
 — Réduire la dette/le déficit de l'État
 — Réduire l'influence de l'islam
 — Réduire la délinquance
 — Réduire l'immigration
 — Réduire le réchauffement climatique

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

12. À la question « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? », les personnes interrogées doivent répondre en classant (en premier, en deuxième ou en troisième) trois options parmi les sept proposées. Dans l'analyse des résultats, nous avons ici retenu le « total », qui représente le pourcentage de répondants ayant mentionné l'une de ces options, que ce soit en premier, en deuxième ou en troisième, au sein de la liste des sept options.

En un an, un bond de la préoccupation pour l'insécurité

Question : « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le Gouvernement doit traiter en premier? Et en deuxième? Et en troisième? »

Réponse : « réduire la délinquance », total (en premier, en deuxième et en troisième).

Base : ensemble de l'échantillon.

	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020
Ensemble	34	32	50
Genre			
Femmes	35	31	47
Hommes	33	33	53
Âge			
18-24 ans	28	27	35
25-34 ans	32	29	49
35-49 ans	37	32	47
50-64 ans	33	33	51
65 ans et plus	35	34	58
Catégorie d'agglomération			
Commune rurale	32	29	48
Ville de 2 000 à 19 999 habitants	35	34	50
Ville de 20 000 à 99 999 habitants	35	37	50
Ville de plus de 100 000 habitants (hors Paris)	30	31	50
Paris et région parisienne	40	33	52
Niveau de diplôme			
Sans diplôme, BEPC, CAP, BEP	37	36	54
Bac	37	34	52
Bac + 2	33	27	52
Supérieur à bac + 2	30	30	42
Catégories professionnelles			
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	33	29	45
Cadres, professions intellectuelles supérieures	29	27	43
Professions intermédiaires	32	33	53
Employés	38	31	49
Ouvriers	33	35	45
Chômeurs	35	30	37
Lycéens, étudiants	30	20	32
Retraités	34	35	57
Hommes/femmes au foyer	37	36	48
Revenu mensuel du foyer			
Moins de 1 000 euros	35	28	43
De 1 000 à 1 999 euros	31	30	49
De 2 000 à 3 499 euros	31	35	52
3 500 euros et plus	40	32	49
Vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017			
Jean-Luc Mélenchon	29	26	31
Benoît Hamon	23	26	30
Emmanuel Macron	30	28	51
François Fillon	39	40	60
Marine Le Pen	44	42	63
Image des Gilets jaunes			
Positive	34	28	48
Négative	34	37	53
Opinion sur la mondialisation			
« Une opportunité »	-	30	46
« Une menace »	-	35	53
Opinion par rapport à l'Union européenne			
Favorables	29	30	46
Défavorables mais contre une sortie	38	34	57
Défavorables et pour une sortie	43	38	52

Ainsi, en un an, de septembre 2019 à septembre 2020, notre baromètre enregistre un recul de 10 points pour la réduction de la dette et du déficit de l'État (de 38 à 28 %), de 9 points pour la réduction des inégalités (de 50 à 41 %), de 6 points pour la réduction du réchauffement climatique (de 41 à 35 %) et de 2 points pour la réduction de l'immigration (de 39 à 37 %).

En revanche, on note une augmentation de 2 points pour la réduction de l'influence de l'islam (de 31 à 33 %), de 3 points pour la réduction du chômage (de 51 à 54 %), l'ensemble restant dominé par le bond de 16 points de l'item « réduire la délinquance », (de 34 à 50 %).

Parmi ceux qui pensent que « réduire la délinquance » doit

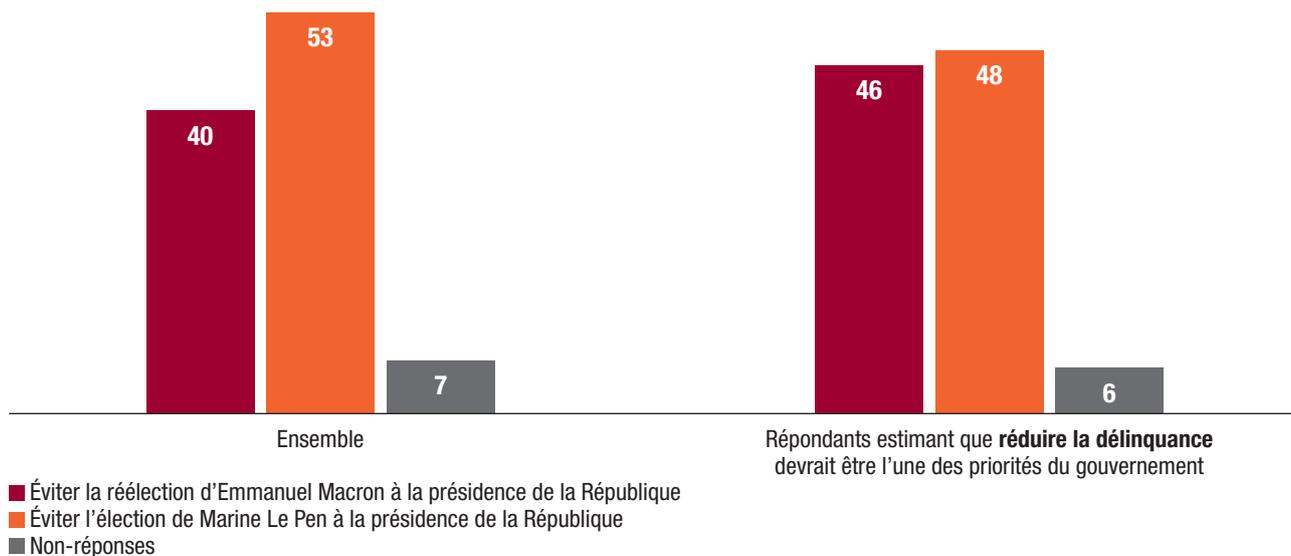
être l'une des priorités du gouvernement, 38 % déclarent qu'ils pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, soit 6 points de plus que la moyenne (32 %). En revanche, seuls 17 % déclarent pouvoir voter pour un(e) candidat(e) LFI, soit 6 points de moins que la moyenne (23 %).

La lutte contre la délinquance constituera un enjeu décisif si l'on retrouve en 2022 un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen. En effet, la montée de la préoccupation en matière de sécurité serait de nature à éroder l'opposition à l'élection de Marine Le Pen et, symétriquement, à favoriser la mobilisation des électeurs hostiles à Emmanuel Macron.

En 2022, la question de l'insécurité jouerait à l'avantage de Marine Le Pen dans un second tour face à Emmanuel Macron

Question : « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

Base : répondants qui placent la réduction de la délinquance parmi les principaux problèmes que le gouvernement doit traiter, et ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Tout le monde (ou presque) aime la police... et souhaite voir augmenter ses moyens

Les policiers bénéficient d'un niveau d'opinion très favorable (69 % disent leur faire confiance), même si des divergences générationnelles existent : 75 % des Français de 50 ans et plus font confiance aux policiers, contre 56 % des moins de 35 ans. Par ailleurs, les personnes interrogées se positionnant « très à gauche » sur une échelle gauche-droite expriment l'opinion la plus critique à l'égard des policiers (seuls 42 % font confiance aux policiers, contre 76 % des répondants qui se situent

« très à droite »). La confiance dans les policiers est plus répandue dans les communes rurales et dans les villes de moins de 100 000 habitants. Dans les communes de moins de 2 000 habitants, 74 % des personnes interrogées font confiance aux policiers, 71 % dans les villes de plus de 2 000 à moins de 20 000 habitants, 73 % dans les villes de plus de 20 000 à moins de 100 000 habitants et 67 % dans les villes de plus de 100 000 habitants (hors Paris, dont 63 % des habitants font confiance aux policiers).

Parmi les personnes qui considèrent que la police n'a pas assez de moyens, 23 % souhaitent avoir le droit de posséder une arme chez eux

En lien avec l'expression de cette confiance à l'égard des policiers, plus des trois quarts des personnes interrogées (77 %) estiment que la police n'a pas assez de moyens pour assurer la sécurité en France. Parmi les personnes qui considèrent que la police n'a pas assez de moyens, près d'un quart (23 %) souhaitent avoir le droit de posséder une arme chez eux. Les moins de 35 ans y sont les plus favorables (30 %), soit 8 points

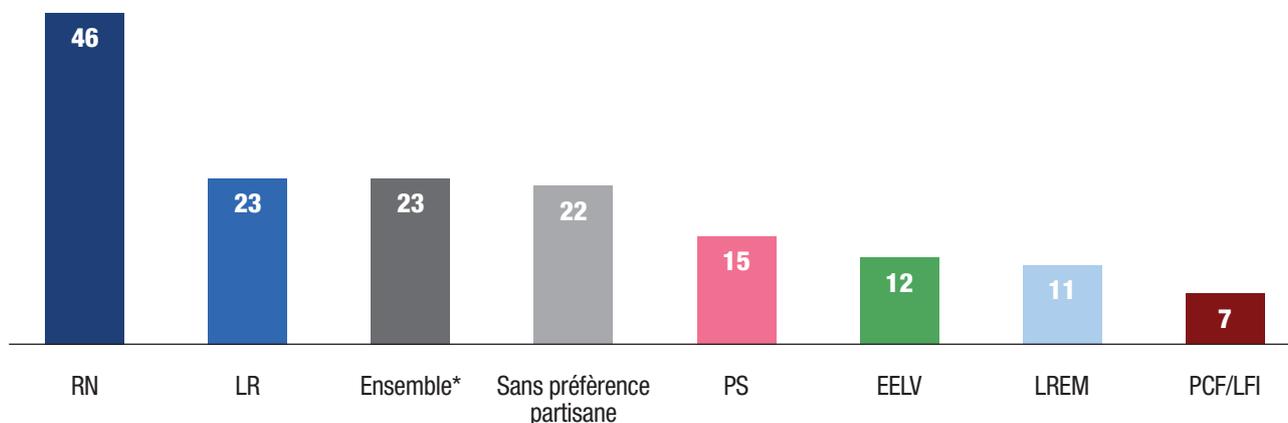
de plus que les 50 ans et plus (22 %). Cette opinion est également plus répandue chez les moins diplômés (27 % contre 16 % pour les personnes possédant un diplôme supérieur à bac + 2) et ceux vivant dans les foyers les plus modestes (28 % pour les foyers à moins de 2 000 euros par mois contre 17 % pour les foyers à 3 500 euros et plus par mois). On observe de fortes variations selon la proximité partisane mais il faut noter en particulier le chiffre de 22 % chez ceux qui se déclarent sans préférence partisane.

Les sympathisants du RN sont les plus favorables « au droit de posséder une arme chez soi »

Question : « Dites si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord avec l'affirmation suivantes : "la police n'a pas assez de moyens, il faut avoir le droit de posséder une arme chez soi" ».

Réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord ».

Base : selon la proximité partisane et ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

* Part de l'échantillon qui considère que la police n'a pas assez de moyens (77 %).

Note : cette question a été posée aux personnes répondant « n'a pas assez de moyens » à la question « Selon vous, en France, pour assurer la sécurité, la police, diriez-vous que... ? » (options de réponse : « a trop de moyens », « a suffisamment de moyens » et « n'a pas assez de moyens »). Cela constitue un échantillon de 2 331 individus sur les 3 037 répondants.

Parmi les personnes interrogées qui sont favorables au droit de posséder une arme chez soi, la quasi-totalité (89 %, contre 79 % en moyenne) envisagent d'adopter l'un des six comportements protestataires proposés lors du premier tour de la prochaine élection présidentielle (abstention, vote blanc, vote pour l'un des partis populistes ou antisystèmes, soit RN, LFI, DLF, LO, NPA). La majorité (57 %) des répondants qui souhaitent avoir le droit de posséder une arme chez eux pourraient voter pour le RN au premier tour en 2022, contre 32 % en moyenne. Seuls 16 % pourraient voter pour LFI, contre 23 % en moyenne. En cas de second tour en 2022 entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, 45 % des répondants favorables au droit de posséder une arme voteraient pour la candidate du RN (contre 25 % en moyenne), 18 % pour le président (contre 31 % en moyenne), 24 % pourraient s'abstenir ou voter blanc (contre 29 % en moyenne) et 12 % ne savent pas à ce jour ce qu'ils feraient (contre 13 % en moyenne).

2. Le choix d'un vote protestataire s'affirme chez les électeurs qui ont une image positive des Gilets jaunes

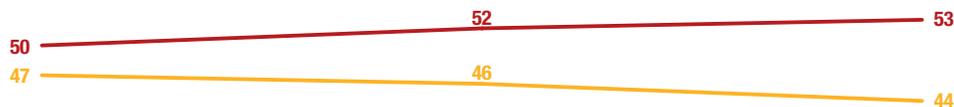
Depuis les premières manifestations en octobre 2018, le mouvement des Gilets jaunes n'a qu'à peine faibli dans l'opinion. Il semble devenu un élément structurel du paysage contestataire français. Il s'agit d'un mouvement social et politique radicalement atypique, sans précédent sous la V^e République. En rupture complète avec les organes représentatifs traditionnels, sans organisation ni programme, les Gilets jaunes continuent d'incarner un mouvement de rejet des institutions.

Le mouvement des Gilets jaunes bénéficie toujours d'une image positive

Question : « On a beaucoup entendu parler du mouvement des Gilets jaunes. Diriez-vous que vous avez une image des Gilets jaunes... ? »

Réponses : « très positive » et « plutôt positive » ; « plutôt négative » et « très négative ».

Base : ensemble de l'échantillon.



Septembre 2019

Janvier 2020

Septembre 2020

— Répondants ayant une **image positive** des Gilets jaunes — Répondants ayant une **image négative** des Gilets jaunes

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Notre enquête montre qu'après deux ans d'existence, ce mouvement inédit bénéficie toujours d'une image positive auprès de 44 % des Français, même si on observe une baisse, modérée mais continue, depuis la première vague de notre indicateur de la protestation électorale (47 % en septembre 2019, 46 % en janvier 2020).

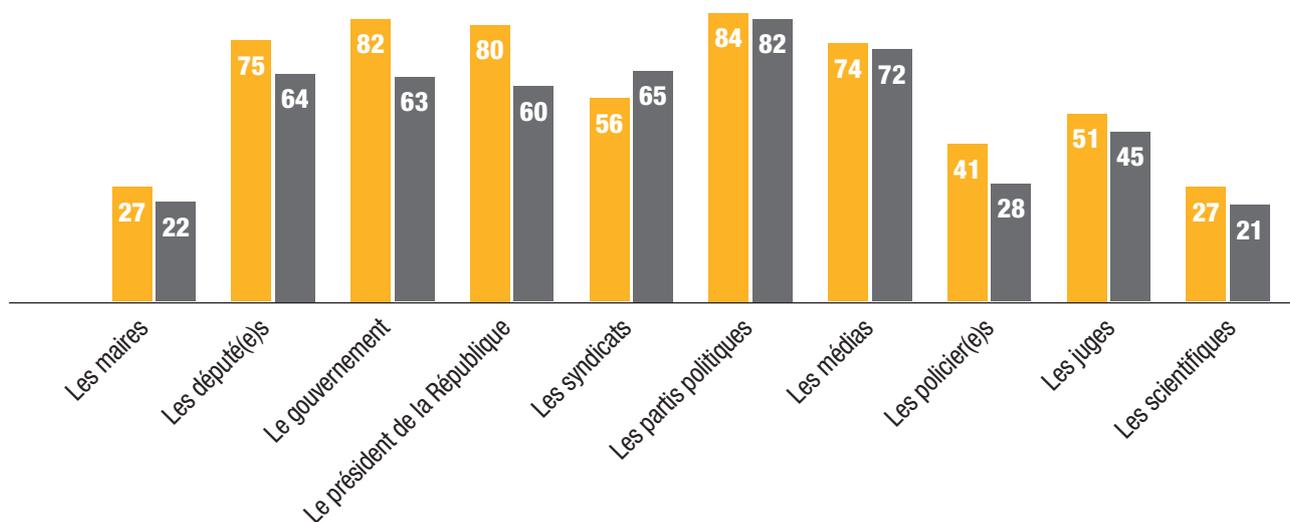
Les soutiens aux Gilets jaunes demeurent particulièrement nombreux au sein des sympathisants PCF/LFI (80 %), chez les proches du RN (63 %) et, dans une moindre mesure, chez les proches du PS (50 %), de EELV (49 %) et chez les répondants sans préférence partisane (46 %). C'est auprès des sympathisants LR (27 %) et LREM (10 %) que le soutien est le plus faible.

Les Français qui ont une image positive des Gilets jaunes ont tendance à être encore plus défiants que la moyenne vis-à-vis des institutions

Question : « Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans les personnes ou les institutions suivantes ? »

Réponses : « pas du tout confiance » et « plutôt pas confiance ».

Base : répondants ayant une image positive des Gilets jaunes et ensemble de l'échantillon.



■ Répondants ayant une **image positive** des Gilets jaunes ■ Ensemble

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Vague après vague, le choix d'un vote protestataire pour 2022 s'affirme chez les électeurs qui ont une image positive des Gilets jaunes. En septembre 2020, une forte majorité (65 %) déclare pouvoir voter RN ou LFI au premier tour de la prochaine élection présidentielle, soit 19 points au-dessus de la moyenne (46 %), contre 63 % lors de la vague 2 (janvier 2020) et 59 % lors de la vague 1 (septembre 2019). Dans le même esprit, les résultats de la vague 3 (septembre 2020) montrent que

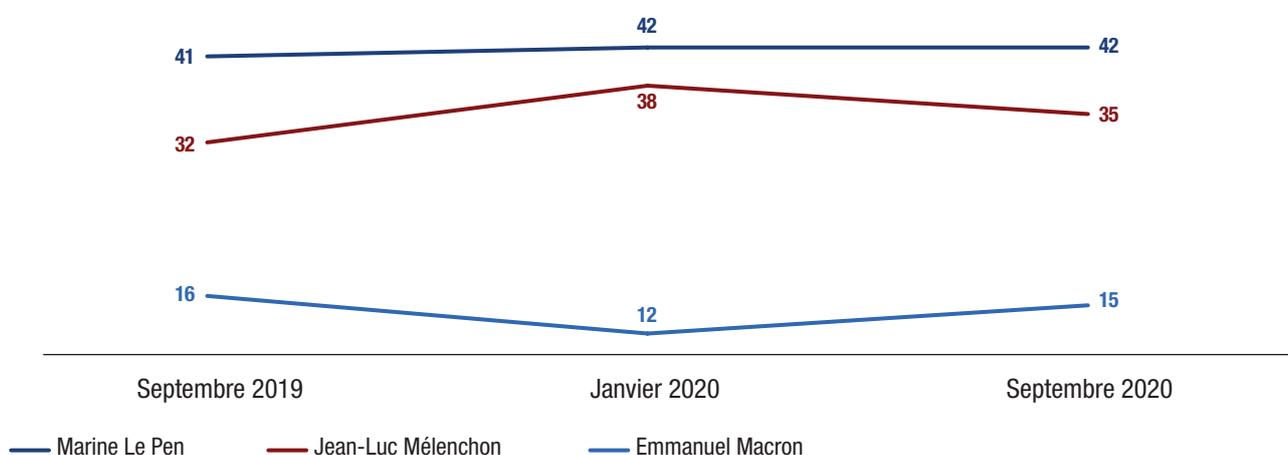
66 % des personnes ayant une image positive des Gilets jaunes disent qu'ils pourraient s'abstenir ou voter blanc, contre 61 % en janvier 2020 et 62 % en septembre 2019. Dans l'hypothèse d'un second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, la majorité (61 %) des répondants qui ont une image positive des Gilets jaunes souhaitent avant tout éviter la réélection d'Emmanuel Macron, contre un tiers (33 %) qui disent vouloir éviter l'élection de Marine Le Pen.

Les Français qui ont une image positive des Gilets jaunes sont plus disposés à voter Marine Le Pen que Jean-Luc Mélenchon en 2022

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

Réponses : « certains », « fortes chances » et « possible » de voter pour lui/elle (potentiel électoral maximum).

Base : répondants ayant une image positive des Gilets jaunes.

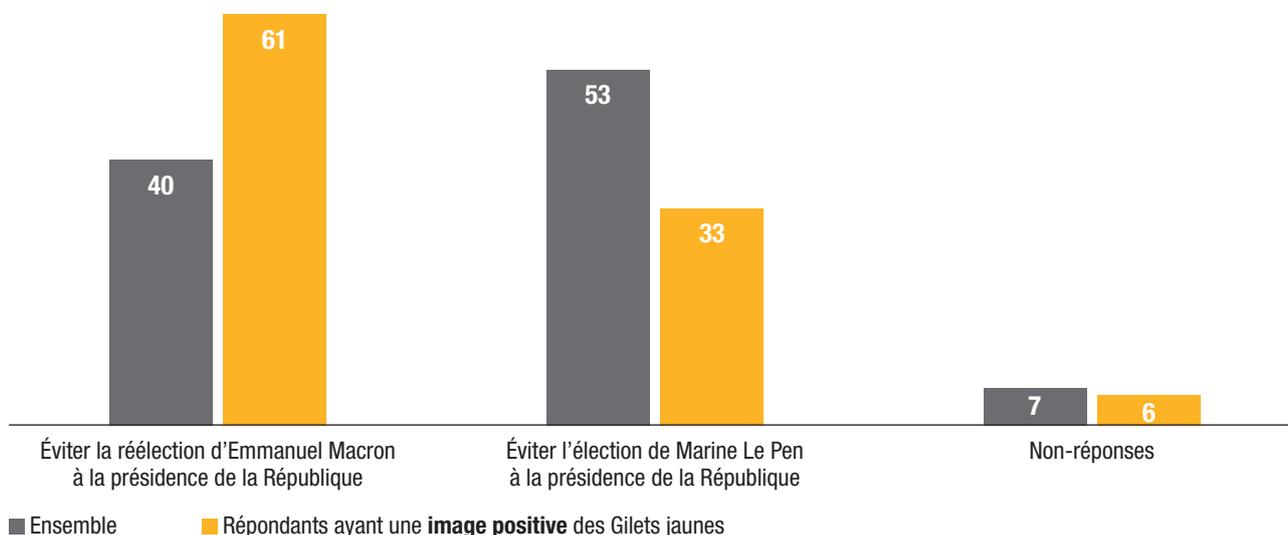


© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

L'image positive des Gilets jaunes alimente le vote contre Emmanuel Macron

Question : « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

Base : répondants ayant une image positive des Gilets jaunes et ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

3. La crise sanitaire renforce le rejet de la mondialisation

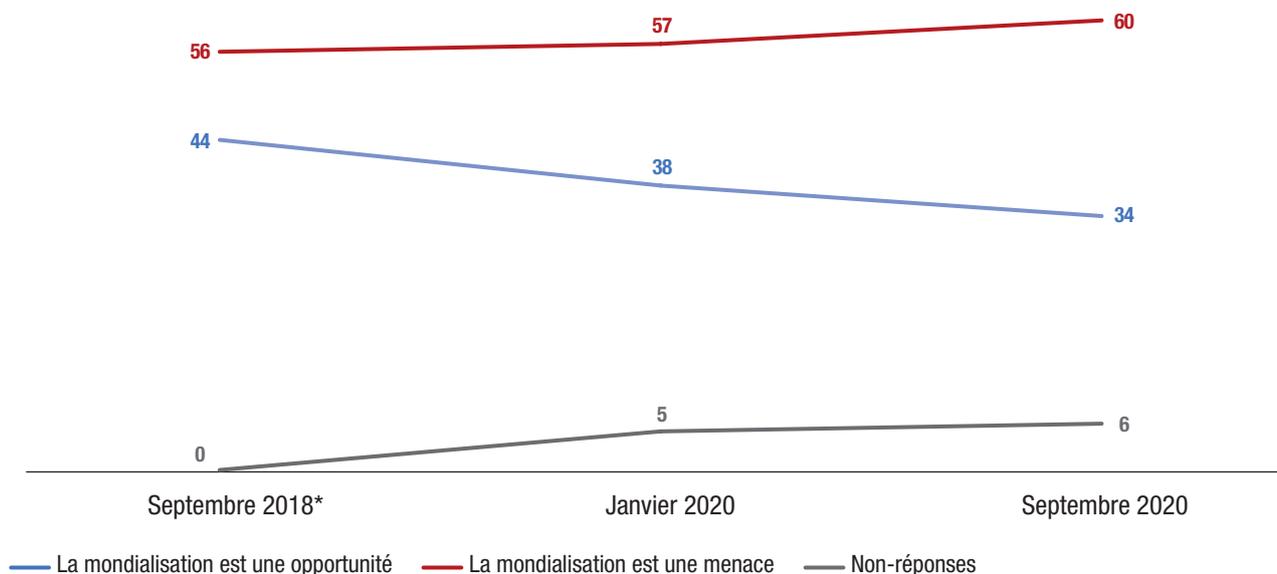
Une nette majorité des Français interrogés (60 %) perçoit la mondialisation comme une menace. La pandémie de coronavirus est à la fois l'exemple paradigmatique d'un risque « sans frontières », favorisé par les flux internationaux humains et de marchandises, et l'incarnation de la dépendance des peuples à la mondialisation. Notre indicateur montre un impact certain, et encore en cours, du coronavirus sur le jugement de la mondialisation par l'opinion française. En septembre 2020, lorsqu'on leur demande

de choisir entre les deux propositions suivantes, « la mondialisation est une menace » et « la mondialisation est une opportunité », une majorité des interrogés (60 %) choisit « la mondialisation est une menace », soit une hausse de 3 points (57 %) par rapport à la vague 2 (janvier 2020). Seul un tiers (34 %) des personnes interrogées considèrent la mondialisation comme « une opportunité », tandis qu'une proportion élevée choisit de ne pas répondre à la question (6 %).

En septembre 2020, la plupart (60%) des citoyens perçoit la mondialisation comme une menace

Question : « Laquelle des deux propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ? »

Base : selon les opinions sur la mondialisation (options de réponse : « la mondialisation est une opportunité » et « la mondialisation est une menace »).



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

* Données issues de l'enquête internationale, *Démocratie sous tension : une enquête planétaire*, sous la direction de Dominique Reynié, Fondation pour l'innovation politique, 2019 (www.fondapol.org/etude/enquete-planetaire-democraties-sous-tension-volume-i-les-enjeux/).

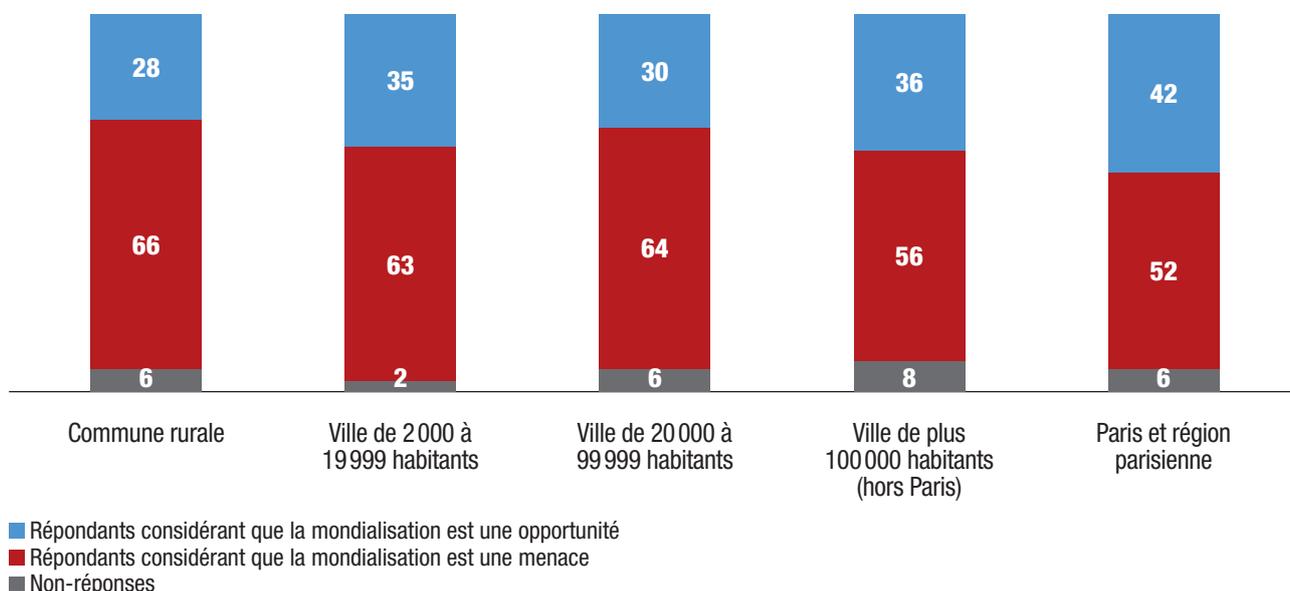
À l'exception des 18-24 ans, chez lesquels il est minoritaire (43 %), le sentiment de menace suscité par la mondialisation est ailleurs majoritaire : chez les 25-34 ans (56 %), les 35-49 ans (61 %), les 50-64 ans (65 %) et les plus de 65 ans (61 %). Le rapport à la mondialisation varie selon le niveau de diplôme mais il n'est cependant jamais très favorable.

On note certes que le sentiment de menace concerne les trois quarts (73 %) des personnes sans diplôme ou diplômées d'un BEPC, CAP ou BEP, celles disposant d'un diplôme supérieur à bac + 2 n'étant que 47 % à regarder la mondialisation comme une opportunité contre 46 % qui y voient une menace.

La globalisation inquiète particulièrement la France rurale

Question : « Laquelle des deux propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ? »

Base : selon les opinions sur la mondialisation (options de réponse : « la mondialisation est une opportunité » et « la mondialisation est une menace »).



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

L'hostilité à la mondialisation est largement plus répandue chez les sympathisants RN (81 %), les sympathisants PCF/LFI (67 %) et les personnes sans préférence partisane (64 %), mais elle reste majoritaire chez les proches de LR (54 %), du PS (53 %) et de EELV (52 %).

Parmi les sympathisants LREM, seuls 34 % jugent que « la mondialisation est une menace ». Ils sont les seuls à considérer majoritairement la mondialisation comme une opportunité (64 %).

La crainte de la globalisation est celle d'une France qui redoute davantage la délinquance, l'immigration et l'islam

Question : « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? »

Réponse : total (en premier, en deuxième et en troisième).

Base : selon les opinions sur la mondialisation (options de réponse : « la mondialisation est une opportunité » et « la mondialisation est une menace ») et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	La mondialisation est une opportunité	La mondialisation est une menace
Réduire le chômage	54	65	50
Réduire les inégalités sociales	41	44	41
Réduire le réchauffement climatique	35	41	32
Réduire l'immigration	37	24	46
Réduire la dette/le déficit de l'État	28	37	24
Réduire la délinquance	50	46	53
Réduire l'influence de l'islam	33	25	39

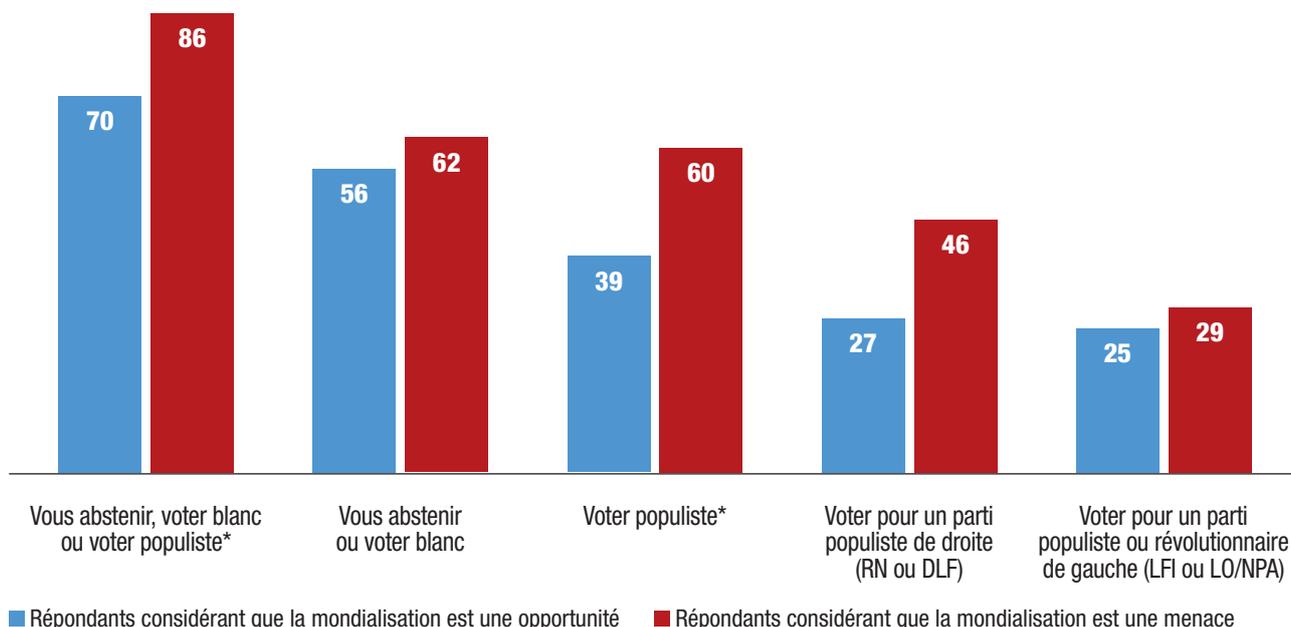
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Grille de lecture : parmi ceux qui estiment que la mondialisation est une opportunité, 65 % considèrent que la réduction du chômage devrait être l'une des priorités du gouvernement ; parmi ceux qui estiment que la mondialisation est une menace, 50 % considèrent que la réduction du chômage devrait être l'une des priorités du gouvernement.

La crainte de la mondialisation favorise la protestation électorale

Question : « oui, probablement » et « oui, certainement ».

Base : selon l'opinion vis-à-vis de la mondialisation (options de réponse : « la mondialisation est une opportunité » et « la mondialisation est une menace »).



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

* L'option « voter populiste » regroupe ici les personnes interrogées qui ont répondu qu'elles pourraient voter pour **au moins l'un des quatre partis populistes ou de la gauche révolutionnaire proposés** (RN, LFI, DLF, LO/NPA).

Les Français que la mondialisation inquiète seront plus nombreux à voter Marine Le Pen au second tour de la présidentielle

Question : « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Base : selon l'opinion vis-à-vis de la mondialisation (options de réponse : « la mondialisation est une opportunité » et « la mondialisation est une menace ») et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	La mondialisation est une opportunité	La mondialisation est une menace
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron	31	52	20
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen	25	13	33
« Certains » ou ont « de fortes chances » de s'abstenir	13	9	15
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter blanc	16	14	17
Ne savent pas à ce jour	13	11	14

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas dans ce tableau.

4. La défiance interpersonnelle est un facteur du vote protestataire de droite

S'agissant de la défiance à l'égard d'autrui ou défiance interpersonnelle, notre indicateur de la protestation électorale dresse le portrait d'une communauté où chacun est méfiant envers les autres. Quand on demande aux personnes interrogées de choisir si, de manière générale, « on peut faire confiance à la plupart des gens » ou si « on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », les trois quarts des Français interrogés (73 %) choisissent cette dernière option.

Le niveau de défiance est toujours plus élevé chez les femmes. Elles sont 77 % à répondre que l'« on est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », contre 69 % chez les hommes. Il est également plus élevé chez les moins de 35 ans (75 %) que chez les plus âgés (66 % des 65 ans et plus). Enfin, l'éducation joue également un rôle important : il existe une différence de 21 points entre les personnes non diplômées ou diplômées d'un BEPC-CAP-BEP et celles ayant un diplôme supérieur à bac + 2 (respectivement 82 % et 61%). Également, suivant les CSP, le pourcentage de défiance varie et passe de 81 % pour les CSP- à 68 % pour les CSP+.

Cette défiance envers autrui combine souvent un euroscepticisme et une opinion négative sur l'immigration. En effet, parmi les répondants considérant qu'on n'est jamais assez prudents quand on a affaire aux autres, les trois quarts (73 %) estiment que

« la plupart des immigrés ne partagent pas les valeurs de notre pays et cela pose des problèmes de cohabitation » (contre 39 % pour les personnes qui pensent qu'on peut faire confiance à la plupart des gens) et 70 % jugent que « pour notre pays, sur le plan économique, les immigrés sont plutôt un inconvénient car leur intégration coûte cher » (contre 38 % des personnes confiantes vis-à-vis d'autrui). Concernant l'Union européenne, à peine la moitié (48 %) des défiantes sont favorables à l'Union européenne (contre 70 % des confiants).

Mise en perspective avec l'élection présidentielle de 2022, la défiance interpersonnelle vient nourrir l'abstention et le vote blanc, ainsi qu'une disponibilité au vote RN¹⁴. En effet, au premier tour, plus d'un tiers des personnes estimant que « on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres » (36 %) répondent pouvoir voter pour un(e) candidat(e) du RN, soit 14 points de plus que les répondants qui pensent que l'« on peut faire confiance à la plupart des gens » (22 %). En revanche, la dynamique est inverse pour les partis populistes ou révolutionnaires de gauche puisque les électeurs défiantes à l'égard d'autrui sont moins nombreux que les confiants à envisager de voter pour LFI (21 % contre 29 %) ou LO/NPA (16 % contre 23 %).

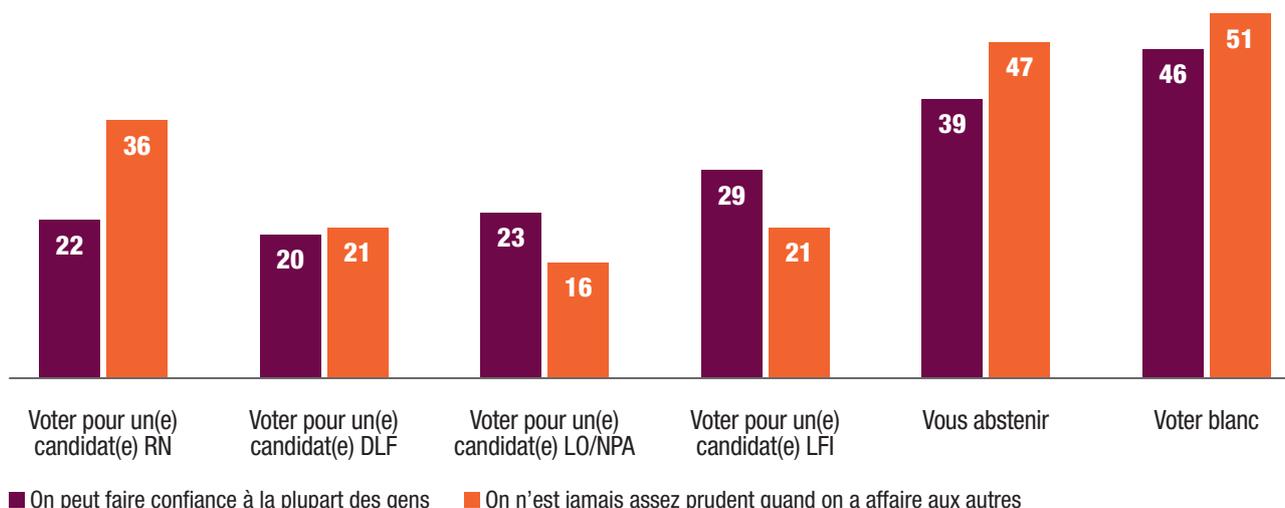
Dans l'hypothèse d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, les personnes défiantes sont partagées entre Marine Le Pen (28 %), Emmanuel Macron (28 %) et l'abstention ou le vote blanc (29 %).

La défiance interpersonnelle augmente la disponibilité au populisme de droite

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, probablement » et « oui, certainement ».

Base : selon les réponses à la question « D'une manière générale, vous diriez que... ? » (options de réponses : « on peut faire confiance à la plupart des gens » ou « on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres »).



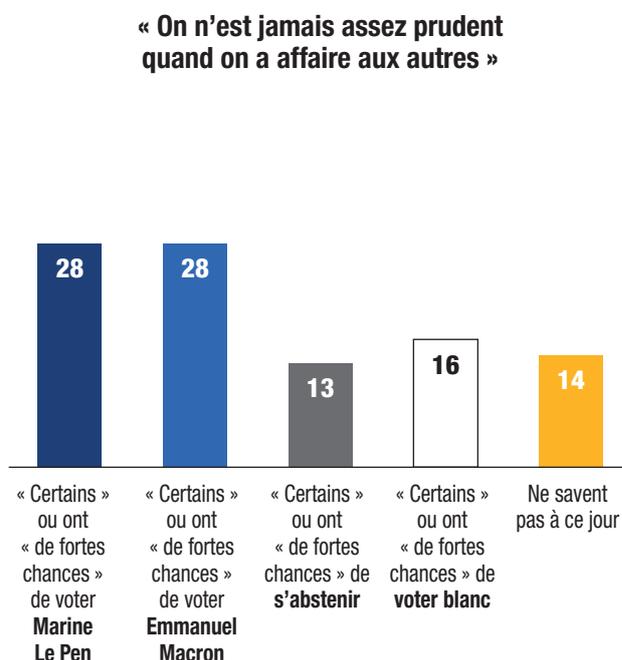
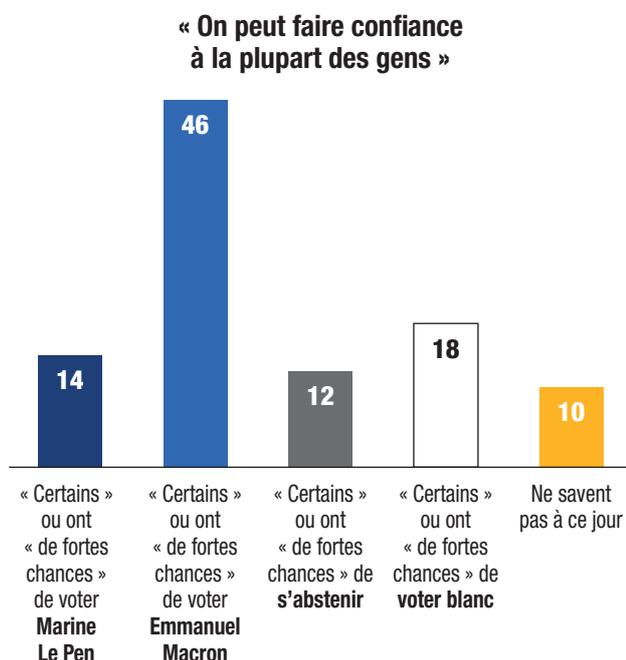
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

14. Concernant le lien entre défiance, à l'égard des institutions comme au sein de la société, et populisme, voir Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen et Martial Foucault, *Les Origines du populisme. Enquête sur un schisme politique et social*, Seuil, 2019 ; Ilvo Diamanti et Marc Lazar, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*, Gallimard, 2019 ; Dominique Reynié, *op. cit.*, Pluriel, 2013.

Au second tour, les électeurs défiants à l'égard d'autrui sont partagés entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen

Question : « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Base : selon les réponses à la question « D'une manière générale, vous diriez que... ? » (options de réponses : « on peut faire confiance à la plupart des gens » ou « on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres »).



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

S'agissant des inconnus et de l'entourage plus ou moins proche, 65 % des personnes interrogées ne font pas confiance aux gens avec lesquels ils échangent sur les réseaux sociaux, 64 % ne font pas confiance aux gens

qu'ils rencontrent pour la première fois, 30 % ne font pas confiance à leurs voisins, 28 % ne font pas confiance aux personnes avec lesquelles ils travaillent, mais seuls 6 % ne font pas confiance à leur famille.

La défiance interpersonnelle croît (janvier 2020-septembre 2020)

Question : « Pour chacun des groupes de personnes suivants, diriez-vous que vous leur faites tout à fait confiance, un peu confiance, pas beaucoup confiance ou pas du tout confiance ? »

Réponses : « pas beaucoup confiance » et « pas du tout confiance ».

Base : ensemble de l'échantillon.

	Janvier 2020	Septembre 2020
Les gens avec lesquels vous échangez sur les réseaux sociaux	62	65
Dans la vie, les gens que vous rencontrez pour la première fois	61	64
Vos voisins	32	30
Les gens qui travaillent avec vous	26	28
Votre famille	7	6

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Les résultats semblent porter la trace de la pandémie, de ses manifestations et de ses conséquences. On voit peut-être un effet du confinement dans le léger recul de la défiance envers les voisins, en quelque sorte rendus plus proches, tandis que le télétravail aurait éloigné ceux avec lesquels on se retrouve habituellement en « présentiel ». La dégradation de la confiance dans ceux avec lesquels on échange sur les réseaux sociaux pourrait provenir d'une intensification de ces échanges dans un contexte d'informations particulièrement préoccupantes,

surabondantes, incessamment changeantes et trop souvent incohérentes, voire contradictoires. Enfin, la hausse de la défiance envers les gens que l'on rencontre pour la première fois dans la vie, les inconnus, semble correspondre à une société préoccupée par les risques de contamination, que ce soit pendant le confinement, rendant les sorties exceptionnelles et supposées à risque, ou après le déconfinement, où la crainte d'un retour de la pandémie est évidemment restée très présente.

L'observation des résultats par le prisme de la proximité partisane montre que parmi les répondants proches du RN et, dans une moindre mesure, ceux qui n'ont pas de préférence partisane, plus nombreux sont ceux qui ne font pas confiance à leur entourage. Les écarts sont parfois très importants, par exemple pour la confiance

vis-à-vis des gens que l'on rencontre pour la première fois : 78 % des sympathisants RN ne leur font pas confiance, contre 64 % pour l'ensemble des répondants. On voit également que les sympathisants PCF/LFI ont, quant à eux, tendance à faire confiance, plus que la moyenne, à leur entourage.

Défiance interpersonnelle : les proches du RN et les « sans préférence partisane » sont les plus méfiants

Question : « Pour chacun des groupes de personnes suivants, diriez-vous que vous leur faites tout à fait confiance, un peu confiance, pas beaucoup confiance ou pas du tout confiance ? »

Réponses : « pas du tout confiance » et « pas beaucoup confiance ».

Base : selon la proximité partisane et ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	PCF/LFI	PS	EELV	LREM	LR	RN	Sans préférence partisane
Les gens avec lesquels vous échangez sur les réseaux sociaux	65	53	62	49	65	62	69	70
Dans la vie, les gens que vous rencontrez pour la première fois	64	58	60	59	55	68	78	68
Vos voisins	30	25	27	22	20	22	38	36
Les gens qui travaillent avec vous	28	15	19	15	16	27	41	34
Votre famille	6	1	7	4	4	2	10	7

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

5. Les femmes et les jeunes semblent offrir de nouveaux réservoirs à la protestation électorale

La disponibilité protestataire progresse chez les électrices...

Lors de la vague 1 (septembre 2019), 28 % des femmes disaient pouvoir voter pour un(e) candidat(e) RN au premier tour en 2022, contre 34 % des hommes, soit un écart de 6 points. Lors de la vague 2 (janvier 2020), l'écart s'est réduit de 4 points : la disponibilité à voter RN à la présidentielle concernait 30 % des femmes et 32 % des hommes. Lors de la vague 3 (septembre 2020), cette réduction de l'écart entre les femmes et les hommes se confirme, mais dans un contexte de poussée de la disponibilité du vote RN, chez les femmes (31 %) comme chez les hommes (34 %).

À l'inverse, la vague 1 montrait que la disponibilité à voter pour LFI au premier tour de la présidentielle était plus répandue chez les femmes (22 %) que chez les hommes (18 %). Là aussi le *gender gap* s'est réduit, mais dans un contexte de poussée populiste, puisque la vague 3 montre que 23 % des femmes et 24 % des hommes déclarent pouvoir voter pour un(e) candidat(e) LFI.

Dans la perspective du premier tour de l'élection présidentielle, la vague 3 confirme la plus grande disponibilité à l'abstention des femmes (49 %, contre 40 % pour les hommes) ou à voter blanc (54 % contre 44 %). Dans l'hypothèse d'un second tour opposant Emmanuel Macron et Marine Le Pen, le vote des femmes reste marqué par l'incertitude. Elles sont bien moins nombreuses que les hommes à envisager de voter pour Marine Le Pen (22 % contre 27 %), mais aussi pour Emmanuel Macron (30 % contre 34 %). Surtout, 17 % des femmes déclarent ne pas savoir à ce jour ce qu'elles feront en 2022, soit 8 points de plus que les hommes (9 %).

En cas d'un second tour Macron/Le Pen, les femmes sont moins nombreuses à vouloir voter pour cette dernière

Question : « Et, en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Base : selon le genre.

	Hommes	Femmes
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron	34	30
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen	27	22
« Certains » ou ont « de fortes chances » de s'abstenir	13	13
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter blanc	15	16
Ne savent pas à ce jour	9	17

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

On doit souligner la hausse d'un euroscepticisme féminin. En septembre 2020, seule 1 femme sur 2 (50 %) est favorable à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie (contre 56 % des hommes). Dans la vague 1 (septembre 2019), 54 % des femmes partageaient cette opinion (contre 56 % des hommes). L'écart entre les femmes et les hommes est plus fort encore s'agissant de l'euro : 48 % des femmes se disent favorable à la monnaie européenne, contre 59 % des hommes, soit 11 points d'écart. Ce sentiment eurosceptique ne se traduit pas nécessairement par une volonté de sortir de l'Union européenne. En septembre 2020, 17 % des femmes disent souhaiter sortir de l'Union européenne, une proportion stable vis-à-vis de nos données de janvier 2020 (17 %) mais en hausse par rapport à septembre 2019 (15 %). Une sensibilité accrue au discours eurosceptique de l'électorat féminin constituerait une réserve pour les candidatures populistes.

... et chez les plus jeunes électeurs

Les 18-24 ans sont une autre ressource importante du vote protestataire. Nos deux précédentes vagues (septembre 2019 et janvier 2020) montraient une jeunesse attirée, davantage que leurs aînés, par les partis populiste et révolutionnaires de gauche (LFI et LO/NPA) mais moins sensible aux discours des populismes de droite. Cet attrait atteint un pic en janvier 2020, dans un contexte marqué par une importante agitation sociale autour de la réforme des retraites. Plus d'un tiers (36 %) des 18-24 ans déclaraient qu'ils pourraient voter au premier tour de la présidentielle de 2022 pour un(e) candidat(e) LFI (soit 12 points de plus que la moyenne, 24 %) et 27 % pour un(e) candidat(e) LO/NPA (soit 8 points de plus que la moyenne, 19 %). Cette vague 2 (en janvier 2020), indiquait que les 18-24 ans étaient à peine moins susceptibles de voter pour un(e) candidat(e) RN (27 %, contre 31 % en moyenne).

Avec la vague 3 (septembre 2020), 35 % des 18-24 ans répondent pouvoir voter pour un(e) candidat(e) LFI et 27 % pour un(e) candidat(e) LO/NPA. Mais c'est à droite que la disponibilité à voter populiste progresse dans cette classe d'âge : un tiers des 18-24 ans (33 %) pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN, soit 6 points de plus par rapport à la vague 2 de janvier 2020 (27 %); plus d'un quart (26 %) pourraient voter pour un(e) candidat(e) DLF au premier tour en 2022, soit 5 points de plus qu'en janvier 2020 (21 %).

En septembre 2020, plus de la moitié des 18-24 ans (54 %) pourraient s'abstenir, soit une progression de 9 points par rapport à janvier 2020 (45 %). Concernant le vote blanc, 60 % des 18-24 ans répondent pouvoir y recourir, soit le même résultat que dans la vague 2 (janvier 2020), mais cela représente 9 points de plus par rapport au résultat (51 %) enregistré par la vague 1 (septembre 2019).

Pour nuancer l'interprétation de ces données, rappelons que 66 % des 18-24 ans estiment qu'il est « utile de voter, c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses », soit 6 points au-dessus de la moyenne (60 %), et en hausse de 3 points par rapport à janvier 2020 (63 %). De plus, l'électorat des 18-24 ans reste ouvert à la diversité des offres politiques dans la perspective du premier tour de l'élection présidentielle : 31 % sont disposés à voter pour un(e) candidat(e) LR (contre 36 % en moyenne), 35 % pour un(e) candidat(e) PS (contre 31 %), 36 % pour un(e) candidat(e) LREM (contre 34 %) mais, surtout, la moitié d'entre eux (52 %) seraient prêts à voter pour un(e) candidat(e) EELV, soit 10 points de plus que la moyenne (42 %). Par ailleurs, 15 % de cet électorat considèrent qu'ils pourraient voter pour chacun de ces quatre partis, contre 8 % en moyenne.

Enfin, lorsqu'on demande aux répondants d'indiquer selon eux laquelle des deux possibilités serait la plus importante pour eux dans le cadre d'un second tour où il s'agirait d'éviter la réélection d'Emmanuel Macron ou l'élection de Marine Le Pen, la majorité des 18-24 ans (55 %) répondent vouloir éviter l'élection de Marine Le Pen. Si ce chiffre s'inscrit dans la moyenne (53 %), il est en augmentation de 5 points par rapport à janvier 2020 (50 %).

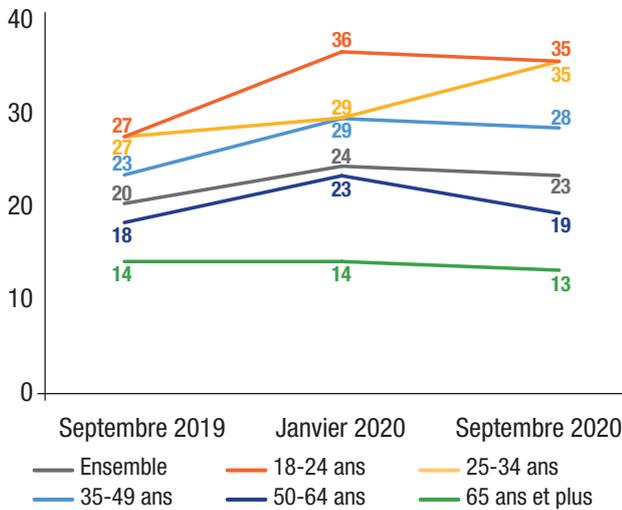
Évolution de la disponibilité au vote protestataire selon l'âge entre septembre 2019 et septembre 2020

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

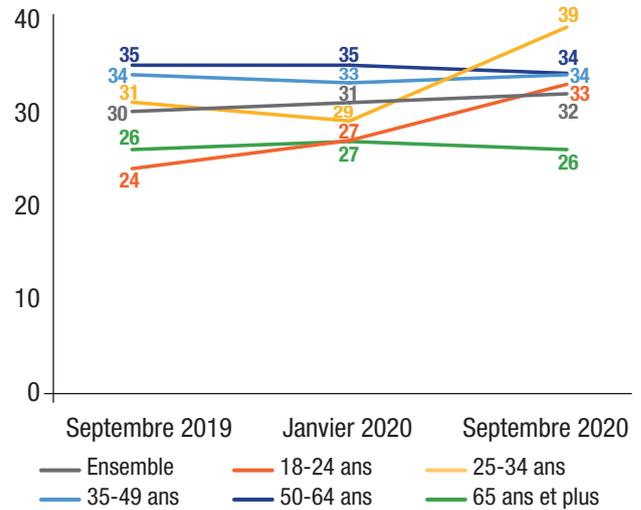
Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : selon l'âge et ensemble de l'échantillon.

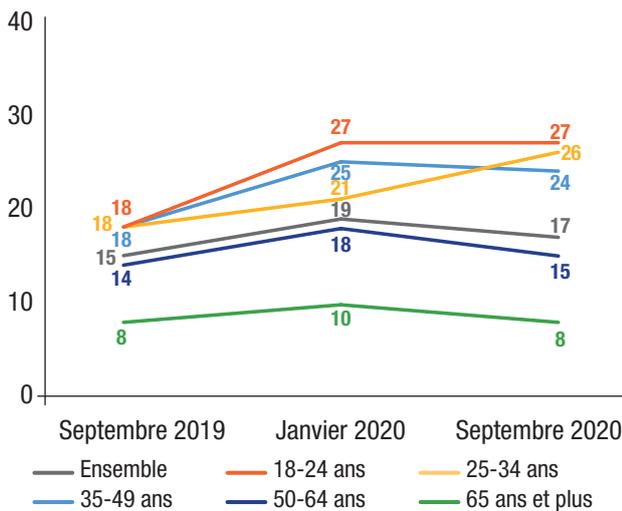
Voter pour un(e) candidat(e) LFI



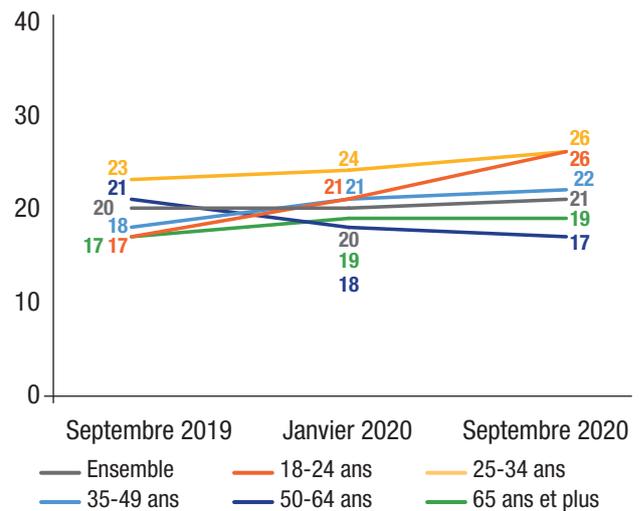
Voter pour un(e) candidat(e) RN



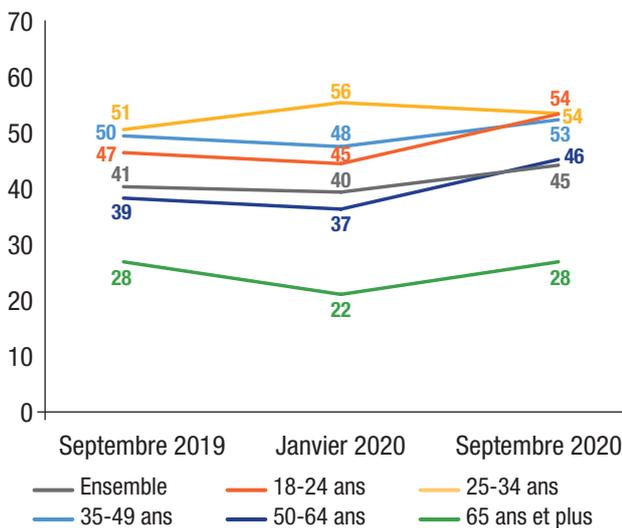
Voter pour un(e) candidat(e) LO/NPA



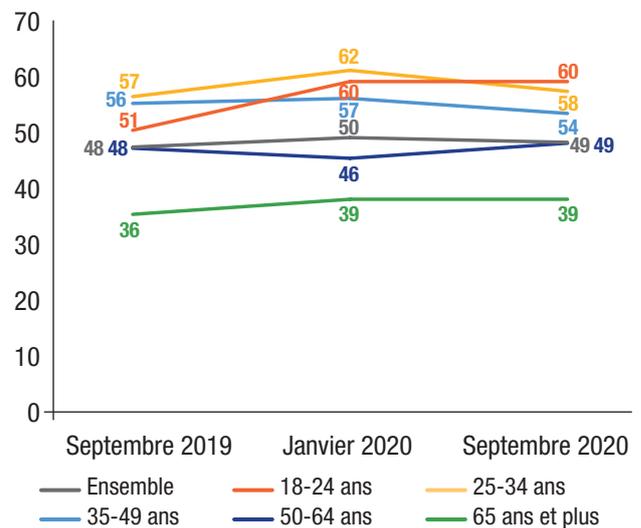
Voter pour un(e) candidat(e) DLF



Vous abstenir



Voter blanc



6. Les progrès de la protestation électorale n'épargnent pas les catégories supérieures

Au second tour de la présidentielle de 2017, les catégories socioprofessionnelles supérieures soutenaient largement Emmanuel Macron, notamment les professions intermédiaires, tandis que les ouvriers s'étaient tournés

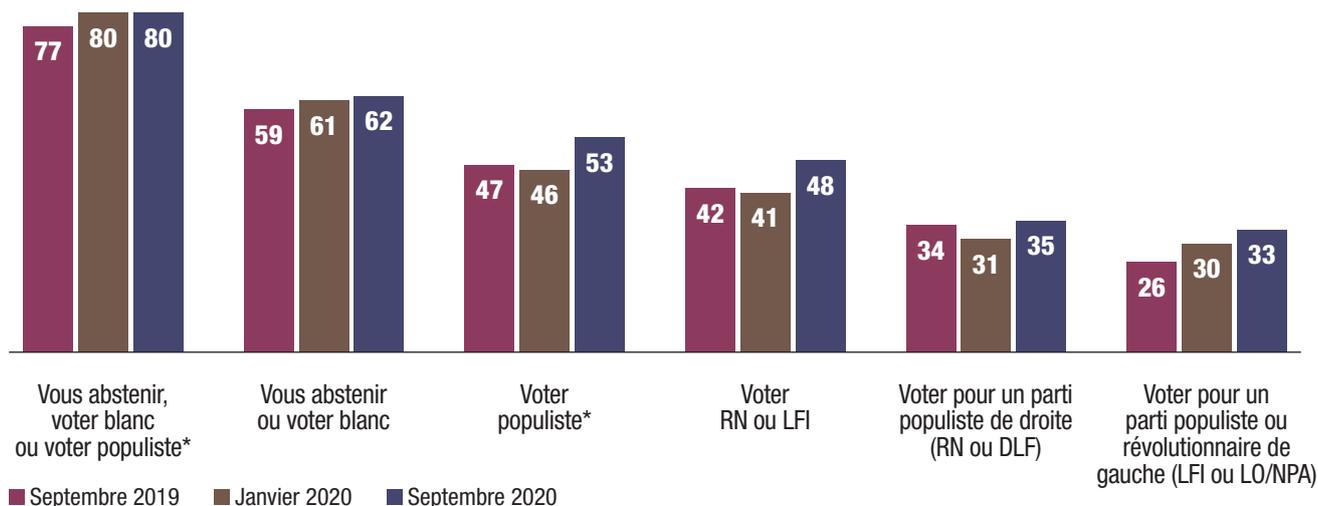
vers le vote Le Pen¹⁵. En septembre 2020, la situation paraît moins nette, au point de penser qu'une partie des CSP+, c'est-à-dire des artisans, des commerçants, des chefs d'entreprise, des cadres, des professions intellectuelles supérieures et des professions intermédiaires, semble disposée au vote protestataire en 2022.

La tentation protestataire des catégories supérieures

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires (CSP+).



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

* L'option « vote populiste » regroupe ici les personnes interrogées qui ont répondu qu'ils pourraient voter pour **au moins l'un des quatre partis populistes ou de la gauche révolutionnaire proposés** (RN, LFI, DLF, LO/NPA).

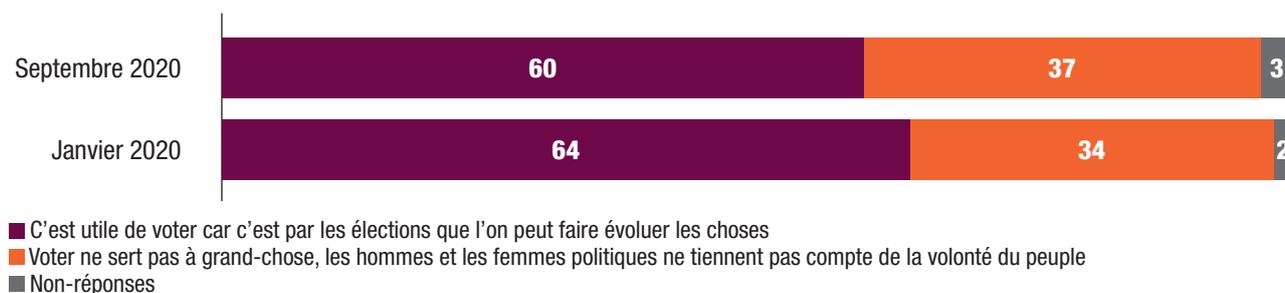
En un an, entre les vagues 1 (septembre 2019) et 3 (septembre 2020), la proportion de CSP+ qui déclarent pouvoir voter pour un(e) candidat(e) LFI au premier tour de l'élection présidentielle passe de 22 à 29% (+ 7 points). Dans une moindre mesure, les CSP+

sont aussi plus nombreux à dire qu'ils pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN (de 28 à 30%). Sur la même période, on observe que la disponibilité des CSP+ à s'abstenir au premier tour de 2022 augmente : on passe de 44 à 49%.

La perception de l'utilité du vote recule au sein des catégories supérieures

Question : « De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

Base : artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires (CSP+).



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

15. Voir Brice Teinturier, « 2nd tour présidentielle 2017 : sociologie des électors et profil des abstentionnistes », ipsos.com, 7 mai 2017 (www.ipsos.com/fr-fr/2nd-tour-presidentielle-2017-sociologie-des-electors-et-profil-des-abstentionnistes).

Dans l'hypothèse d'un second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, cette tentation protestataire chez les CSP+ demeure cependant relative, comme le montrent nos données de septembre 2020. Dans une telle perspective, plus d'un tiers (34 %) d'entre eux disent qu'ils sont « certains » ou qu'il y a « de fortes chances » qu'ils votent pour le président actuel, 20 % pour la leader du RN et 29 % s'abstiendraient ou voteraient blanc. Ces résultats sont stables par rapport à la vague 1 (septembre 2019). De plus, lorsqu'on demande aux répondants de choisir entre les deux options suivantes, « éviter l'élection de Marine Le Pen » ou « éviter la réélection d'Emmanuel Macron » au second tour en 2022, les CSP+ restent plus nombreux (58 %) que la moyenne (53 %) à vouloir faire barrage à Marine Le Pen. Par ailleurs, après une baisse significative enregistrée en janvier 2020 dans un contexte marqué par l'opposition à la réforme des retraites, la satisfaction à l'égard d'Emmanuel Macron au sein de ce groupe est revenue au même niveau qu'il y a douze mois : à la question « Êtes-vous très satisfait, assez satisfait, assez mécontent ou

très mécontent de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République ? », 38 % des CSP+ répondent qu'ils sont satisfaits (contre 32 % en janvier 2020).

Certes, les catégories socioprofessionnelles supérieures sont celles qui jugent le plus favorablement la façon dont les pouvoirs publics ont réagi face au coronavirus (43 % jugent la gestion satisfaisante, contre 39 % en moyenne), mais une majorité (55 %) exprime au contraire son mécontentement. Composantes des CSP+, les artisans, les commerçants, les chefs d'entreprise et les professions intermédiaires sont fortement impactés par les conséquences économiques de la crise sanitaire. L'évolution de leur situation sera donc déterminante pour la présidentielle de 2022.

Pour les CSP+, la sécurité constituera aussi un enjeu clé. En effet, si chez les CSP+ le chômage est le plus souvent cité (55 %) parmi les trois problèmes que le gouvernement devrait traiter en priorité, la lutte contre la délinquance a pris une importance considérable, avec un bond de 18 points entre septembre 2019 et septembre 2020, passant de 31 à 49 %.

Les Français placent la lutte contre le chômage et la lutte contre la délinquance en priorité

Question : « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? »

Réponse : total (en premier, en deuxième et en troisième).

Base : selon la profession.

	CSP+			CSP-		
	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020
Réduire le chômage	54	57	55	52	51	53
Réduire les inégalités sociales	50	54	41	51	49	41
Réduire le réchauffement climatique	42	44	40	41	35	35
Réduire l'immigration	33	28	30	43	44	40
Réduire la dette/le déficit de l'État	39	35	29	33	32	27
Réduire la délinquance	31	30	49	36	33	47
Réduire l'influence de l'islam	31	26	29	29	31	31

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les CSP+ comprennent les artisans, les commerçants, les chefs d'entreprise, les cadres, les professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires. Les CSP- comprennent les employés et les ouvriers.

1. Les préoccupations suscitées par le coronavirus affecteront l'élection présidentielle

En septembre 2020, 59 % des personnes interrogées estiment que la crise du coronavirus a été mal gérée par le gouvernement. Parmi eux, un quart (25 %) trouvent même que la crise a été « très mal » gérée. La proximité partisane joue un rôle important dans l'évaluation des pouvoirs publics face à la pandémie. Parmi les électeurs proches de LREM, seuls 10 % considèrent que la crise a

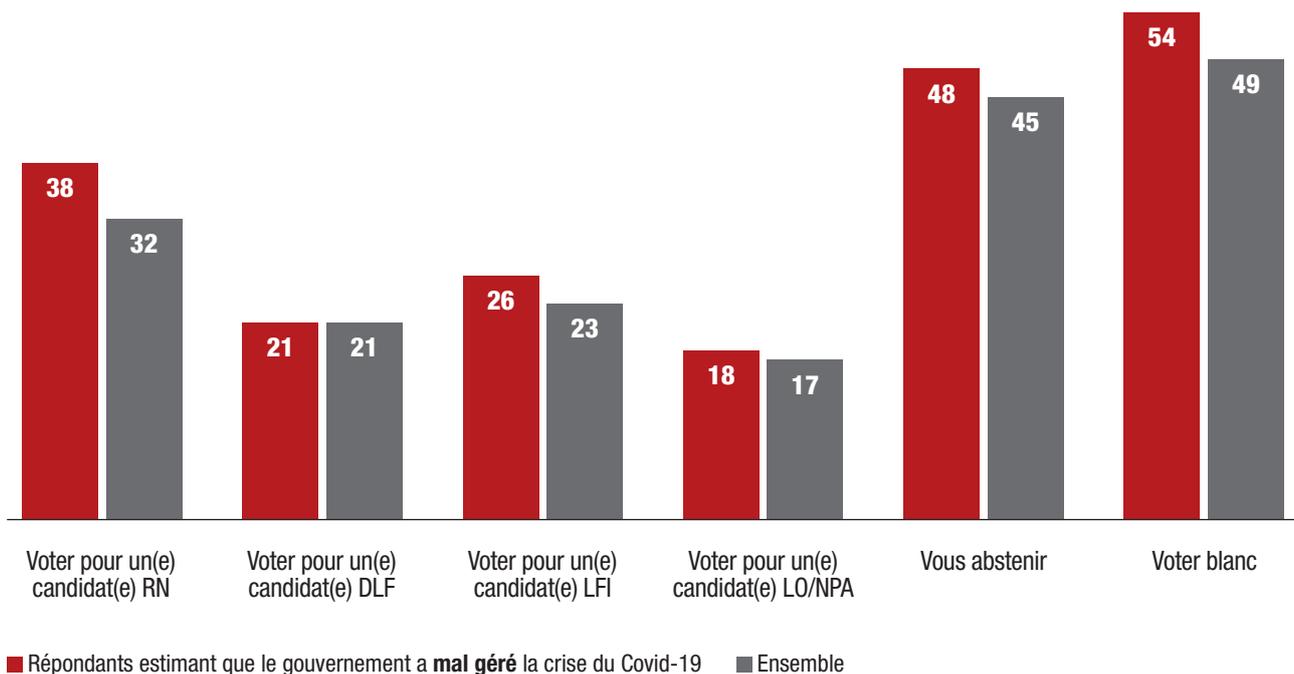
été mal gérée. Ce jugement négatif grimpe à 54 % chez les proches du PS et à 58 % chez les proches de LR. C'est aux extrêmes que la réprobation est la plus répandue : 80 % des proches de LFI et 78 % du RN estiment que le gouvernement a mal géré la crise sanitaire. Les répondants sans préférence partisane déclarée sont 64 % à partager ce jugement.

L'insatisfaction à l'égard de la gestion de la crise sanitaire favorise le vote protestataire

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : répondants estimant que le gouvernement a « plutôt mal » ou « très mal » géré la crise du Covid-19 en France et ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Marine Le Pen paraît en mesure de capter davantage de voix que ses concurrents aux deux extrémités de la sensibilité suscitée par la crise sanitaire : 26 % des personnes qui se disent « très inquiètes » face au Covid-19

sont « certaines » ou ont « de fortes chances » de voter pour la leader du RN au premier tour, mais il en va de même (25 %) pour les personnes qui, à l'opposé, se disent « pas du tout inquiètes ».

Au premier tour, le potentiel électoral de Marine Le Pen est plus fort à la fois chez les personnes que le virus inquiète le plus et chez celles que le virus inquiète le moins

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

Base : répondants « très inquiets » et « pas du tout inquiets » par rapport au Covid-19 et ensemble de l'échantillon.

	Très inquiets	Ensemble	Pas du tout inquiets
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Marine Le Pen	26	18	25
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Emmanuel Macron	11	16	11
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Jean-Luc Mélenchon	10	8	15

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux ne font pas 100 % car les personnes interrogées sont invitées à se prononcer sur chaque candidat(e) et non pas à choisir parmi eux.

L'évaluation de la gestion de la crise sanitaire déterminera aussi le second tour de l'élection présidentielle

Question : « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Base : répondants « très inquiets » et « pas du tout inquiets » par rapport au Covid-19 et ensemble de l'échantillon.

	Très inquiets	Ensemble	Pas du tout inquiets
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Emmanuel Macron	21	31	17
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Marine Le Pen	36	25	30
« Certains » ou ont « de fortes chances » de s'abstenir	13	13	20
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter blanc	17	16	24
Ne savent pas à ce jour	11	13	9

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas dans ce tableau.

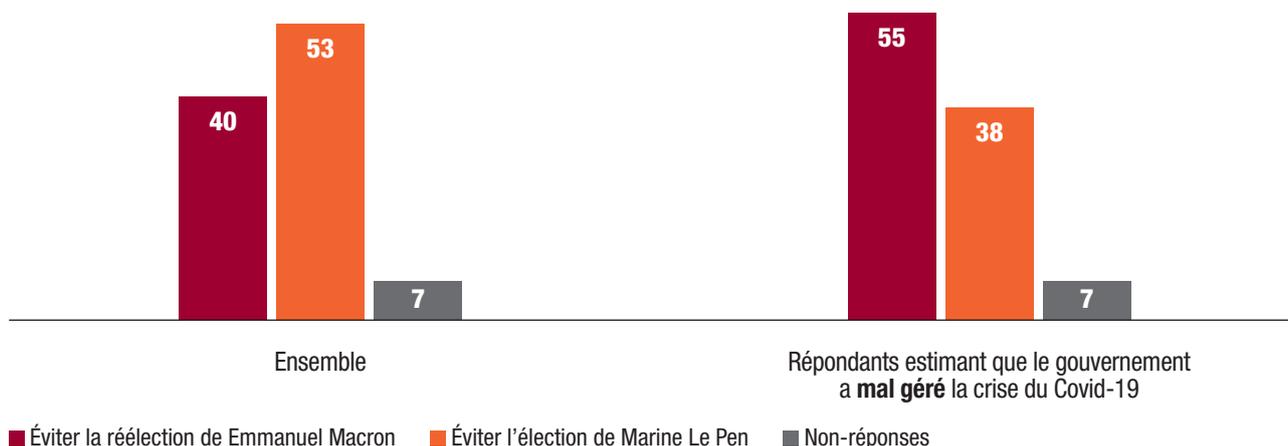
L'évaluation de gestion de la crise sanitaire sera un moteur du comportement protestataire en 2022. En cas de second tour opposant le président à Marine Le Pen, une majorité (55 %) des répondants estimant que le gouvernement a mal géré la crise du Covid-19 souhaite « éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République », soit 15 points de plus que

l'ensemble des personnes interrogées (40 %). Parmi ceux qui trouvent que le gouvernement a mal géré la crise, 38 % répondent vouloir avant tout « éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République », contre 53 % pour l'ensemble de l'échantillon (7 % n'ont pas répondu).

Le sentiment d'une mauvaise gestion de la crise du Covid-19 nourrit le vote contre Emmanuel Macron

Question : « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

Base : répondants estimant que le gouvernement avait « plutôt mal » ou « très mal » géré la crise du Covid-19 en France et ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Aucun parti n'est crédité d'une plus grande compétence pour gérer cette crise

Malgré le jugement plutôt négatif porté sur la façon dont le gouvernement a géré la crise, peu d'électeurs estiment que d'autres partis auraient fait mieux. Le score le plus haut est de 12 %, au profit du RN. Une nette majorité des personnes interrogées estime que le PS (67 %) comme le LR (70 %) n'auraient « ni mieux ni moins bien » géré la crise. Seul 25 % des répondants proches du PS jugent que leur parti aurait fait mieux, et près des trois quarts (72 %) qu'il n'aurait fait « ni mieux ni moins bien ». Les sympathisants LR sont plus nombreux (39 %) à estimer

que leur parti aurait fait mieux. À noter que le RN bénéficie d'une crédibilité significative auprès de ses sympathisants, puisqu'une majorité d'entre eux (58 %) pensent que leur parti aurait mieux géré la crise sanitaire que le gouvernement actuel. On retrouve cette même confiance pour LFI chez les proches du PCF/LFI (60 %). Il n'en demeure pas moins que LFI est considéré, avec LO et NPA, comme l'un des partis qui aurait le moins bien géré la crise. Un tiers (34 %) des répondants estiment que LFI aurait fait « moins bien » que le gouvernement actuel si le parti était au pouvoir (37 % pour LO et 36 % pour NPA).

Pour l'opinion, aucun parti n'aurait fait mieux que le gouvernement dans la crise sanitaire

Question : « Voici une liste de partis politiques. Pour chacun d'entre eux, s'il était au pouvoir, dites si vous pensez qu'il aurait fait mieux, moins bien ou ni mieux ni moins bien que le gouvernement actuel dans la gestion de la crise du Covid-19 en France ? »

Base : ensemble de l'échantillon.

	Mieux	Ni mieux ni moins bien	Moins bien
Le Rassemblement national (RN)	12	51	33
Europe Écologie-Les Verts (EELV)	10	62	24
Les Républicains (LR)	9	70	16
La France insoumise (LFI)	8	54	34
Parti socialiste (PS)	7	67	22
Debout la France ! (DLF)	6	58	32
Parti communiste français (PCF)	5	58	33
Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)	5	55	36
Lutte ouvrière (LO)	5	54	37

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas dans ce tableau.

Les « antivax » : un potentiel protestataire

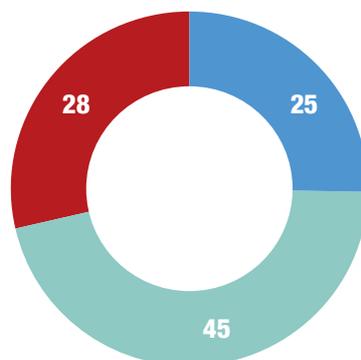
L'une des questions à venir est celle d'un vaccin contre le coronavirus. Selon nos données, 70 % des personnes interrogées se disent prêtes à recevoir le vaccin qui aura

été approuvé par les autorités sanitaires françaises, tandis que près de 28 % des répondants s'y refusent.

Une majorité (70 %) accepterait d'être vaccinée contre le Covid-19, tandis qu'une forte minorité (28 %) dit s'y refuser

Question : « Quand un vaccin contre le Covid-19 sera découvert et approuvé par les autorités sanitaires françaises, vous ferez-vous vacciner ? »

Base : ensemble de l'échantillon.



■ Oui, dès que ça sera possible ■ Oui, mais j'attendrai quelque temps ■ Non, je ne le ferai pas

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Le profil de ceux qui assurent refuser ce vaccin, parfois appelés « antivax », fait apparaître un groupe qui semble se délier du système démocratique : 52 % des « antivax » trouvent que « voter ne sert pas à grand-chose », tout comme 60 % des gens qui ne se feront pas vacciner estiment que le meilleur système politique en France serait celui dans lequel « les citoyens décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays ».

L'opposition à la vaccination est fortement affectée par la manière dont les électeurs s'informent. Près de la moitié (46 %) des personnes qui s'informent à partir des nouveaux médias (réseaux sociaux, blogs et

forums, YouTube) envisagent de ne pas se faire vacciner, contre 26 % de ceux qui s'informent à partir des médias traditionnels (télévision, radio, journaux papier ou en ligne). On sait la perméabilité accrue des contenus sur Internet aux *fake news*¹⁶ et aux théories complotistes, particulièrement prolifères en matière de vaccination.

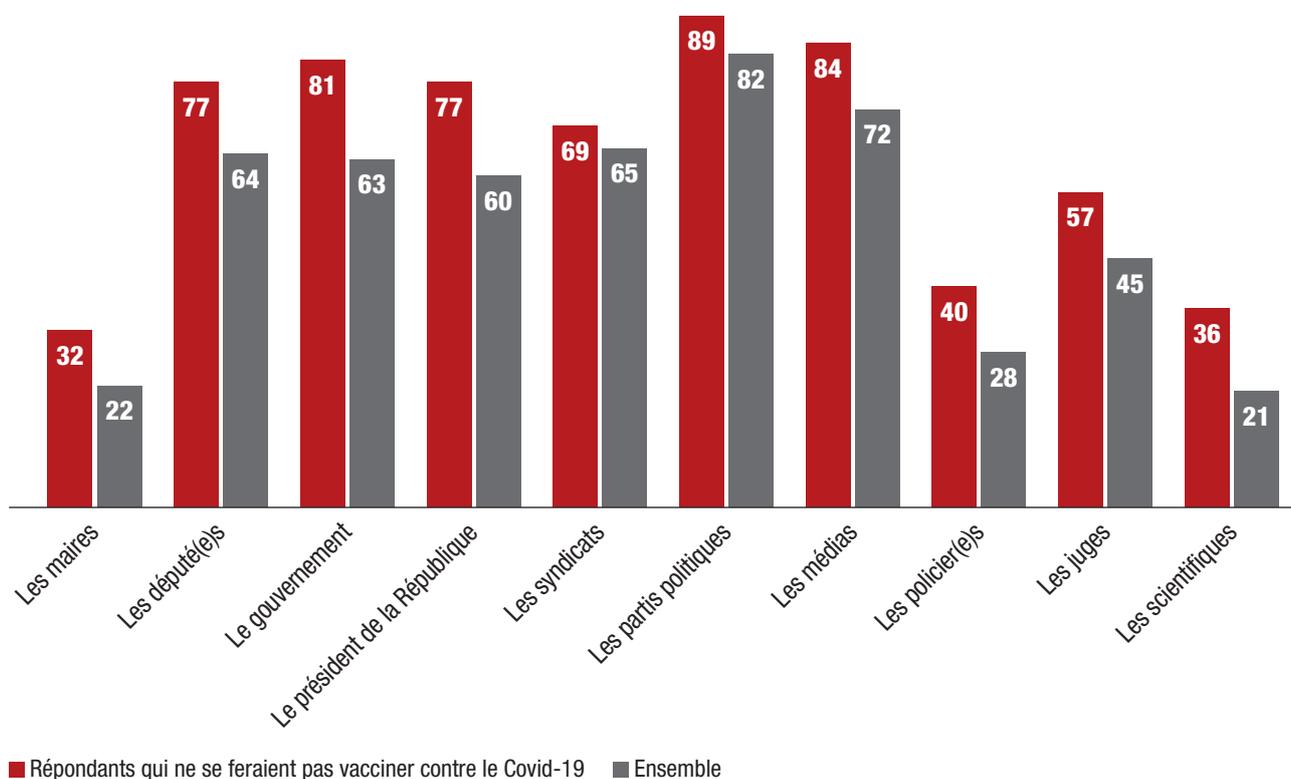
Politiquement, les « antivax » se situent à la fois aux extrémités et chez les citoyens détachés de la vie électorale : 32 % des électeurs ayant voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour en 2017, 33 % des personnes s'étant abstenu ou ayant voté blanc et 37 % de ceux ayant voté pour Marine Le Pen disent qu'ils ne se feront pas vacciner.

La défiance des « antivax » à l'égard des institutions est plus forte que l'ensemble des Français

Question : « Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans les personnes ou les institutions suivantes ? »

Réponses : « plutôt pas confiance » et « pas du tout confiance ».

Base : répondants qui ne se feraient pas vacciner contre le Covid-19 et ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Grille de lecture : parmi ceux qui disent qu'ils ne se feraient pas vacciner contre le Covid-19, 32 % ne font pas confiance aux maires, contre 22 % pour l'ensemble de l'échantillon.

Dans la perspective de 2022, les « antivax » ont un potentiel de protestation électorale sensiblement plus élevé que la moyenne. Au premier tour, 87 % pourraient opter pour au moins l'un des comportements protestataires retenus, contre 79 % en moyenne.

Ce potentiel s'exprime particulièrement à travers une volonté de voter pour un parti populiste de droite (44 % pourraient voter pour le RN et/ou DLF, contre 38 % en moyenne).

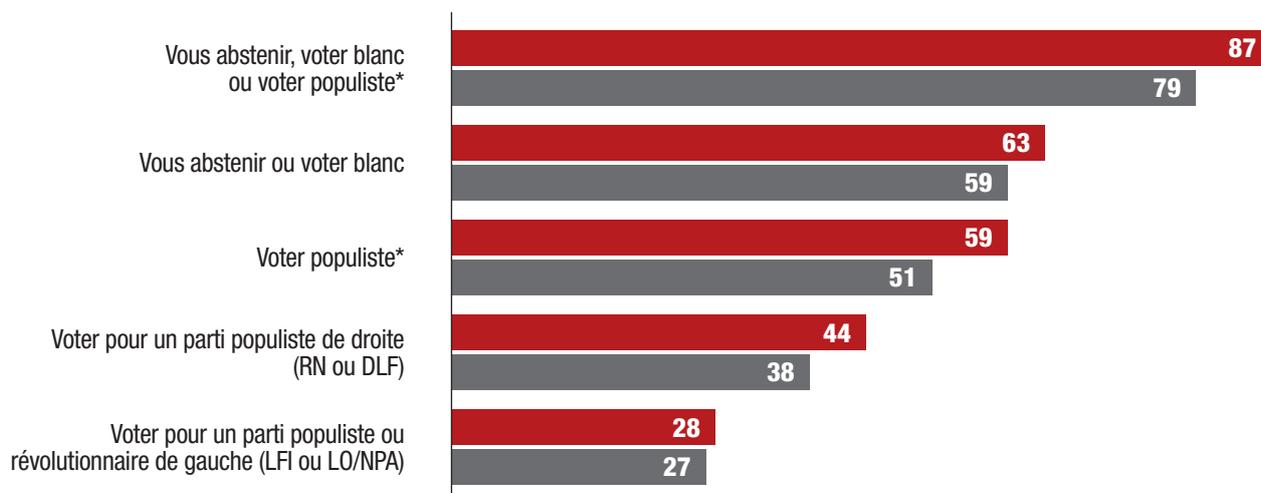
16. Voir Farid Gueham, *Le Fact-Checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie*, Fondation pour l'innovation politique, juillet 2017 (www.fondapol.org/etude/farid-gueham-le-fact-checking-une-reponse-a-la-crise-de-linformation-et-de-la-democratie/).

Les « antivax » sont plus disponibles pour le vote protestataire

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : répondants qui ne se feraient pas vacciner contre le Covid-19 et ensemble de l'échantillon.



■ Répondants qui ne se feraient pas vacciner contre le Covid-19 ■ Ensemble

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

* L'option « voter populiste » regroupe ici les personnes interrogées qui ont répondu qu'elles pourraient voter pour **au moins l'un des quatre partis populistes ou de la gauche révolutionnaire proposés** (RN, LFI, DLF, LO/NPA).

Le profil des « antivax »

Question : « Quand un vaccin contre le Covid-19 sera découvert et approuvé par les autorités sanitaires françaises, vous ferez-vous vacciner ? »

Base : ensemble de l'échantillon.

	Oui, dès que ça sera possible	Oui, mais j'attendrai quelque temps	Non, je ne le ferai pas
Ensemble	25	45	28
Genre			
Femmes	19	46	33
Hommes	32	44	22
Âge			
18-24 ans	19	45	33
25-34 ans	18	37	40
35-49 ans	17	47	34
50-64 ans	22	50	27
65 ans et plus	41	43	15
Catégories professionnelles			
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	24	32	36
Cadres, professions intellectuelles supérieures	27	43	27
Professions intermédiaires	18	49	30
Employés	17	48	34
Ouvriers	20	41	36
Chômeurs	15	45	39
Lycéens, étudiants	24	47	26
Retraités	39	45	15
Hommes/femmes au foyer	19	41	38
Proximité partisane			
PCF/LFI	25	46	29
PS	33	49	17
EELV	21	56	22
LREM	46	41	12
LR	31	46	23
RN	24	38	38
Image des Gilets jaunes			
Positive	20	43	37
Négative	31	47	21

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas dans ce tableau.

2. LR et PS : des électorats en déshérence

Notre indicateur permet de mesurer l'évolution des comportements électoraux envisagés par les électeurs se disant proches du PS ou de LR. Pour le premier tour de la présidentielle de 2022, ces électorats paraissent imprévisibles, leurs préférences oscillant entre abstention, indécision, tentation populiste et soutien à la majorité actuelle. Ainsi, entre janvier et septembre 2020 (vagues 2 et 3), la propension à s'abstenir augmente de 8 points (de 33 à 41 %) chez les sympathisants PS et de 10 points (de 26 à 36 %) chez les sympathisants LR.

Par ailleurs, ces électorats restent ouverts au vote populiste : 29 % des sympathisants PS pourraient voter pour un(e) candidat(e) LFI et 40 % des proches du LR pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN.

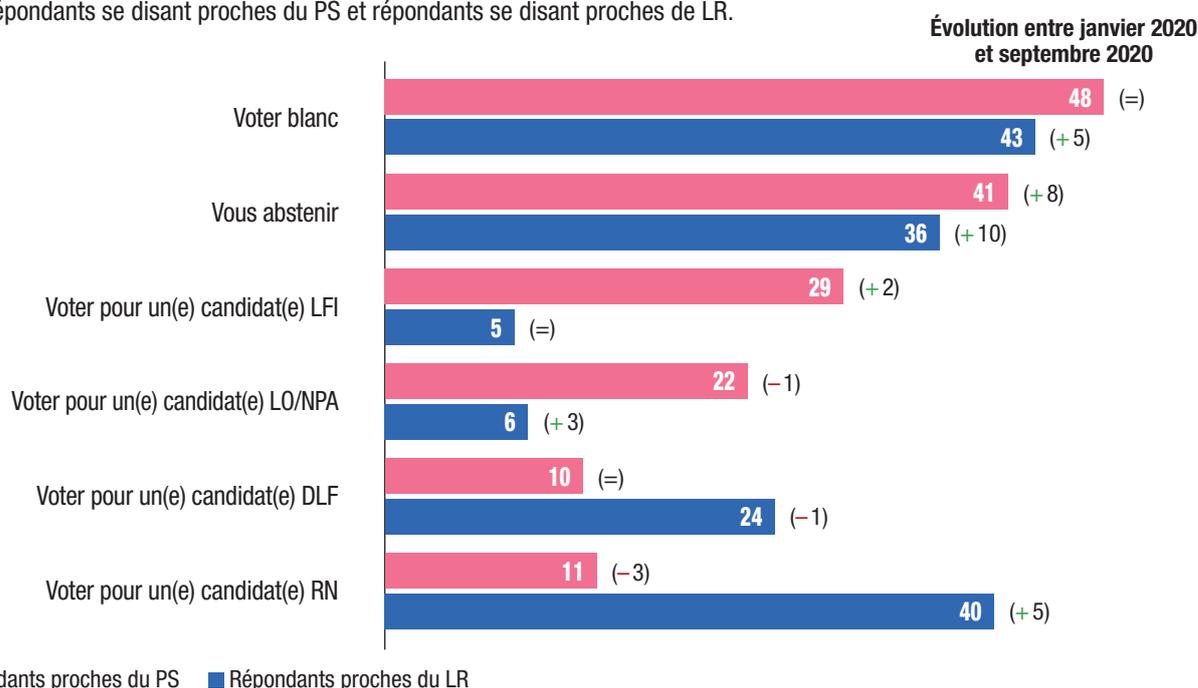
Ces résultats demeurent partiellement imputables au fait que, en septembre 2020, il n'y a pas de figure clairement déclarée pour représenter la droite LR et la gauche PS. Or la quasi-totalité des proches du PS (93 %) et de LR (97 %) se disent prêts à voter pour un(e) candidat(e) de leur parti au premier tour en 2022.

Les sympathisants LR sont plus disposés à voter RN que les sympathisants PS à voter LFI

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : répondants se disant proches du PS et répondants se disant proches de LR.



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Dans le cadre d'un second tour qui opposerait Emmanuel Macron à Marine Le Pen, des évolutions significatives apparaissent entre les vagues 2 (janvier 2020) et 3 (septembre 2020). Les électeurs proches du PS et de LR sont plus nombreux à dire être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron : plus 13 points chez les proches du PS (de 36 à 49 %) et plus 11 points pour les sympathisants LR (de 29 à 40 %). Il s'agit, semble-t-il, d'un revirement de ceux qui envisageaient de s'abstenir ou de voter blanc et d'une large partie des électeurs déclarant ne pas savoir ce qu'ils feront : chez les sympathisants PS, l'abstention et le vote blanc passent de 36 à 30 % et l'indécision de 16 à 10 % ; chez les proches de LR, on passe de 29 à 23 % pour l'abstention et le vote blanc, et de 16 à 14 % pour les indécis. On peut faire l'hypothèse que ce mouvement est dû, au moins en partie, à une perception plus favorable de la gestion de crise par le gouvernement : 46 % des sympathisants PS et 42 % des sympathisants LR

considèrent que les pouvoirs publics ont bien géré la crise sanitaire, contre 39 % en moyenne. Mais, on le voit, ce jugement positif reste fragile et son avenir est incertain. La vague 3 nous permet de voir que ces deux électorats sont aussi plus satisfaits de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République (39 % chez les sympathisants PS et 41 % pour LR) que la moyenne des Français (35 %) ; la situation s'est nettement améliorée par rapport à la vague 2 de janvier 2020, lorsque 24 % des sympathisants PS et 33 % des sympathisants LR déclaraient être satisfaits du président (contre 29 % en moyenne). Entre les vagues 2 et 3, l'hypothèse d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen devient plus favorable à Emmanuel Macron : 72 % des sympathisants PS (contre 64 % en janvier 2020) et 59 % des proches de LR (contre 55 % en janvier 2020) estiment que le plus important serait d'« éviter l'élection de Marine Le Pen » (plutôt que d'« éviter la réélection d'Emmanuel Macron »).

A *contrario*, entre les vagues 1 (septembre 2019) et 3 (septembre 2020), on observe un processus de solidification d'une fraction de l'électorat se disant « certains » ou ayant « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen dans le cadre d'un second tour l'opposant

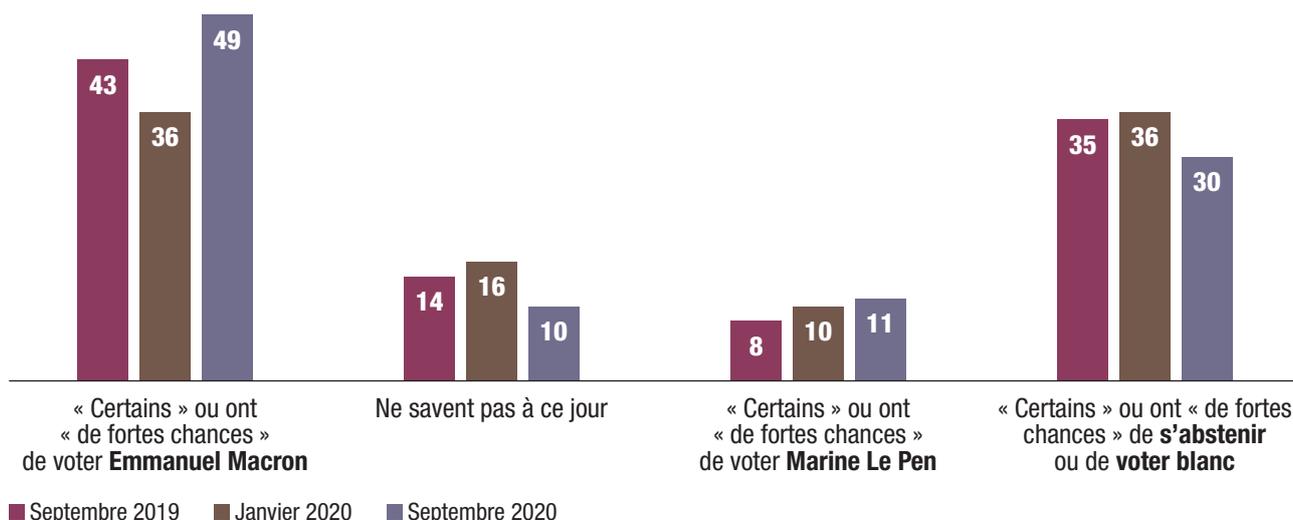
à Emmanuel Macron : parmi les répondants proches de LR, cette proportion passe de 21 à 23%, après un pic (26%) en janvier 2020. Parmi les sympathisants PS, sur la même période, on passe de 8 à 11%.

La proportion des sympathisants PS projetant de voter Emmanuel Macron en 2022 est en hausse

Question : « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Base : répondants se disant proches du PS.

Répondants proches du PS



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

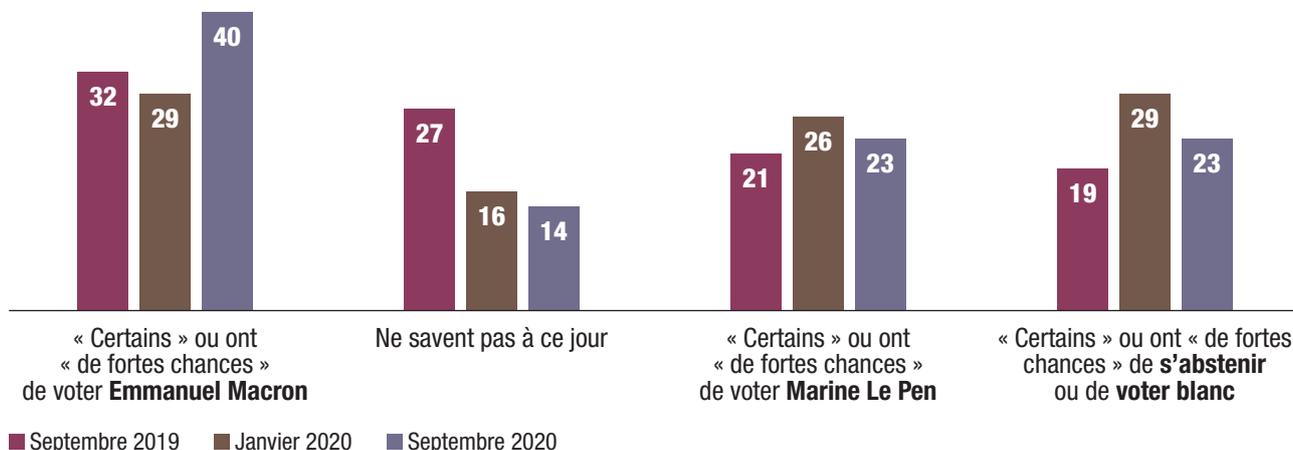
Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

La proportion des sympathisants LR projetant de voter Emmanuel Macron en 2022 augmente également

Question : « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Base : répondants se disant proches de LR.

Répondants proches du LR



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

3. L'attachement à l'Europe limite l'horizon populiste

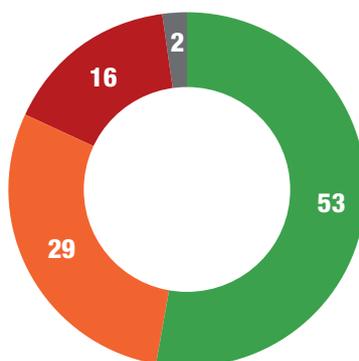
La vague 3 (septembre 2020) confirme l'attachement des électeurs à l'Europe et à l'euro : 80 % souhaitent que la France reste dans l'Union européenne.

Une minorité stable (17 %, contre 18 % en janvier 2020) de personnes interrogées souhaite que la France quitte l'Union européenne.

La plupart des Français veulent conserver l'euro

Question : « Concernant l'euro, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

Base : ensemble de l'échantillon.



- Je suis favorable à l'euro
- Je ne suis pas favorable à l'euro mais je ne souhaite pas qu'on quitte l'euro pour revenir au franc, ce qui est fait est fait
- Je ne suis pas favorable à l'euro et je souhaite que l'on quitte l'euro pour revenir au franc
- Non-réponses

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

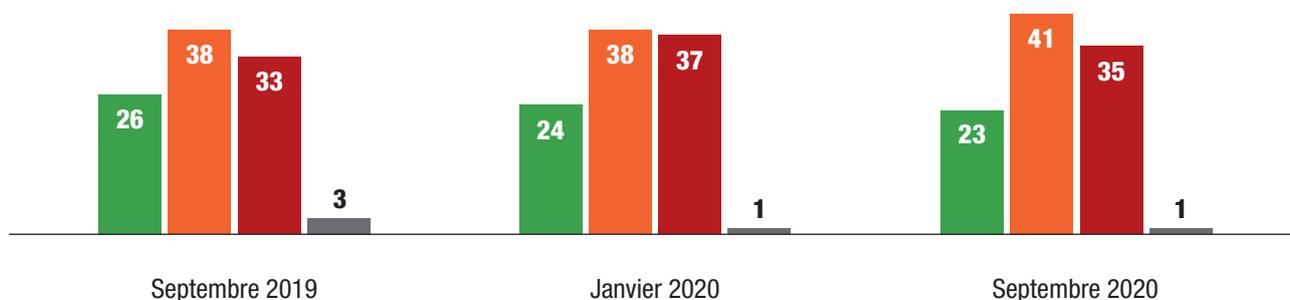
On retrouve cet attachement au sein des électors de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon. Les populismes se heurtent ainsi à l'europanisation de leurs propres électors, qui les contraignent dans l'expression de leur euroscepticisme. Les leaders populistes parviennent d'autant moins à proposer un discours convaincant que l'Union européenne semble se renforcer dans l'opinion.

Les deux tiers (64 %) des électeurs de Marine Le Pen au premier tour en 2017 ne souhaitent pas abandonner l'euro. Pour Jean-Luc Mélenchon, l'évolution est significative : on observe une hausse de 8 points (de 79 % en janvier 2020 à 87 % en septembre 2020) chez ses électeurs qui souhaitent conserver l'euro, et une baisse de 7 points (de 19 à 12 %) chez ceux qui se disent favorables à un retour au franc.

Les électeurs de Marine Le Pen souhaitent conserver l'euro...

Question : « Concernant l'euro, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

Base : répondants ayant voté pour Marine Le Pen au premier tour en 2017.



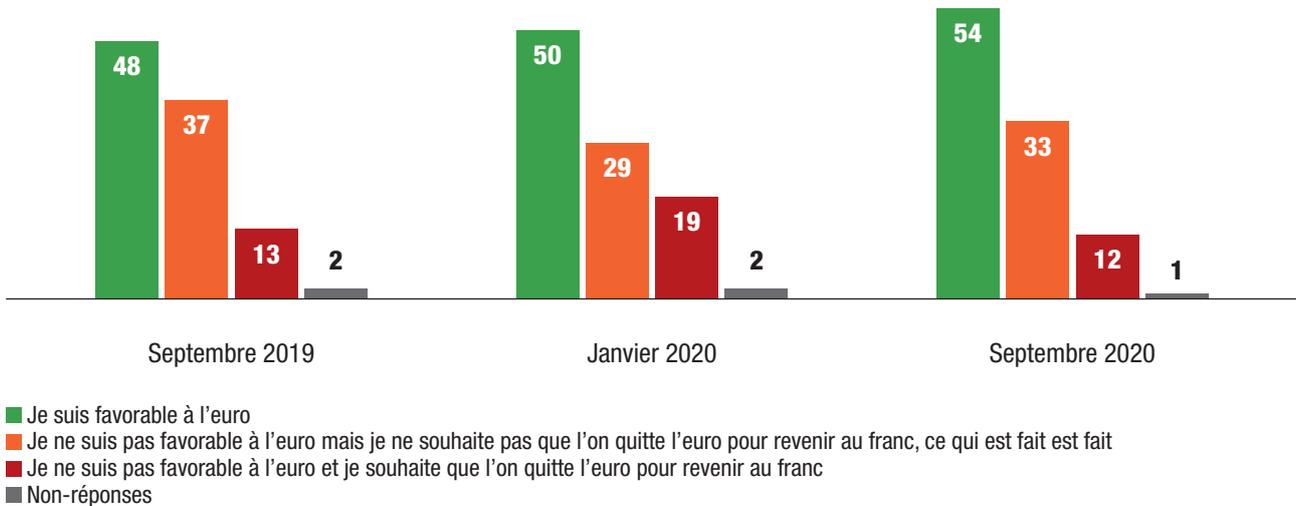
- Je suis favorable à l'euro
- Je ne suis pas favorable à l'euro mais je ne souhaite pas qu'on quitte l'euro pour revenir au franc, ce qui est fait est fait
- Je ne suis pas favorable à l'euro et je souhaite que l'on quitte l'euro pour revenir au franc
- Non-réponses

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

... Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon souhaitent aussi conserver l'euro

Question : « Concernant l'euro, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

Base : répondants ayant voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour en 2017.



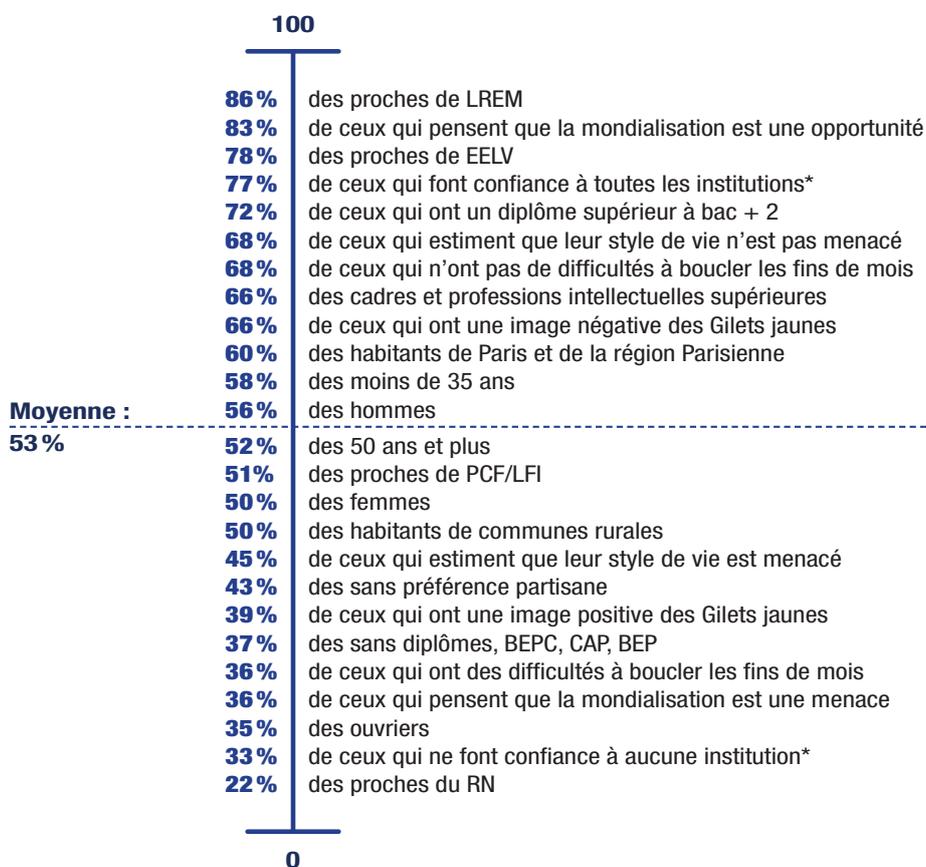
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Le profil des personnes favorables à l'Union européenne

Question : « Concernant l'Union européenne, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

Réponse : « je suis favorable à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie ».

« Je suis favorable à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie »



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Grille de lecture : 86% des proches de LREM sont favorables à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie.

* Nous avons interrogé les répondants sur la confiance qu'ils accordent aux personnes et institutions suivantes : les maires, les député(e)s, le gouvernement (les ministres et le Premier ministre), le président de la République, les syndicats, les partis politiques et les médias (ne sont pas pris en compte les policier(e)s, les juges et les scientifiques).

4. L'usure des leaders populistes est toujours à l'œuvre

Les deux leaders populistes suscitent, à l'instar du reste de la classe politique, un sentiment de lassitude ou d'usure au sein des électeurs, qui en viennent à souhaiter voir émerger de nouvelles candidatures.

Concernant Jean-Luc Mélenchon, 40 % des personnes interrogées souhaitent que LFI présente un(e) autre candidat(e) aux élections présidentielles de 2022. C'est moins qu'en janvier 2020, où 45 % des répondants souhaitaient un autre leader pour LFI, alors même que le contexte des Gilets jaunes et de la réforme des retraites semblait devoir être favorable aux gauches populiste et radicale. Ce redressement ne permet cependant pas à Jean-Luc Mélenchon de sécuriser sa position, puisqu'il retrouve un niveau proche de la vague 1 (41 % en septembre 2019). Le souhait d'un changement de candidat est plus répandu parmi ceux

qui ont voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour des élections présidentielles de 2017 : une nette majorité (58 %) d'entre eux souhaitent que le parti présente un(e) autre candidat(e) en 2022, soit 5 points de moins qu'en janvier 2020 (63 %), mais 1 point de plus qu'en septembre 2019 (57 %).

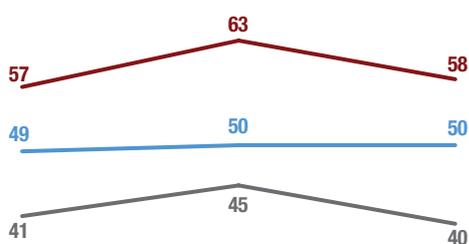
L'usure de Marine Le Pen, entendue comme la demande d'un nouveau candidat, est moins marquée dans l'ensemble de l'électorat (35 %) que dans son propre électorat de premier tour en 2017 : 44 %, soit une hausse de 5 points par rapport à la vague 2, en janvier 2020 (39 %). Les chiffres sont encore plus élevés chez ceux qui ont voté pour la liste RN lors des élections européennes de 2019 : près de la moitié d'entre eux (47 %) souhaitent que le parti présente un(e) autre candidat(e) que Marine Le Pen selon notre troisième vague, soit 7 points de plus (40 %) par rapport à janvier 2020.

Dans leurs électors respectifs, l'usure de Marine Le Pen est moins marquée que celle de Jean-Luc Mélenchon, mais elle augmente

Question : « Lors de l'élection présidentielle de 2022, souhaiteriez-vous que... ? »

Réponse : « oui ».

... la France insoumise présente un(e) autre candidat(e) que Jean-Luc Mélenchon ?

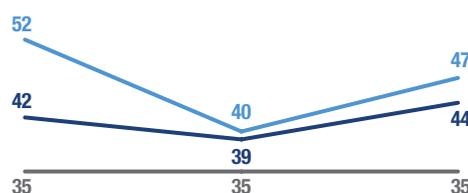


Septembre 2019 Janvier 2020 Septembre 2020

— Ensemble
 — Électeurs de Jean-Luc Mélenchon au premier tour en 2017
 — Électeurs de LFI aux élections européennes en 2019

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

... le Rassemblement national présente un(e) autre candidat(e) que Marine Le Pen ?



Septembre 2019 Janvier 2020 Septembre 2020

— Ensemble
 — Électeurs de Marine Le Pen au premier tour en 2017
 — Électeurs du RN aux élections européennes en 2019

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2020

Le questionnaire de l'enquête

RENSEIGNEMENTS SIGNALÉTIQUES

- Genre
- Âge de l'individu
- Région de résidence
- Taille de l'agglomération de résidence
- Niveau de diplôme
- Profession
- Statut professionnel
- Revenu mensuel du foyer
- Nombre de personnes dans le foyer
- Proximité partisane
- Niveau d'intérêt pour la politique
- Vote à l'élection présidentielle 2012 (au premier et au second tour)
- Vote à l'élection présidentielle 2017 (au premier et au second tour)
- Vote aux élections européennes du 26 mai 2019
- Autopositionnement politique sur échelle gauche-droite
- **Êtes-vous très satisfait, assez satisfait, assez mécontent ou très mécontent de l'action d'Emmanuel Macron comme Président de la République ?**
 - Très satisfait
 - Assez satisfait
 - Assez mécontent
 - Très mécontent
- **Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre ménage ?**
 - J'y arrive très bien
 - J'y arrive bien
 - J'y arrive, mais sans plus
 - J'y arrive difficilement
 - J'y arrive très difficilement
 - Je n'y arrive pas
- **Globalement, diriez-vous que vous êtes satisfait de la vie que vous menez ?**
 - Oui, tout à fait
 - Oui, plutôt
 - Non, plutôt pas
 - Non, pas du tout

• **Pouvez-vous me dire quelle est votre religion, si vous en avez une ?**

- Catholique
- Protestante
- Musulmane
- Juive
- Autre religion
- Sans religion
- Je ne souhaite pas répondre

• **En général, vos principales sources pour vous informer sont... ? (En premier, en deuxième)**

- Les grandes chaînes de télévision (TF1, France 2, France 3, France 5, M6, Canal+, ARTE)
- YouTube
- Les chaînes d'information en continu (CNews, LCI, BFM TV, France info TV)
- Les journaux (papier ou en ligne)
- La radio
- Les blogs ou forums sur Internet
- Les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, TikTok, etc.)
- Les discussions avec votre entourage (en famille, entre voisins, entre amis, au travail)

1. Laquelle des deux propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ?

- La mondialisation est une opportunité
- La mondialisation est une menace

2. Au cours des dernières années, d'une manière générale, avez-vous le sentiment que votre niveau de vie s'est amélioré ou dégradé ?

- Il s'est amélioré
- Il est resté stable
- Il s'est dégradé

3. À propos de votre style de vie ou de la manière dont vous vivez, diriez-vous qu'il est aujourd'hui menacé ?

- Tout à fait menacé
- Plutôt menacé
- Plutôt pas menacé
- Pas du tout menacé

4. Depuis que vous avez le droit de voter, avez-vous déjà voté au moins une fois pour les partis suivants ou l'un(e) de ses candidat(e)s...?

Réponses :

- Oui
- Non

- Le Front national/Le Rassemblement national
- Le Front de gauche/La France insoumise
- Lutte ouvrière/Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)
- Debout la France !

5. Et depuis que vous avez le droit de voter...?

Réponses :

- Oui
- Non

- Vous vous êtes déjà abstenu
- Vous avez déjà voté blanc

6. Concernant l'Union européenne, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

- Je suis favorable à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie
- Je ne suis pas favorable à l'Union européenne mais je ne souhaite pas que la France en sorte, ce qui est fait est fait
- Je ne suis pas favorable à l'Union européenne et je souhaite que la France en sorte

7. Concernant l'euro, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

- Je suis favorable à l'euro
- Je ne suis pas favorable à l'euro mais je ne souhaite pas que l'on quitte l'euro pour revenir au franc, ce qui est fait est fait
- Je ne suis pas favorable à l'euro et je souhaite que l'on quitte l'euro pour revenir au franc

8. De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

- C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses
- Voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple

9. En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que... ?

Réponses :

- Oui certainement
- Oui probablement
- Non probablement pas
- Non certainement pas

- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) du Rassemblement national
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de Debout la France !
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de La France insoumise
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de Lutte ouvrière/du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)
- Vous pourriez vous abstenir
- Vous pourriez voter blanc

9bis. En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que... ?

Réponses :

- Oui certainement
- Oui probablement
- Non probablement pas
- Non certainement pas

- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de Les Républicains
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de La République en marche
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) du Parti socialiste
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de l'Europe Écologie-Les Verts
- Vous pourriez vous abstenir
- Vous pourriez voter blanc

10. En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ?

Candidats testés : Marine Le Pen / Jean-Luc Mélenchon / Emmanuel Macron

- Vous êtes certain de voter pour lui/elle
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle
- Il serait possible que vous votiez pour lui/elle
- Il est peu probable que vous votiez pour lui/elle
- Vous excluez de voter pour lui/elle

11. Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que... ?

- Vous êtes certain de voter pour Marine Le Pen
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour Marine Le Pen
- Vous êtes certain de voter pour Emmanuel Macron
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour Emmanuel Macron
- Vous êtes certain de vous abstenir
- Il y a de fortes chances que vous vous absteniez
- Vous êtes certain de voter blanc
- Il y a de fortes chances que vous votiez blanc
- Vous ne savez pas à ce jour ce que vous ferez

12. Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ?

- Éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République
- Éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République

13. Lors de l'élection présidentielle de 2022, souhaiteriez-vous que :

Réponses :

- Oui
- Non

- La France insoumise présente un(e) autre candidat(e) que Jean-Luc Mélenchon ?
- Le Rassemblement national présente un(e) autre candidat(e) que Marine Le Pen ?

14. Selon vous, le gouvernement a très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal géré la crise du Covid-19 en France ?

- Très bien
- Plutôt bien
- Plutôt mal
- Très mal

15. Par rapport au Covid-19, diriez-vous que vous êtes :

- Très inquiet
- Plutôt inquiet
- Plutôt pas inquiet
- Pas du tout inquiet

16. Voici une liste de partis politiques. Pour chacun d'entre eux, s'il était au pouvoir, indiquez si vous pensez qu'il aurait fait mieux, aussi bien ou moins bien que le gouvernement actuel dans la gestion de la crise du Covid-19 en France ?

Réponses :

- Mieux
- Aussi bien
- Moins bien

- Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)
- Lutte ouvrière (LO)
- Parti socialiste (PS)
- Parti communiste français (PCF)
- La France insoumise (LFI)
- Europe Écologie-Les Verts (EELV)
- Debout la France ! (DLF)
- Les Républicains (LR)
- Le Rassemblement national (RN)

17. Quand un vaccin contre le Covid-19 sera découvert et approuvé par les autorités sanitaires françaises, vous ferez-vous vacciner ?

- Oui, dès que ce sera possible
- Oui, mais j'attendrai quelque temps
- Non, je ne le ferai pas

18. On a beaucoup entendu parler du mouvement des Gilets jaunes. Diriez-vous que vous avez une image des Gilets jaunes...

- Très positive
- Plutôt positive
- Plutôt négative
- Très négative

19. Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? en deuxième ? en troisième ?

- Réduire le chômage
- Réduire la dette / le déficit de l'État
- Réduire l'immigration
- Réduire l'influence de l'islam
- Réduire les inégalités sociales
- Réduire le réchauffement climatique
- Réduire la délinquance

20. Avec laquelle des propositions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

- La plupart des immigrés ne partagent pas les valeurs de notre pays et cela pose des problèmes de cohabitation
- La plupart des immigrés partagent les valeurs de notre pays et c'est un enrichissement culturel

21. Et avec laquelle des propositions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

- Pour notre pays, sur le plan économique, les immigrés sont plutôt un inconvénient car leur intégration coûte cher
- Pour notre pays, sur le plan économique, les immigrés sont plutôt un avantage car leur travail favorise la création de richesse

22. Parmi les trois systèmes politiques suivants, lequel vous semble le plus nécessaire actuellement en France ? (En premier, en deuxième)

- Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement, ni des partenaires sociaux ni de ce que disent les médias
- Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement
- Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays

23. Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans les personnes ou les institutions suivantes ?

Réponses :

- Très confiance
 - Plutôt confiance
 - Plutôt pas confiance
 - Pas du tout confiance
-
- Les maires
 - Les député(e)s
 - Le gouvernement (les ministres et le Premier ministre)
 - Le Président de la République
 - Les syndicats
 - Les partis politiques
 - Les médias
 - Les policier(e)s
 - Les juges
 - Les scientifiques

24. D'une manière générale, vous diriez que...

- On peut faire confiance à la plupart des gens
- On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres

25. Pour chacun des groupes de personnes suivants, diriez-vous que vous leur faites tout à fait confiance, un peu confiance, pas beaucoup confiance ou pas du tout confiance ?

Réponses :

- Tout à fait confiance
 - Un peu confiance
 - Pas beaucoup confiance
 - Pas du tout confiance
-
- Votre famille
 - Vos voisins
 - Les gens qui travaillent avec vous
 - Dans la vie, les gens que vous rencontrez pour la première fois
 - Les gens avec lesquels vous échangez sur les réseaux sociaux

26. Discutez-vous de la manière dont les choses se passent dans le pays avec... ?

Réponses :

- Souvent
 - De temps en temps
 - Rarement
 - Jamais
-
- Votre famille
 - Vos collègues de travail
 - Des gens que vous rencontrez sur les réseaux sociaux
 - Vos voisins
 - Vos amis

27. En général, avez-vous l'impression que les personnes suivantes partagent votre avis sur la manière dont les choses se passent en France ?

Réponses :

- Oui, tout à fait
 - Oui, plutôt
 - Non, plutôt pas
 - Non, pas du tout
-
- Votre famille
 - Vos collègues de travail
 - Des gens que vous rencontrez sur les réseaux sociaux
 - Vos voisins
 - Vos amis

28. Selon votre ressenti, la société française est-elle de plus en plus violente, aussi violente que par le passé ou de moins en moins violente ?

- De plus en plus violente
- Aussi violente que par le passé
- De moins en moins violente

29. Laquelle des opinions suivantes est la plus proche de la vôtre ?

- Les médias parlent trop de la violence dans notre société, il faudrait qu'ils en parlent moins
- Les médias parlent comme il faut de la violence dans notre société
- Les médias ne parlent pas assez de la violence dans notre société, il faudrait qu'ils en parlent plus

30. Selon vous, en France, pour assurer la sécurité, la police ...

- A trop de moyens
- A suffisamment de moyens
- N'a pas assez de moyens

Pour ceux qui répondent « N'a pas assez de moyens » :

Dites si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes :

Réponses :

- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord

- La police n'a pas assez de moyens, il faut lui en donner davantage
- La police n'a pas assez de moyens, il faut avoir le droit de posséder une arme chez soi



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

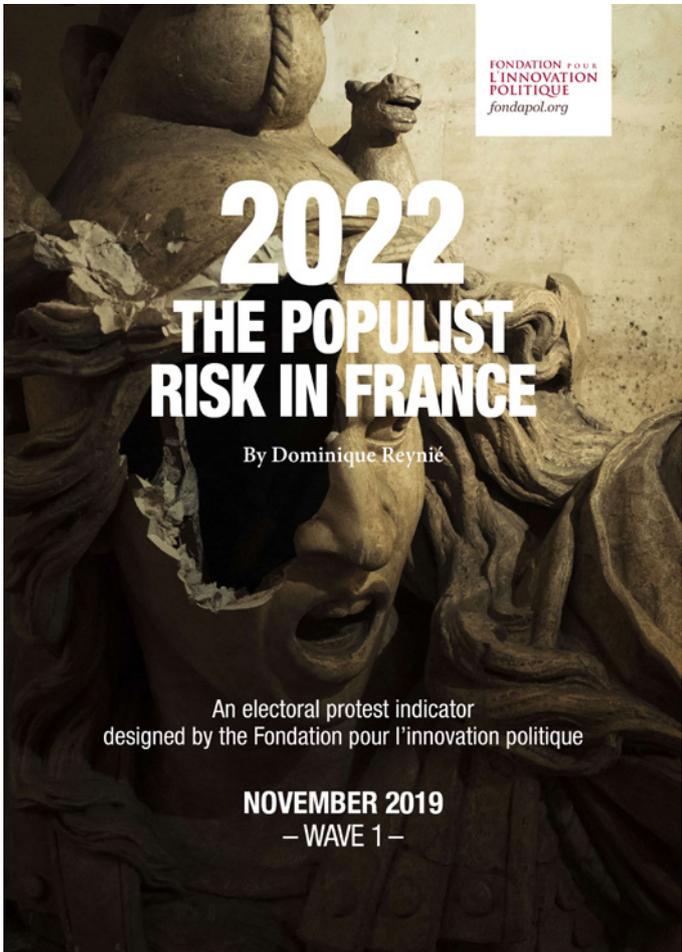
2022

LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE

Par Dominique Reynié

Un indicateur de la protestation électorale
conçu par la Fondation pour l'innovation politique

OCTOBRE 2019
— VAGUE 1 —



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

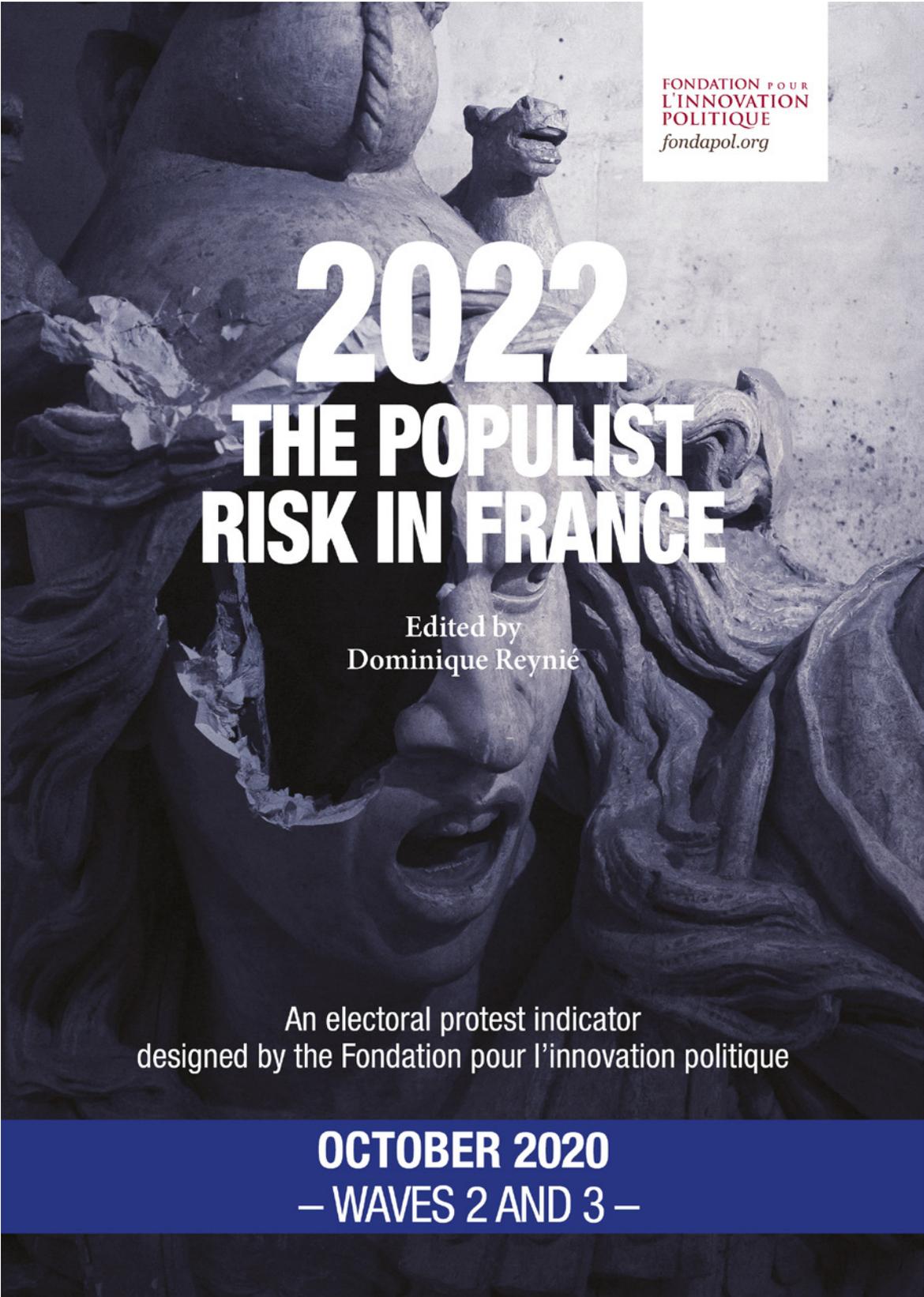
2022

THE POPULIST RISK IN FRANCE

By Dominique Reynié

An electoral protest indicator
designed by the Fondation pour l'innovation politique

NOVEMBER 2019
— WAVE 1 —



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

2022

THE POPULIST RISK IN FRANCE

Edited by
Dominique Reynié

An electoral protest indicator
designed by the Fondation pour l'innovation politique

OCTOBER 2020
— WAVES 2 AND 3 —

Sous la direction de Dominique Reynié

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



PLON

Edited by Dominique Reynié

WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY
THE FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondipol.org





FONDATION pour
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Élections européennes 2019

Le poids des électorats comparé au
poids électoral des groupes parlementaires

Guillemette Lano
Raphaël Grelon
Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié

Juillet 2019



FONDATION pour
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

2019 European Elections

The weight of the electorates
compared to the electoral weight
of the parliamentary groups

Guillemette Lano
Raphaël Grelon
With the assistance of Victor Delage and Dominique Reynié

July 2019

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE UN THINK TANK LIBÉRAL, PROGRESSISTE ET EUROPÉEN

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 33 langues pour l'enquête Démocraties sous tension, menée dans 42 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail «**Anthropotechnie**» examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. «**Anthropotechnie**» propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous !

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Je soutiens la Fondation pour l'innovation politique

voici ma contribution de :

100 €

500 €

1 000 €

5 000 €

10 000 €

50 000 €

Autre montant.....€

Je choisis de faire un don :

À titre personnel

Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Par chèque, à l'ordre de la **Fondation pour l'innovation politique**

Par virement bancaire daté du :

au profit du compte Fondation pour l'innovation politique à la Caisse des dépôts

et consignations : IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

Régime fiscal des dons versés par des personnes physiques ou morales fiscalement domiciliées en France

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et legs des particuliers et des entreprises.

Au titre des versements effectués :

- **Les contribuables** bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable (art. 200-1 du CGI) et/ou au titre de l'IFI, d'une réduction de 75% de leur montant dans la limite de 50 000 euros.
- **Les entreprises** assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60% pris dans la limite de 10 000 euros ou de 0,5% du chiffre d'affaires HT lorsque ce dernier est plus élevé (art. 238 bis du CGI), avec report possible sur les cinq années suivantes de la déduction en cas de dépassement du seuil.

Vous trouverez au verso de ce bulletin un tableau récapitulatif des réductions fiscales possibles dans le cadre de votre don à la Fondation pour l'innovation politique.

À renvoyer à :

Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



Exemples de soutiens aux actions de la Fondation pour l'innovation politique et calcul de la contribution réelle après déduction fiscale (IS/IR/ISF)

Exemples de contribution annuelle	Contribution réelle après déduction de 60 % au titre de l'impôt sur les sociétés	Contribution réelle après déduction de 66 % au titre de l'impôt sur le revenu	Contribution réelle après déduction de 75 % au titre de l'impôt sur la fortune immobilière
100 €	40 €	34 €	25 €
500 €	200 €	170 €	125 €
1 000 €	400 €	340 €	250 €
5 000 €	2 000 €	1 700 €	1 250 €
10 000 €	4 000 €	3 400 €	2 500 €
50 000 €	20 000 €	17 000 €	12 500 €

Merci de noter ci-dessous vos coordonnées pour nous permettre d'établir votre reçu fiscal :

Organisme ou particulier

Nom	Prénom	
Nom de l'organisme		
N°	Rue	
Code postal		Ville
Pays		
Téléphone		
Courriel		

Date Signature

À renvoyer à :
Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :
Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09

Voici les résultats des vagues 2 et 3 de notre indicateur de la protestation électorale, lancé en septembre 2019 dans la perspective de la prochaine élection présidentielle. La **vague 2** de cette enquête (**du 23 au 31 janvier 2020**) a pris place dans le contexte d'une vive crise sociale et politique mêlant la persistance de la contestation des Gilets jaunes avec une opposition manifestante à la réforme des retraites.

Le contexte de la **vague 3 (du 7 au 11 septembre 2020)** est celui d'une conflictualité suspendue, ou remise, sous l'effet de la dimension alors principalement sanitaire de la crise induite par la pandémie de Covid-19. Cette vague 3 s'inscrit dans le prolongement de l'expérience collective inédite du confinement, entre le 17 mars et le 11 mai 2020, puis d'une reprise des contaminations et la crainte d'une seconde vague épidémique.

Chaque cycle de crise se surajoutant au précédent, la question se pose de savoir comment cette agitation, inédite par sa forme anémique et par l'intensité dont elle se montre capable, va trouver à s'exprimer dans les mécanismes de l'élection présidentielle de 2022. **Notre indicateur veut aider à comprendre et à anticiper les contours de ce futur scrutin présidentiel**, sans oublier que le plus grand rendez-vous politique des Français est également un scrutin aux conséquences européennes.

L'indicateur de la protestation électorale a été conçu par la Fondation pour l'innovation politique et l'enquête est administrée par l'institut OpinionWay. Pour chaque vague, le questionnaire est administré auprès d'un échantillon de plus de 3 000 personnes inscrites sur les listes électorales.

Les résultats de la vague 1 ont donné lieu à une première publication (**octobre 2019**) disponible sur notre site (fondapol.org). Voici maintenant les résultats de la vague 3 avec lesquels nous présentons également ceux de la vague 2 dont nous avons reporté la publication en raison du confinement. Tous les résultats de l'enquête sont en libre accès sur notre site **fondapol.org**.



fondapol.org



ISBN : 978-2-36408-244-1

8€